



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 4 JUILLET 1925

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 4TH JULY, 1925

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publi-

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

cation, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée. Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS.-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

3147

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS. A. PROULX,

King's Printer.

3148

Government House.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

N. PERODEAU.

L. S.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des dispo-
Général-Suppléant. } sitions de l'article 7486
des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, un plan de chaque cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit:

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte;

2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan, est indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible; cette date y est

Canada,
Province of
Quebec.

N. PERODEAU.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the SEAS, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, } WHEREAS in virtue
Acting-Deputy-Attorney } of the provisions
General. } of article 7486
of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, it is enacted that the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, showing these places and in which are set forth:

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers;

2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible; and such date is

marquée, et le plan, qui est signé par le Ministre, reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant, sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent

marked upon it, and the plan, which is signed by the Minister, remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit:

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot and is sufficient as such in any document whatever; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties conterminous thereto; and any piece of land composed of parts of more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immovable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immovables indicated on such plan are bound to designate such immovables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above described; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering, under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lot, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant-Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this

article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan de la seigneurie de la Grande-Vallée-des-Monts-Notre-Dame, dans le comté et la division d'enregistrement de Gaspé, et un livre de renvoi s'y rapportant, suivant les prescriptions de l'article 7486 des Statuts refondus, 1909;

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en ic eux, lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU qu'une copie desdits plan livre de renvoi, certifiée par le dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Gaspé, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir: depuis 9 heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 7486 des Statuts Refondus de la province de Québec et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent:

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la d'te province, exprimé dans un décret en date du 5 juin 1925, a fixé le premier jour du mois d'août prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas Canada deviendront et seront en vigueur dans ladite division d'enregistrement de Gaspé, relativement au cadastre de la seigneurie de la Grande-Vallée-des-Monts-Notre-Dame, faisant partie de ladite division d'enregistrement:

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir dudit pre-

article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

"2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant-Governor in Council may cause to be filed, in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our Province of Québec has caused to be prepared, under his superintendence, a plan of the Seigniorie of Grande-Vallée-des-Monts-Notre-Dame, in the county and registration division of Gaspé, and a book of reference relating thereto, according to the provisions of article 7486 of the Revised Statutes, 1909;

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference, certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the registration division of Gaspé, and there remain open to the inspection of the public during office hours, that is to say: between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto;

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec, with the advice of the Executive Council thereof, expressed in an Order in Council dated the 5th of June, 1925, has fixed the first day of the month of August next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division of Gaspé, relating to the cadastre of the Seigniorie of Grande-Vallée-des-Monts-Notre-Dame, forming part of the said registration division;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said first

mier jour du mois d'août prochain (1925), les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans ladite division d'enregistrement de Gaspé, relativement au cadastre de la seigneurie de la Grande-Vallée-des-Monts-Notre-Dame.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans ladite division d'enregistrement de Gaspé, de les renouveler dans les deux ans qui suivront ledit premier jour du mois d'août prochain, à peine de perdre la priorité conférée par ledit Code Civil.

DE TOUT CE QUE DESSUS tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGTIÈME jour du mois de JUIN, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

3195

Lettres patentes

"Appartements Champlain de Québec, Limitée— Champlain Apartments of Quebec, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1925, constituant en corporation: Roméo Langlais, avocat et conseil du Roi, François-Xavier Godbout, avocat, Roméo Tremblay, comptable, Florence Talbot, sténographe, fille majeure, et Hornisdas-Delphis Langlais, courtier en immeubles, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Acheter des terrains, construire et exploiter des immeubles de rapport, ordinairement appelés appartements, construire et ériger des maisons d'habitation et autres;

Faire la construction et l'exploitation de machines électriques, à essence, à vapeur ou autres, nécessaires à l'éclairage des dites bâtisses, au chauffage ou au transport mécanique;

Construire des ascenseurs et les exploiter pour les dites bâtisses;

Exploiter des cafés, restaurants, boutiques de barbier, de cirage de chaussures et salles de billards et pool, dépôts de journaux, de revues, magasins de cigares et de tabac, en rapport avec les immeubles de la compagnie;

Exercer l'industrie et le commerce de restaurateur, maître de pension, hôtelier pour les fins de la compagnie;

Exercer toute autre affaire ou entreprise, soit manufacturière ou autres, que la compagnie jugera convenable d'exercer, en rapport avec ce que ci-dessus mentionné ou qui semblera devoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur

day of the month of August next, (1925), the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division of Gaspé, relating to the cadastre of the Seigniorie of Grande-Vallée-des-Monts-Notre-Dame;

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division, to renew the same within the period of two years after the said first day of the month of August next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTIETH day of JUNE, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty-five, and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,
C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

3196

Letters patent

"Appartements Champlain de Québec, Limitée— Champlain Apartments of Quebec, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1925, incorporating: Roméo Langlais, advocate and King's Counsel, François Xavier Godbout, advocate, Roméo Tremblay, accountant, Florence Talbot, stenographer, spinster, and Hornisdas Delphis Langlais, real estate broker, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To purchase lands and to construct and operate tenements and apartment-houses, construct and erect dwelling and other houses;

To construct and operate electric, gas, steam, or other machines necessary for the lighting of said buildings, heat, or mechanical transportation;

To construct elevators and operate the same in connection with said buildings;

To operate cafes, restaurants, barber shops, shoe-shine stands, billiard and pool rooms, news stands, cigars and tobacco stores in connection with the immovable of the company;

To carry on the trade and business of restaurant-keeper, boarding-house owner and hotel keeper for the purposes of the company;

To carry on any other business or undertaking, whether manufacturing or otherwise, that the company may think capable of being conveniently carried on in connection with the above or which may seem calculated to directly or indi-

ou rendre plus profitables les propriétés, droits ou affaires de la compagnie;

Acquérir, acheter, exploiter et conduire, en tout ou en partie, les affaires, actif, propriétés, entreprises, passif de toute personne, syndicat, compagnie, corporation s'occupant de toute affaire dont la compagnie est autorisée à s'occuper ou de toute affaire similaire;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et privilèges conférant un droit exclusif, limité ou non, à l'usage de tout secret ou autre connaissance, renseignement ou information relatifs à toute invention quelconque qui paraîtra susceptible de servir aux fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter à la compagnie; utiliser, exercer, développer, accorder des permis à leur sujet ou faire valoir autrement les propriétés, biens, brevets, licences, concessions, droits, informations ou renseignements ainsi acquis;

Vendre, aliéner, louer en tout ou en partie, ou autrement en disposer, l'actif, les propriétés, les droits ou l'entreprise de la compagnie, pour tel prix, considération, et à tels termes et conditions qui seront jugés convenables et, en particulier, accepter comme paiement des actions, actions-obligations, bons, obligations, débetures ou toute autre garantie de toute autre compagnie poursuivant des objets en tout ou en partie similaires à ceux poursuivis par cette compagnie;

Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, d'institutions, de fonds, de fidéicommiss et d'avantages, dont l'objet sera d'accorder des bénéfices aux employés ou ex-employés de la compagnie ou aux personnes dépendant d'eux, et dans ce but, accorder des octrois, pensions, allocations, faire des paiements à des compagnies d'assurance, à des sociétés de bienfaisance ou autres; souscrire ou garantir des argents pour des fins de charité et de bienfaisance ou pour tout objet public, général ou utile;

Payer toute acquisition faite, avantage, service rendu ou toute considération, de quelque nature que ce soit, que la compagnie pourra juger bon, utile, avantageux ou nécessaire de payer en argent comptant ou, avec le consentement des actionnaires, en actions libérées, en bons, obligations, débetures, ou autres valeurs quelconques de la compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèces ou autrement, sur résolution du bureau de direction de la compagnie, sous forme de dividende, bonus, ou de toute autre manière qui sera jugée avantageuse, toute propriété ou actif de la compagnie, ou le produit de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et en particulier toutes actions, actions-obligations, débetures ou autre garantie qui appartiendra à la compagnie et dont elle aura le pouvoir de disposer;

Acheter, acquérir, détenir et en disposer, des actions du capital-actions, des bons ou autre garantie de toute autre compagnie, corporation, syndicat ou personne engagés, de quelque manière que ce soit, dans toute ou partie de quelque une des affaires dont la compagnie a le pouvoir de s'occuper, et acquérir, détenir, vendre tels actions, bons et garanties ou en disposer autrement;

Employer en tout ou en partie ses fonds pour l'achat d'actions d'autres compagnies ou faire l'acquisition de l'actif, de l'achalandage des sociétés ou personnes exerçant un négoce quelconque, de payer le prix de ces achats en argent ou en actions acquittées de la compagnie;

directly enhance the value of or render profitable the property, rights or undertakings of the company;

To acquire, buy, exploit, manage in whole or in part the business, assets, property, undertakings, liabilities of any person, syndicate, company or corporation engaged in any business which the company is authorized to carry on or any business similar thereto;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and privileges conferring any exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret, or other knowledge, particulars or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, assets, patents, licenses, concessions, rights or information so acquired;

To sell, alienate, lease, in whole or in part, or otherwise dispose of the assets, property, rights and undertakings of the company, for such price and consideration and upon such terms and conditions as may be deemed proper; and in particular to accept in payment therefor shares, debenture-stock, bonds, obligations, debentures or any other securities of any other company having objects or carrying on business in whole or in part similar to those carried on by this company;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company or the dependents or connections of such persons, and to that end to grant pensions and allowances, and make payments towards insurance, benevolent objects or otherwise, and subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To pay for any acquisition made, advantage, services rendered and any consideration of any nature whatever that the company may think fit, advantageous, useful or necessary and to pay for the same in cash or, with the approval of shareholders, in paid up shares, bonds, obligations, debentures or other securities of the company;

To distribute among the shareholders of the company, in cash or otherwise, as may be resolved by the Board of Directors of the company, by way of dividends, bonus or in any other manner that may be deemed profitable, any property or assets of the company or the proceeds of the sale or other disposal of any property of the company, and in particular the shares, debenture-stock, debentures or any other securities belonging to the company or which it may have power to dispose of;

To buy, acquire, hold and dispose of shares of the capital-stock, bonds or other securities of any other company, corporation, syndicate or person engaged in any manner whatsoever in all or part of any of the businesses which the company is empowered to carry on and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of such shares, bonds and securities;

To use all or part of its funds for the purchase of shares of other companies or the acquisition of assets and good-will of partnership or person carrying on any business and to pay the price of such purchases in cash or in paid up shares of the company;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu toutefois que tels bons, débetures, obligations ou autres valeurs ne soient pas pour une somme moindre que celle de cent dollars;

Hypothéquer ou donner en garantie des immeubles, ou donner en garantie des biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement des bons, débetures, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

Par augmentation de capital au moyen de lettres patentes supplémentaires, émettre du stock privilégié avec ou sans dividende cumulatif pour le montant que les directeurs jugeront à propos, après règlement à cet effet dûment approuvé suivant la loi;

Construire des garages, hangars ou autres bâtisses nécessaires à contenir les véhicules pour l'exploitation de la compagnie, sous le nom de "Appartements Champlain de Québec, Limitée—Champlain Apartments of Quebec, Limited".

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions sans valeur au pair. La compagnie pourra commencer ses opérations avec un montant de douze mille cinq cents piastres (\$12,500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juin 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

3149

C. J. SIMARD.

"Arthur E. Moysey & Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du dix-septième jour de juin 1925, constituant en corporation: John-Albert Engel, avocat, Thomas-Cornelius Gavin, teneur de livres, et Berthe Maysenholder, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, placer des fonds, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre, échanger ou autrement disposer de terrains, édifices et autres propriétés, mobilières ou immobilières, et de droits réels et personnels, choses en litige, dettes, contrats et promesses de vente, brevets, licences, concessions et autres choses semblables et généralement en commercer et en trafiquer de toute manière que ce soit;

Signer, sous rire acheter, ou autrement acquérir et détenir, soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire ou au moyen de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder, ou autrement disposer ou faire le commerce d'obligations, débetures, titres, parts ou autres garanties de tout gouvernement ou corporation scolaire ou municipale, ou de toute banque établie par charte, ou de toute compagnie ou corporation industrielle, financière ou autre, dûment constituées en corporation;

Promouvoir, organiser, développer ou administrer ou aider à la promotion, l'organisation, ou l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise et exploitation, et prélever et aider à prélever de l'argent pour, et ai-

To borrow money upon the credit of the company, issue bonds, debentures, obligations or other securities of the company and to pledge or sell the same for such price and at such sums as may be deemed expedient, provided however that no such bonds, debentures, obligations or other securities be issued for a less sum than one hundred dollars;

To hypothecate or pledge the immovables or pledge the movables of the company or give both the above kinds of securities to secure the payment of the bonds, debentures, obligations or other securities or of any loans of money contracted for the company's purposes;

For increasing the capital stock by means of supplementary letters patent, to issue preferred stock with or without cumulative dividends for such amount as the directors may deem proper, after a by-law to that purpose duly approved according to law;

To construct garages, sheds or other buildings necessary for the storing of vehicles used for the undertaking of the company, under the name of "Appartements Champlain de Québec, Limitée.—Champlain Apartments of Quebec, Limited".

The capital stock of the company is to be divided into two thousand five hundred (2,500) shares without nominal or par value. The company may commence its operations with the sum of twelve thousand five hundred dollars (\$12,500.00).

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

3150

"Arthur E. Moysey & Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1925, incorporating: John-Albert Engel, advocate, Thomas-Cornelius Gavin, bookkeeper, and Berthe Maysenholder, *fille majeure*, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, invest in, purchase, lease or otherwise acquire, own, sell, exchange or otherwise dispose of lands, buildings and other properties, movable or immovable, and real and personal rights, *choses* in action, debts, contracts and promises of sale, patents, licenses, concessions and the like, and generally to deal and traffic therein in any manner whatsoever;

To underwrite, subscribe for, purchase, or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner, or by way of collateral security, or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of, or deal in the bonds, debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any private bank or of any incorporated company or corporation, industrial, financial or otherwise;

To promote, organize, develop, manage, or to assist in the promotion, organization and development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking, and to raise and assist in raising any monies, or by way of bonus, promise

der au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou caution, et acheter des débetures ou autres valeurs de toute telle compagnie ou corporation et offrir au public pour souscription des actions, titres, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation;

Agir comme agents dans le but d'émettre ou contresigner des certificats d'actions, obligations ou autres obligations de toute association, corporation municipale ou autre, et agir en qualité d'agents et courtiers pour placer, manipuler, prêter, payer, transmettre et percevoir de l'argent pour aucune personne, corporation, firme, syndicat, gouvernement ou autorité publique, aussi recevoir, prendre, détenir, transférer et céder toute propriété foncière ou personnelle qu'on pourra octroyer, céder ou confier à la présente compagnie;

Faire enquête, examen, audition et rapport relativement aux livres, à l'état, à l'avenir, aux affaires et conditions commerciales d'aucune firme ou corporation, faire une émission d'actions, obligations ou débetures et garantir tout sceau, signature ou acte de cession, vente ou transfert de toutes actions, obligations et débetures;

Transiger ou conduire toutes sortes d'agences d'affaires financières, comprenant le placement d'argent sur prêts à vue et autres emprunts avec ou sans garantie, et la vente de propriété et la perception et la réception d'argents, et pour tous services charger, percevoir et recevoir toute rémunération appropriée et les frais, charges et dépenses légaux, usuels et ordinaires;

Agir comme agents ou procureurs pour la transaction de toute affaire, l'administration de toutes successions, la vente de la propriété, le placement et la collection de deniers, rentes, intérêts, dividendes, mortgages, obligations, comptes, billets et autres garanties;

Faire tout autre commerce que la compagnie jugerait susceptible d'être conduit avec son propre commerce, ou avec quelques-uns de ses objets ou supposé, directement ou indirectement, devoir augmenter la valeur de ou rendre profitable aucun des droits ou aucune des propriétés de la compagnie;

Payer pour toute propriété, pour l'achalandage, les droits, les actions ou valeurs acquis par la compagnie ou pour services rendus ou à être rendus à la compagnie, soit en argent ou en parts totalement acquittées, soit en valeurs que la compagnie a le pouvoir d'émettre, ou partiellement d'une manière ou partiellement d'une autre, ou d'autres manières, et généralement, sous tels termes et conditions que la compagnie pourrait déterminer, et vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise entière, de la propriété, des droits et de l'actif de la compagnie ou de quelques parties d'iceux, pour telle considération et sous tels termes et conditions que la compagnie jugerait raisonnables, et, en particulier, pour des actions, débetures ou valeurs de toute compagnie;

Placer, souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions ou des valeurs de toute autre compagnie et les accepter en paiement total ou partiel, ou comme satisfaction du prix ou considération de la vente, location, concession ou autre mode de disposition de toute propriété, de tous droits ou dettes qui pourraient être détenus par cette compagnie ou dont elle a la jouissance ou qui lui sont dus; et, telles actions ou valeurs, les posséder, voter à leur sujet ou les vendre, et exercer et mettre en vigueur tous les droits et tous les pouvoirs conférés par ou relativement à la propriété d'iceux;

investment, guarantee or bond, and to purchase debentures or other securities, or otherwise, in any such company or corporation, and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any company or corporation;

To act as agent for the purpose of issuing or countersigning certificates of stock, bonds, or obligations of any association, municipal or other corporation, and to act as agents and brokers for the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any individual, corporation, firm, syndicate, Government or public authority, and to take, receive, hold, transfer and convey all property, real or personal, which may be granted, conveyed or committed to this company;

To investigate, examine, audit and report on and to guarantee the books, standing, business affairs and conditions of any firm or corporation, to make an issue of shares, bonds or debentures, and to guarantee any seal, signature or act of assignment, sale or transfer of any shares, bonds and debentures;

To transact or carry on all kinds of financial agency business, including the investment of money upon call or other loans with or without security, the sale of property and the collection and receipt of monies, and for all services to charge, collect, and receive all proper remuneration, legal, usual and customary costs, charges and expenses;

To act as the agent or attorney for the transaction of any business, the management of estates, the sale of property, the investment and collection of money, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business or any of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property;

To pay for any property, good-will, rights, shares or securities acquired by the company, or services rendered or to be rendered to the company, either in cash, or in fully paid up shares or by any securities which the company has power to issue, or partly in one mode or partly in another or others, and generally on such terms and conditions as the company may determine, and to sell, lease or otherwise dispose of the entire undertaking, property, rights and assets of the company, or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular for the shares, debentures or securities of any other company;

To invest in, subscribe, take or otherwise acquire and hold shares or securities in any other company, or to accept the same in whole or in part payment or discharge of the price or consideration of the sale, lease, concession or other disposal of any property, rights or debts which may be held, enjoyed by or due to this company, and such shares or securities to hold, vote upon or sell, and to exercise and enforce all rights and powers conferred by or incidental to the ownership thereof;

Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins, avec tout gouvernement, autorité, municipale ou locale, ou avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds et fiducies et commodités propres à profiter aux employés ou autres personnes ou les personnes dont ils sont les soutiens, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurances, souscrire ou garantir de l'argent pour fins d'éducation, de philanthropie, religieuses ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de telle manière que, de temps en temps, la compagnie pourrait déterminer et distribuer aux actionnaires, en nature, au moyen de dividendes ou boni, ou de toute autre manière convenable, toute propriété de la compagnie ou tous revenus provenant de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie;

Exercer et faire aucune des affaires, actes et choses ci-dessus, soit comme principaux ou agents, ou par l'intermédiaire d'agents ou autrement, soit seuls ou conjointement avec un autre, ou avec d'autres;

Demander et recevoir des licences et des pouvoirs, quand la chose sera requise, pour conduire ses affaires et exercer aucun de ses pouvoirs dans les autres provinces de la Puissance du Canada et dans d'autres pays;

Agir comme agents généraux et courtiers financiers;

Faire toutes et chacune des choses nécessaires, convenables et recon mandables pour l'accomplissement des fins, ou favorisant la réalisation d'aucun ou de plusieurs des objets ci-dessus énumérés.

Les requérants demandent que les dispositions suivantes soient insérées dans les lettres patentes d'incorporation:

(a) Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt, non compris ses employés actuels et ses anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie ou qui ont continué de l'être après avoir quitté le r emploi;

(b) Aucun appel ne sera fait au public pour la souscription de ses actions;

(c) A toute assemblée des actionnaires, tout directeur ou directeurs peuvent être destitués sans cause et un autre ou d'autres directeurs peuvent être nommés à leur place;

(d) A la première assemblée générale et à chaque assemblée annuelle subséquente de la compagnie, les actionnaires détermineront la valeur des actions de la compagnie, laquelle valeur sera valable pour l'année fiscale courante de la compagnie. Aucun transfert d'actions ne sera valide ou permis, excepté avec le consentement du bureau de direction ou à moins que le dit transfert soit fait conformément aux dispositions qui suivent: l'actionnaire qui désire

To amalgamate, enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences for the benefit of employees or other persons, or the dependents, to grant pensions and allowances and make payments for insurance, to subscribe or guarantee money for any educational, philanthropic, religious or benevolent purpose or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To invest the moneys of the company in such manner as may from time to time be determined, and to distribute among the shareholders, in kind or by way of dividend or bonus, or in any other manner deemed advisable, any property of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company;

To carry on or do any of the business, acts and things aforesaid, either as principals or agents, or by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with another or others;

To apply for, and receive licenses and authority, whenever required, to carry on its business and exercise any of its powers in the other provinces of the Dominion of Canada and other countries;

To act as general agents and financial brokers;

To do all and every thing necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or conducive to the attainment of any one or more of the objects hereinabove enumerated.

The applicants request that the Letters Patent of Incorporation contain the following provisions, to wit:

(a) The number of shareholders of the company shall be limited to 20, exclusive of any present and past employees who may be Shareholders of the company, and who may continue so to be after leaving its employ;

(b) No appeal shall be made to the public to subscribe for shares;

(c) At any meeting of the shareholders, any Director or Directors may, at any time be removed from office without cause, and another or others be appointed in his or their stead;

(d) At the first general meeting and at each annual meeting thereafter of the company, the shareholders shall put a value upon the shares of the company, which value shall hold good for the current fiscal year of the company, No transfer of shares shall be valid or allowed except with the consent of the Board of Directors, or unless the same is made in compliance with the following provisions: A proposing transferor who desires to transfer all or any of his shares shall

transférer la totalité ou aucune de ses actions devra donner un avis d'un mois par écrit, par lettre recommandée, au bureau de direction, spécifiant le nom, l'adresse et l'occupation de l'acheteur ou des acheteurs proposés, et le nombre d'actions qu'il a l'intention de transférer. Si tel acheteur ou les acheteurs proposés ou aucun d'eux ne rencontrent pas l'approbation du bureau de direction, le bureau aura le droit de substituer un acheteur ou des acheteurs, qui lui seront acceptables, et donnera un avis écrit par lettre recommandée au vendeur à cet effet dans ledit mois, et alors le vendeur n'aura le droit de transférer telle action ou actions qu'à la personne ou qu'aux personnes approuvées, sur paiement de leur valeur telle que déterminée pour l'année fiscale courante. Si aucun avis n'est donné par le bureau ou si le prix de vente n'est pas payé dans les dix jours après la réception par le vendeur de tel avis, il sera libre de faire son transfert aux personnes mentionnées dans son avis aux directeurs. Ces dispositions s'appliqueront également aux héritiers, exécuteurs ou administrateurs d'un actionnaire décédé, ou aux représentants légaux de tout actionnaire insolvable, sous le nom de "Arthur E. Moysey & Co., Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions d'une valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de juin 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
3151 C.-J. SIMARD.

"Art Stones & Marble Company, Limited.—
La Compagnie de Marbre et de Pierre Art.,
Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de juin 1925, constituant en corporation: Aléas Desrosiers, manufacturier de pierre artificielle, demeurant au No 1428 de la rue Chabot, Otto Simon, plâtrier, demeurant au No 1219b de la rue DeLaroche, Willie Sausmikat, modeleur, demeurant au No 1637d de la rue DeLaroche, Emile Bedard, comptable, demeurant au No 449 rue Marquette, et Albert-P. Goulet, traceur, demeurant au No 911 de la rue Laurier Est, tous de Montréal, dans les buts suivants:

L'exploitation industrielle et commerciale de pierres artificielles ou d'art ainsi que l'exploitation industrielle et commerciale du marbre sous toutes ses formes et aspects, tel que statues, colonnes, décorations, œuvres d'art ou toutes autres compositions dans lesquelles figurent le marbre et la pierre artificielle, ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières pouvant s'y rattacher directement ou indirectement et par quel moyen que ce soit;

La participation de la compagnie dans toutes entreprises accessoires ou connexes, par voie de création de société nouvelle, d'apport, de vente, d'achat, de fusion ou autrement, en y incluant l'achat, l'acquisition, la possession, la vente, l'échange, la cession et le transport d'actions, débetures ou obligations de compagnies ou corporations exploitant les mêmes affaires et commerces, ou d'autres affaires et commerces analogues à ceux de la présente compagnie;

La participation de la compagnie dans toutes

give one month's written notice by registered post thereof to the Board of Directors, specifying the name, address and occupation of the proposed transferee or transferees, and the number of shares he proposes to transfer. If such proposed transferee or transferees or any of them be not acceptable to the Board of Directors, the Board shall have the right to substitute a transferee or transferees acceptable to them, and give written notice by registered post to the proposing transferor or to that effect within the said month, and thereupon the proposing transferor shall only transfer such share or shares to said approved person or persons, upon payment of the value thereof as above fixed for the current fiscal year. Should no such notice be given by the Board, or should the said price not be paid within ten days after the receipt by the proposing transferor of such notice, he will be free to make his transfer as above notified by him. These provisions shall equally apply to the heirs, executors or administrators of any deceased shareholder or the legal representatives of any insolvent shareholder, under the name of "Arthur E. Moysey & Co., Limited", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of the par value of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of June, 1925.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Art Stones & Marble Company, Limited.—
La Compagnie de Marbre et de Pierre Art.,
Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1925, incorporating: Aléas Desrosiers, manufacturer of artificial stone, domiciled at No. 1428 Chabot Street, Otto Simon, plasterer, domiciled at No. 1219b De Laroche Street, Willie Sausmikat, pattern-maker, residing at No. 1637d of De Laroche Street, Emile Bedard, accountant, domiciled at No. 449 Marquette Street, and Albert P. Goulet, designer, domiciled at No. 911 of Laurier East Street, all of Montreal, for the following purposes:

The commercial and industrial exploitation of artificial or artistic stones as well as the commercial and industrial exploitation of marble under all forms and shapes, such as statues, columns, decorations, works of Art or any other compositions in which figure marble and artificial stone, and also to carry on any commercial, industrial, financial, movable and immovable transactions which may be directly or indirectly connected therewith;

The participation of the company in any ancillary or allied undertakings, by way of creation of new societies, contribution, sale, purchase, amalgamation or otherwise, including the purchase, acquisition, possession, sale, exchange, assignment and transfer of shares, debentures or bonds of companies, corporations carrying on the same businesses and trades and other businesses and trades similar to those of the company;

The participation of the company in any an-

entreprises accessoires ou connexes par l'achat, l'acquisition, la vente, la cession, l'échange, le transport et la location de meubles et d'immeubles généralement ou de tous droits hypothécaires ou chirographaires, mobiliers ou immobiliers, avec autorisation de payer en tout ou en partie le prix ou la considération de tels achats, ventes, cessions et transports, et d'accepter en paiement du prix ou de la considération de toutes ventes, cessions, transports ou échanges, des actions, débentures et toutes autres obligations que ce soit de toutes compagnies ou corporations quelconques, de même que de payer en tout ou en partie toutes dépenses, frais et loyaux coûts relatifs à l'obtention des présentes lettres patentes, à l'organisation de la compagnie et à son exploitation, en actions libérées, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie, sous le nom de "Art Stone & Marble Company, Limited.—La Compagnie de Marbre et de Pierre Art., Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de juin 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

3153

C.-J. SIMARD.

"Canadian Ad-Relator, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de juin 1925, constituant en corporation: Arthur Hotte, jardinier, de l'Abord-à-Plouffe, Joseph Jean, avocat, et Dr Euclide Mathieu, tous deux de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, dans les buts suivants:

Fabriquer, construire, acquérir, louer, posséder, exploiter, vendre, aliéner ou autrement en disposer des machines pour annoncer;

Solliciter des contrats d'annonce et agir comme publiciste, éditeur et agent de publicité;

Acquérir, posséder ou vendre, louer, engager et disposer de toute propriété mobilière et immobilière;

Agir en général comme industriel, fabricant, manufacturier, marchand, courtier, intermédiaire, agent en tout genre, et pour toutes sortes d'objets en rapport avec les objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant tout droit limité, exclusif ou non exclusif, à l'usage de tout secret ou autre renseignement relatif à toute invention qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou toute convention relative au partage des bénéfices ou frais, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec toute personne ou compagnie exerçant, se livrant à, ou sur le point d'exercer ou de se livrer à tout négoce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou tout négoce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter de l'argent, garantir les

cillary or allied undertakings by the purchase, acquisition, sale, assignment, exchange, transfer and lease of movables and immovables generally or of any hypothecary or chirographic rights on movables or immovables, and lease of movables, of real estate generally, with authorization to pay the whole or part of the price or consideration of such purchases, sales, assignments, transfers and exchanges in shares, debentures and any other obligations of any other companies or corporations, and also to pay the whole or part of any expenses, costs and legal disbursements respecting the obtaining of the present letters patent, the organization of the company and its exploitation, in paid up shares, debentures, bonds or other securities of the company, under the name of "Art Stone & Marble Company, Limited".—La Compagnie de Marbre et de Pierre Art., Limitée, with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of June, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

3154

"Canadian Ad-Relator, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1925, incorporating: Arthur Hotte, gardener, of l'Abord à Plouffe, Joseph Jean, advocate, and Dr Euclide Mathieu, both of the town of Pointe aux Trembles, for the following purposes:

To manufacture, construct, acquire, lease, possess, exploit, sell, alienate or otherwise dispose of advertising machines;

To canvass for advertising contracts and to act as publicist, editor and advertising agent;

To acquire, possess or sell, lease, pledge and dispose of any movable and immovable property;

To act generally as industrial, fabricator, manufacturer, merchant, broker, go-between and agent for any purposes and objects connected with the purposes for which the company is incorporated;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited rights to use any secret or other information as to any invention with may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem, directly or indirectly, calculated to benefit the company; to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise sell, hold, re-

contrats ou autrement les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou toute partie de la propriété ou du passif de la compagnie; ou pour toute autre fin qui paraîtra propre directement ou indirectement à profiter à la corporation;

Acquérir toutes entreprises semblables à celle de la compagnie, y compris la clientèle, le matériel et les pouvoirs, connaissances, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée et autrement que sur les actions de la compagnie;

Accepter du capital, des actions, des débetures, hypothèques ou d'autres valeurs de toute autre compagnie en paiement intégral ou partiel des services rendus, de toute vente faite, dettes dues par toute telle compagnie et agir comme actionnaire de telle compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, toute valeur de la compagnie à ses membres, et particulièrement les actions, débetures, ou autres valeurs de toute compagnie constituée pour assumer la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de la présente corporation;

Vendre, améliorer, administrer, développer, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie de la propriété foncière et personnelle ou des droits de la compagnie;

Avec l'approbation des actionnaires émettre et répartir comme acquittées des actions du capital-social de la compagnie en paiement complet ou partiel de tous services rendus avant ou après son incorporation, du prix d'achat de toutes propriétés mobilières ou immobilières, brevets ou droits de brevets, droits, franchises, clientèle;

Généralement faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'eux, sous le nom de "Canadian Ad-Relator, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisée en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, et la partie du capital-actions qui sera émise comme actions ordinaires est de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisée en cent cinquante (150) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Les actions privilégiées seront émises avec droit en faveur de leur porteur à un dividende cumulatif de 8% par année;

La balance des dividendes appartiendra aux actionnaires ordinaires;

Les actions ordinaires seules auront le droit de voter aux assemblées d'actionnaires de la compagnie.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de juin 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

C. J. SIMARD.

3155

issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To organize one or more companies to take over the whole or any part of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may appear directly or indirectly calculated to benefit the corporation;

To acquire any business similar to that of the company, including the good-will, plant and powers, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To invest the moneys of the company not immediately required in a manner which will be determined from time to time and otherwise than on the shares of the company;

To accept stock, shares, debentures, hypothecs, or other securities of any other company in full or part payment for services rendered, sale made, debt due by any such company and to act as shareholders of such company;

To distribute, in kind or otherwise, as may be agreed upon, any securities of the company to its members and particularly shares, debentures or other securities of any company incorporated to assume the whole or any part of the assets and liabilities of the present corporation;

To sell, improve, administer, develop, turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or rights of the company;

With the approval of the shareholders, to issue and allot as paid up shares of the capital stock of the company, in full or part payment for all services rendered before or after incorporation, the purchase price of any movable or immovable property, patents, or patent rights, rights, franchises and good-will;

Generally to do all things incidental or conducive to the attainment of the aforementioned objects or any of them, under the name of "Canadian Ad-Relator, Limited".

The amount of the capital of the company is twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The part of the capital-stock to be issued as preferred stock is five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and the part of the capital stock to be issued as common stock is fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The preferred shares shall be issued entitling the holders thereof to a cumulative dividend of 8% per annum;

The remaining profits available for dividends shall belong to the holders of common shares;

Common shares alone shall confer the right to vote at the meetings of the shareholders of the company.

The number of the shareholders of the company will be limited to twenty (20).

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of June, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

3156

"Diane Club, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1925, constituant en corporation: C.-Frank Fontaine, bijoutier, Arthur Landry, inspecteur, et Henri Bergeron, photographe, tous de Shawinigan Falls, dans le district de Trois-Rivières, dans les buts suivants:

Acquérir des propriétés immobilières, des terrains, des baux de chasse et de pêche du gouvernement ou de toute autre personne, club ou compagnie; acquérir, construire, maintenir, exploiter des sanatoriums et des hôtels pour la commodité des voyageurs, des malades, des pensionnaires et des membres du club, moyennant rémunération déterminée par la compagnie, et pour ces fins ériger toutes constructions nécessaires; ainsi que pour l'élevage du poisson et du gibier pour les besoins de la compagnie et pour le commerce et, pour toutes les fins et besoins de la compagnie, pouvoir se procurer les services de toutes personnes, médecins et de gardes-chasse et gardes-pêche pour la protection du territoire de la compagnie;

Acquérir, construire, exploiter des lignes de téléphone et appareils téléphoniques;

Acquérir, construire, exploiter des appareils, installations pour produire le gaz, le conduire, le distribuer, le mesurer et le vendre;

Construire, installer et utiliser des usines hydro-électriques, transporter, utiliser, vendre ou louer l'électricité pour la force motrice, l'éclairage ou toute autre fin, acheter, vendre ou louer le pouvoir hydraulique, dans les districts des Trois-Rivières et de l'Abitibi;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Exercer l'industrie de manufacturiers et marchands de bois de construction et autre bois, propriétaires;

Manufacturer, acheter, vendre et céder des matériaux de construction, y compris du bois de construction, de la pierre, brique, chaux, du fer de l'acier, et tous les autres matériaux employés dans la construction;

Demander, acheter, ou autrement acquérir toutes marchandises de commerce, brevets, licences, concessions et choses semblables conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité de s'en servir, ou toute information secrète ou autre au sujet de toute invention pouvant être employée pour toutes les fins de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer, permettre l'usage ou autrement faire valoir la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

Développer et faire valoir tout le terrain acquis par la compagnie ou dans lequel elle est intéressée et en particulier en le divisant et en le préparant pour des fins de construction, en construisant, démolissant, décorant, entretenant, meublant et embellissant des bâtisses et dépendances, et en faisant des plantations, en pavant, drainant, cultivant, en cédant à bail ou en franc-alleu,

"Diane Club, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1925, incorporating: C. Frank Fontaine, jeweller, Arthur Landry, inspector, and Henri Bergeron, photographer, all of Shawinigan Falls, in the district of Three Rivers, for the following purposes:

To acquire immovable property, lands, game and fishing licenses from the government or from any other person, club or company; to acquire, construct, operate sanatoriums and hotels for the accommodation of travellers, sick persons, boarders and club members for such remuneration as may be determined by the company, and for such purposes to erect any necessary constructions; to carry on the breeding of fish and game for the requirements of the company and for the trade and, for all purposes and needs of the company, to procure the services of any persons, physicians, nurses, game and fish rangers for the protection of the territory of the company;

To acquire, construct, operate telephone lines and telephone apparatus;

To acquire, construct, operate appliances and plants for the production of gas, transmit, distribute, measure and sell the same;

To construct, equip and utilize hydro-electric plants, to transport, use, sell or lease electricity for motive power, lighting or any other purposes, to purchase, sell or lease hydraulic power in the districts of Three Rivers and Abitibi;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To carry on the business of manufacturers and merchants of timber and timber owners;

To manufacture, purchase, sell and dispose of building materials including timber, stone, brick, lime, iron, steel and other materials used in the building trade;

To apply for, purchase or otherwise acquire any stock in trade, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To develop and turn to account any land acquired by the company or in which it is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, fitting up and improving buildings and conveniences and by planting, paving, draining, farming and cultivating, letting on building

et en avançant des deniers et en passant des contrats ou ententes de toutes sortes avec les constructeurs, locataires et autres;

Acheter, vendre et manufacturer, raffiner, manipuler, exporter et importer et céder toutes sortes de substances, appareils et choses pouvant être employés dans toute industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou requis par tout client ou personne ayant des relations d'affaires avec la présente compagnie, qui ne sont pas immédiatement requis et en disposer de la manière qui sera décidée de temps à autre;

Rémunérer toute compagnie pour services rendus ou à rendre à la présente compagnie en plaçant ou en aidant à la placer ou en garantissant le placement de toutes parts du capital-actions de la présente compagnie ou de toutes obligations, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie ou au sujet de la formation ou promotion de la présente compagnie ou la conduite de son industrie;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, pouvant être convenablement exercée par rapport à l'industrie de la compagnie ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou une partie de l'industrie, propriété, immunité, clientèle, droits et privilèges détenus ou possédés par toute personne ou maison ou par toute corporation exerçant une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de propriété convenable pour les fins de la présente compagnie, et les payer en totalité, ou en partie, en deniers comptants, ou en totalité ou en partie en obligations, actions acquittées ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, et prendre les engagements de cette personne, maison ou corporation;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie engagée ou à la veille de s'engager dans une entreprise ou transaction de même nature que celle que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou toute industrie ou transaction pouvant être conduite de manière à profiter à cette compagnie, directement ou indirectement; et faire des avances de deniers, garantir les entreprises ou autrement aider cette personne, et prendre ou acquérir autrement les actions et valeurs de telle compagnie et les engager, vendre, détenir, émettre ou réémettre, avec ou sans garantie du principal et des intérêts, ou les céder autrement;

Conformément aux dispositions de la section 5985 de l'Acte des Compagnies de Québec, acheter, prendre ou acquérir par souscription originale, ou en échange pour des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie, ou autrement, et détenir, vendre ou autrement disposer de toutes parts, actions ordinaires ou privilégiées, débetures, obligations et autres valeurs de toute autre compagnie dont le but est semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie, ou engagée dans une industrie capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et voter en vertu des actions ainsi détenues par l'entremise d'un agent ou des agents que les directeurs choisiront, pourvu que tels agents soient les actionnaires de la compagnie;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies

agreement and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with the builders, tenants and others;

To purchase, sell and manufacture, refine, handle, export and import and dispose of all kinds of substances, appliances and things capable of being used in any business which the present company is authorized to carry on, or required by any customer or person having dealings with the present company, which are not immediately required and to dispose of same in such manner as may from time to time be decided upon;

To remunerate any company for services rendered, or to be rendered to the present company, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital, or any bonds, debenture or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried or in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, immunity, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any person, firm or corporation carrying on any business which the present company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the present company, and to pay for the same wholly or partly in cash or wholly or partly in bonds, paid up shares or other securities of the company or otherwise and to take over the liabilities of any such person, firm or company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company engaged in, or about to engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to pledge, sell, hold, issue or re-issue, with or without guarantee of principal and interests, or otherwise deal with the same;

In conformity with the provisions of section 5985 of the Quebec Companies' Act, to purchase, take or acquire by original subscription or in exchange with shares, bonds, debentures or other securities of the present company or otherwise, and to hold, sell, or otherwise dispose of any shares, common or preferred stock, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of the present company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the present company, and to vote all shares thus held through the agent or agents which the director may appoint, provided such agent or agents be shareholders of the company;

To promote any company or companies for

formées dans le but d'acquérir la totalité ou une partie de la propriété et des engagements de la présente compagnie ou pour toute autre fin qui semblerait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière, et tous droits ou privilèges que la présente compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, toute propriété de la compagnie, et en particulier toutes actions, débetures ou autres valeurs d'autres compagnies appartenant à la présente compagnie ou dont elle aurait le pouvoir de disposer, et faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de toute industrie qui pourrait être exercée convenablement par rapport aux opérations de la présente compagnie, ou reliée à ces opérations;

Vendre ou céder la totalité ou une partie des biens et de l'entreprise de la compagnie comme industrie active ou autrement, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en totalité ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire toutes les autres choses avantageuses à l'accomplissement des objets ci-dessus ou s'y rapportant; faire tous les actes ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs, et soit seule ou avec d'autres;

Se joindre avec toute autre compagnie ayant des objets en totalité ou en partie semblables à ceux de scieries et marchands généraux, et posséder, construire, acquérir, équiper, détenir, exploiter, entretenir, gérer et contrôler des chantiers de bois de construction, magasins, moulins et tous les autres outillages et propriétés s'y rapportant, et les vendre, arrenter, échanger ou en disposer autrement, et acheter, vendre, cultiver, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter, et céder du bois de construction et autre bois de toute sorte et manufacturer et céder toute sorte d'articles dans la fabrication desquels le bois de construction ou autre bois est employé et tous les articles qui peuvent être faits ou extraits du bois ou des déchets du bois;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir et posséder des terrains de toute description ou à quelque endroit qu'ils soient situés, et des concessions forestières, limites et droits de coupe, claims, futaies, concessions, estacades, droits de flottage, chutes d'eau, lots riverains et autres servitudes, droits et privilèges quelconques, et les détenir, vendre, arrenter ou en disposer autrement;

Construire, acheter, prendre à bail, affréter ou autrement acquérir ou détenir, équiper, entretenir, améliorer, réparer, exploiter, contrôler, gérer et vendre, échanger ou céder à bail ou autrement disposer de moulins ou machineries, ateliers de construction de machines, fabriques, usines, outillages, appareils et équipements de toute description, pour couper, préparer, transporter, manipuler, manufacturer et finir des billes de sciage et du bois d'œuvre de toute description, et utilisés dans la fabrication du bois, ou tous les autres matériaux, séparément ou combinés, et tous les produits et produits secondaires du bois ou autres matériaux quelconques; entrepôts, magasins, boutiques, hangars, cours, bureaux, hôtels, maisons de pension, restaurants, maisons d'ouvriers, résidences, camps, constructions de toute description; remorqueurs, bateaux,

the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the present company or for any purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the present company and generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the present company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or other securities of any other company belonging to the company or which the company may have power to dispose of, and to do all acts and exercise all powers necessary for the carrying on of any business which may be conveniently carried on in connection with the operations of the company or incidental thereto;

To sell or dispose of the whole or any part of the property and undertaking of the company as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of the company;

To do all such other things as may seem incidental or conducive to the attainment of the above objects; to do all the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of saw-mill owners and general merchants, and to possess, construct, acquire, equip, hold, operate, maintain, manage and control lumber camps, stores, mills and any other equipment and property connected therewith and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of same and to purchase, sell, cultivate, prepare for market, manufacture, import, export and dispose of lumber and wood of every kind and to manufacture and dispose of all kinds or articles in the making of which lumber or any other wood is used and all articles capable of being made or extracted from wood or wood-waste;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold and own lands of any descriptions and wherever situated, timber limits, timber lands, timber rights, timber claims, standing timber and timber concessions, booming rights, floating rights, water falls, river lots and other easements, rights and privileges whatsoever, and to hold, sell, lease or otherwise dispose of the same;

To construct, purchase, take on lease, charter or otherwise acquire or own, equip, maintain, improve, repair, operate, control, manage and sell, exchange or give on lease or otherwise dispose of mills or machinery, machine shops, factories, works, plants, appliances and equipment of any description for cutting, preparing, transporting, handling, manufacturing and finishing saw logs and manufactured timber of any description and used in the manufacturing of wood of any other materials, separately or combined, and any products and by-products of wood or any other materials, warehouses, stores, shops, sheds, yards, offices, hotels, boarding-houses, restaurants, workmen's dwellings, residences, camps, constructions of every kind, tugs, boats, barges, lighters, vessels, steam and other boats of any description and all their equip-

barges, allèges, bâtiments, navires à vapeur et autres vaisseaux de toute description et tous leurs équipements; et des quais, bassins de radoub, piles, jetées, glissoirs et ouvrages de nature à améliorer la navigation, ainsi que des constructions, appareils et équipements pour le transport des marchandises de toutes sortes; réservoirs, barrages, aqueducs, canaux, conduites, écluses, drains, glissoirs, ponts, routes et tous les autres ouvrages, appareils et équipements se rapportant à ce qui précède ou que les directeurs jugeront de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie; usines génératrices, chambres de piles, matériel, machinerie; équipements et ouvrages pour la production, l'emmagasinage, la distribution et l'utilisation de toutes sortes d'énergie pour la lumière, la chaleur et toute autre fin, dans les districts des Trois-Rivières et de l'Abitibi;

Faire toutes les opérations se rapportant à l'entier et complet usage et possession des propriétés et ouvrages de la compagnie ou de ses produits manufacturés ou non, ou de toute autre opération qui semblerait utile et avantageuse aux intérêts de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir et construire, équiper, entretenir, exploiter, contrôler et gérer des outillages et raffineries pour la fabrication de toutes sortes de produits chimiques quelconques, manufacturés, distillés ou autrement produits avec les déchets des moulins ou de l'exploitation des produits de la forêt de la compagnie, et les vendre ou en disposer d'une manière quelconque;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés dans chacun des paragraphes des présentes ne sera ni limitée ni restreinte par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe que ce soit, ni par induction ou déduction du nom de la compagnie;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie et accepter la signification de toute procédure ou action, le tout conformément aux lois dudit pays étranger;

Emettre cinq cents (500) parts privilégiées dont la valeur au pair sera de cent piastres (\$100.00) la part; ces dites parts seront cumulatives au taux de huit pour cent (8%), et privilégiées sur l'actif pour garantir le dividende et le capital dans le cas de liquidation. Elles pourront être rachetées par la compagnie, sur résolution du Bureau de Direction, au taux de cent vingt piastres (\$120.00) la part, après deux (2) ans ou plus de l'émission des présentes lettres patentes;

Les porteurs de toutes les classes d'actions, soit privilégiées ou ordinaires ou sans valeur au pair, auront tous un droit de vote pour chaque action;

Les assemblées annuelles seront tenues le 15 septembre, ou le premier jour juridique suivant, à huit heures du soir, sous le nom de "Diane Club, Incorporée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en neuf mille neuf cents (9,900) actions sans valeur au pair ou nominale, et en cinq cents (500) actions privilégiées de cent piastres (\$100.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinquante-quatre mille cinq cents piastres (\$54,500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Shawinigan Falls, dans le district de Trois-Rivières.

ment; and wharves, dry docks, piers, moles, slides and works calculated to improve navigation, as well as constructions, apparatuses and equipment for the transportation of goods of all kinds; reservoirs, dams, water-works, canals, conduits, locks, drains, sluice ways, bridges, roads and any other works, apparatuses and equipment connected with the foregoing or which the directors may deem calculated to promote directly or indirectly the interests of the company; power-houses, battery rooms, plant and machinery, equipment and works for the production, storing, distribution and use of all kinds of power for light, heat and any other purposes, in the districts of Three Rivers and Abitibi;

To carry on all operations incidental to the foregoing and complete use and possession of the property and works of the company or of its manufactured or unmanufactured products or of any other operations which may seem useful and profitable for the company's interest;

To purchase, lease or otherwise acquire and to construct, equip, maintain, exploit, control and manage plants and refineries for the fabrication of all kinds of chemical products whatsoever, manufactured, distilled or otherwise produced with mill waste or the exploitation of the products of the forests of the company, and to sell or dispose of the same in any other manner;

The interpretation of any powers granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph whatsoever or by reference to or inference from the name of the company;

To procure the company to be registered or recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept for and in the name of the company, service of any process or suit, the whole according to the laws of such foreign country;

To issue five hundred (500) preferred shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each; such shares shall be entitled to a cumulative dividend at the rate of eight (8%) per cent and shall carry a lien on the assets to guarantee the dividends and principals in the event of liquidation. They may be redeemed by the company upon resolution of the board of directors at the rate of one hundred and twenty dollars (\$120.00) per share after two years or more after the issue of the present letters patent;

The holders of all classes of shares, whether preferred or common or without nominal or par value, shall be entitled to one vote for each share;

The annual meeting shall be held the 15th of September or the first following juridical day, at eight o'clock in the evening, under the name of "Diane Club, Incorporée".

The capital stock of the company is divided into nine thousand nine hundred (9,900) shares without nominal or par value and in five hundred (500) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each and the amount of capital with which the company shall commence its operations is fifty-four thousand five hundred dollars (\$54,500.00).

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, in the district of Three Rivers.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce cinquième jour de juin 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
3157 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary,
this fifth day of June, 1925.

C. J. SIMARD,
3158 Assistant Provincial Secretary.

"Gerald Walker Birks' Foundation, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de juin 1925, constituant en corporation sans capital-actions: Gerald Walker Birks, Henry Gifford Birks, Gerald-Alfred Birks, Hobart McNeill Birks, William Noble Birks, Victor Massey Birks, tous bijoutiers, et Ian-Alexander Ross, comptable licencié, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Recevoir et maintenir un fonds ou des fonds, et en approprier le revenu pour fins religieuses, éducatives, philanthropiques et charitables; et si les administrateurs le décident, du capital des propriétés que la corporation peut posséder de temps à autre;

Percevoir et recevoir des souscriptions, dons, legs et autres contributions ou bénéfices pour les fins de la corporation, et placer tous deniers de la corporation en la manière et sur telles valeurs qui seront jugées acceptables, et varier et transposer tels placements;

Acquérir par legs, testament, don, achat ou location, soit absolument ou en fiducie, toutes propriétés foncières ou personnelles, mobilières ou immobilières, de toutes sortes et les détenir et en avoir la jouissance pour aucune de ses fins;

Vendre, aliéner, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, affermer la totalité ou toute partie des propriétés ou droits de la corporation, en disposer ou en trafiquer autrement;

Faire toutes les choses qui se rattachent aux choses susmentionnées ou qui seraient de nature à promouvoir ou favoriser les fins de la corporation ou ses objets, sous le nom de "Gerald Walker Birks' Foundation, Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de \$20,000.00.

Le bureau-chef de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce quinzième jour de juin 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
3159 C.-J. SIMARD.

"Gerald Walker Birks' Foundation, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June 1925, to incorporate as a corporation without share capital: Gerald Walker Birks, Henry Gifford Birks, Gerald Alfred Birks, Hobart McNeill Birks, William Noble Birks, Victor Massey Birks, all jewellers, and Ian Alexander Ross, Chartered Accountant, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To receive and maintain a fund or funds and to apply to religious, educational, philanthropic and charitable purposes the income, and if the directors so decide, of the principal of such property as the corporation may from time to time possess;

To collect and receive subscriptions, donations, bequests and other contributions or benefits for the purposes of the corporation, and to invest any moneys of the corporation in such manner and in such securities as may be deemed expedient and to vary and transpose such investments;

To acquire by bequest, devise, gift, purchase, or lease either absolutely or in trust and to hold and enjoy the same for any of its purposes, any property, real or personal, movable or immovable, of all kinds whatsoever;

To sell, alienate, improve, manage, develop, exchange, let, lease, dispose of or otherwise deal with all, or any part, of the property and rights of the corporation;

To do all such other things as may be incidental to the foregoing or calculated to further or advance the purposes of the corporation or best promote its objects, under the name of "Gerald Walker Birks' Foundation, Inc."

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the Corporation may possess, is to be limited, is \$20,000.00.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this fifteenth day of June, 1925.

C. J. SIMARD,
3160 Assistant Provincial Secretary.

"Imperial Jobbing, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de juin 1925, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro et Michael Garber, avocats, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, troquer et faire le commerce de toutes sortes de vêtements, habits, draps, coton, tweed, lainage, tissus, marchandises sèches, chapeaux, formes de chapeaux, casquettes, fourrures, modes et autres articles se rapportant directement ou indirectement au commerce susmentionné;

Acheter, revendre, accepter, prendre, détenir, vendre, ou aliéner en aucune manière des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiées, dében-

"Imperial Jobbing, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1925, incorporating: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, and Michael Garber, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade and deal in all kinds of clothing, wearing apparel, cloth, cotton, tweeds, woollens, fabrics, dry goods, hats, hat frames, caps, furs, millinery, and other articles connected directly or indirectly with the above mentioned trade;

To purchase, resell, accept, take, hold or sell or dispose of in any way shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and

tures, bons et autres obligations de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exerçant tout commerce pouvant être exercé de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et voter en vertu des actions ainsi détenues par l'entremise de tel agent ou agents que les directeurs nommeront;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société faisant affaires dans toutes spécialités se rapportant directement ou indirectement au commerce ou partie du commerce exercé par cette compagnie, avec tous actifs, marques de commerce, dessins, brevets, permis et clientèle se rapportant directement ou indirectement aux fins de cette compagnie, et en payer le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie présentement constituée, ou partie en deniers comptants et partie en actions acquittées;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, ateliers, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant affaires dans toutes spécialités se rapportant aux objets de la présente compagnie;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en aucune manière à celui de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne et accepter en considération des actions, débentures, bons ou autres valeurs de toute autre personne;

Acquérir, acheter, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses objets;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

Se charger du commerce actuel de la société "Imperial Jobbing", faisant affaires en la cité et le district de Montréal, sous le nom de "Imperial Jobbing, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de juin 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3161 ALEXANDRE DESMEULES.

other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership, carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by this company, together with any assets, trade marks, designs, patents, licenses and good-will connected either directly or indirectly with the purposes of this company, and to pay for same the price agreed upon, either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid up shares;

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores, shops, agencies, counters in departmental stores, and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present company's objects;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on business similar in any way to that of the present company;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or other securities of any other person;

To acquire, buy, purchase, rent, sell, exchange or dispose of in any way immovable or real estate necessary or useful to carry out any of its objects;

To issue, sell, allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company;

To take over the present business of Imperial Jobbing, situated in the city and district of Montreal, under the name of "Imperial Jobbing, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of June, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,
3162 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Les Guides Bériau, Inc.—The Bériau Guides, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juin 1925, constituant en corporation: Oscar-Alphonse Bériau, industriel, Henri-Tancrède Bériau, employé civique, Jules Pothier, comptable, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Imprimer, éditer, publier, vendre et distribuer des recueils périodiques, livres, revues, pam-

"Les Guides Bériau, Inc.—The Bériau Guides, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1925, incorporating: Oscar Alphonse Bériau, industrial, Henri Tancrède Bériau, civic employee, Jules Pothier, accountant, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

To print, edit, publish, sell and distribute periodicals, books, reviews, pamphlets, tracts,

phlets, brochures, annonces, cartes et autres écrits ou dessins;

Acheter et vendre de l'espace ou des privilèges en vue de publicité et autrement exercer un commerce général de publicistes et d'éditeurs;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir toutes marques, noms ou dessins de commerce, dessins industriels, enregistrement, brevets, droits d'auteur ou de patentes, permis, privilèges ou autorisation pour ou au sujet de toute invention qui semblerait utile à la compagnie, et émettre et répartir des actions entièrement libérées du capital corporatif en paiement intégral ou partiel de la propriété, de l'usage ou d'autres droits sur iceux, ou d'autres droits ou propriété, ou de travail fait pour la compagnie ou de services à elle rendus, ou pour l'achat d'actions ou autres valeurs ou entreprise d'autres compagnies ayant des pouvoirs similaires;

Recevoir des actions, débentures, ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation, en paiement intégral ou partiel du droit de propriété ou de jouissance de tous biens de la compagnie ou de son entreprise;

Consentir à toute amalgamation, fusion d'intérêt, partage de profits ou coopération, et à cette fin, émettre ou recevoir des actions, ou autres valeurs;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie en dehors de la province, et y désigner des personnes pour la représenter, selon les lois du territoire;

Distribuer en espèces ou autrement, tous biens de la compagnie entre ses membres et particulièrement les actions et autres valeurs d'autres compagnies formées pour assumer la totalité ou toute partie de l'actif et du passif de cette compagnie, sous le nom de "Les Guides Bériau, Inc.—The Bériau Guides, Inc.", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en mille (1000) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de juin 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

3163

C.-J. SIMARD.

**"L'Union Canadienne Compagnie d'Assurance—
The Canadian Union Insurance Company".**

Avis est donné qu'en vertu de la Section vingt-deuxième du Chapitre troisième du Titre onzième des Statuts refondus de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre 1924, constituant en corporation; Dominique de Battemberg, financier, Jules Thibaudeau, courtier d'assurance, Napoléon Delorme, courtier d'assurance, Thomas Grant, courtier, et Joseph-Laurent Desjardins, notaire, tous de Montréal, dans les buts suivants:

De faire toutes les opérations d'assurance et de réassurance contre le feu et ses conséquences et les périls de la navigation intérieure, et d'assurer et réassurer toutes sortes de propriétés, droits et intérêts, et pour toutes ces fins, en tout temps et en tout lieu, de faire et d'exécuter des polices, contrats, conventions ou engagements écrits ou imprimés, ou en partie écrits et en partie imprimés, suivant les exigences de chaque cas, et généralement d'exécuter toutes matières et choses relatives à ces fins et propres à les accomplir. Le tout dans les limites fixées par la loi des assurances de Québec;

advertizing cards, and other written matter or designs;

To purchase and sell advertizing space and privileges and otherwise carry on a general business or publishers and editors;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks or trade-names, industrial designs, registration, patents, copyrights or patent rights, licenses, privileges or authorities for, or in respect to any invention which may seem useful to the company and to issue and allot fully paid up shares of the capital stock, in full or part payment of the property, use or other rights thereon or other rights or property or work done for the company or services rendered to it or for the purchase of shares or other securities or undertakings of other companies having similar powers;

To receive shares, debentures or securities of any other company or corporation in full or part payment of property right or enjoyment of any property of the company or of its undertaking;

To consent to any amalgamation, union of interest, sharing of profit or co-operation and to that end to issue or receive shares or other securities;

To procure the company to be registered and recognized outside of the province of Quebec, and to designate persons therein to represent the company according to the laws of the territory;

To distribute, in species or otherwise, any assets of the company among its members and in particular the shares or other securities of other companies formed for taking over the whole or any part of the assets and liabilities of this company, under the name of "Les Guides Bériau, Inc.—The Bériau Guides, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into one thousand (1000) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of June, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

3164

**"L'Union Canadienne Compagnie d'Assurance—
The Canadian Union Insurance Company".**

Notice is hereby given that under Section Twenty second of Chapter third of Title eleventh of the Quebec Revised Statutes, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty sixth day of November, 1924, incorporating: Dominique de Battemberg, financier, Jules Thibaudeau, insurance broker, Napoléon Delorme, insurance broker, Thomas Grant, broker, and Joseph-Laurent Desjardins, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of fire insurance and re-insurance and its hasards and of inland marine insurance and to insure and re-insure all kinds of property, rights and interests and, for all such purposes at all times and in all places, to make and execute policies, contracts, agreements or engagements in writing or in print, or partly in writing and partly in print, according to exigencies of each case, and generally to do and execute all matters and things connected with such considerations and conducive to their attainment. The whole within the limits fixed by the Quebec Insurance Act.

Détenir, posséder, acheter, vendre, louer, sous-louer et céder tous biens meubles et immeubles nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Souscrire, détenir, acheter, ou autrement acquérir, vendre, céder, transférer ou donner en garantie toutes actions, obligations, débentures ou valeurs de toutes autres compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou recevoir les dites actions, obligations, débentures ou valeurs en paiement de deniers, dettes dues à la compagnie susdite, ou en règlement de transactions ou contrats passés avec elle-même;

De se fusionner avec d'autres compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux énumérés ci-dessus, et prendre des parts dans les dites compagnies, et passer tous contrats à ce sujet;

Agir, exercer tous pouvoirs et se livrer à tous genres d'affaires en rapport avec les objets de la présente compagnie, et nécessaires pour permettre à la dite compagnie d'exercer convenablement son entreprise, sous le nom de "L'Union Canadienne Compagnie d'Assurance.—The Canadian Union Insurance Company", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

3165

C.-J. SIMARD.

"M. Hepner & Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de juin 1925, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Maurice Shulman et Samuel-Alexander Shulman, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire l'importation et l'exportation, l'achat, la vente et le commerce d'effets, denrées et marchandises de toutes sortes et espèces, et sans limiter la généralité des termes qui précèdent, des produits de l'agriculture, de la forêt, des carrières, mines et puits, des mers, lacs et rivières et de l'air, des animaux sur pied et abattus, et de leurs produits, et de tous produits fabriqués avec les produits susmentionnés; de lainages, soieries, coton, toile, fils et matériaux et tissus de toutes sortes, et des produits et sous-produits dont ils sont fabriqués, teintures, savons, parfums, graisse, suif, colle, peinture et vernis, machinerie, voitures et véhicules-moteurs, par terre, par eau et par air, caoutchouc et articles en caoutchouc, et tous articles fabriqués avec le caoutchouc ou avec le caoutchouc et un composé de caoutchouc et autres matériaux ou ingrédients; instruments aratoires, porcelaine, vaisselle et verrerie, bijouteries, articles plaqués et émaillés, instruments de musique, papier, livres, articles et accessoires électriques, épicerie et provisions, fourrures, tabac, et leurs produits, jouets, meubles, caméras et accessoires de photographie, vêtements et merceries pour dames et messieurs, breuvages et boissons;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour des maisons de commerce canadiennes et

To hold, possess, purchase, sell, lease, sublet and convey any movable and immovable property necessary or expedient for the company's purposes;

To subscribe for, hold, purchase or otherwise acquire, sell, assign, transfer or pledge any shares, bonds, debentures or securities of any other companies having objects similar or partly similar to those of the present company, or receive the said shares, bonds, debentures or securities in payment of monies, debts owing to the above company or in settlement of transactions or contracts entered into with the company;

To amalgamate with other companies having objects similar or partly similar to the above objects and to take shares in such companies and to enter into any contracts on that behalf;

To act, exercise all powers and carry on any business incidental to the objects of the present company and necessary to enable the said company to conveniently carry on its undertakings, under the name of "L'Union Canadienne Compagnie d'Assurance.—The Canadian Union Insurance Company", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1924.

C. J. SIMARD,

3166

Assistant Provincial Secretary.

"M. Hepner & Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1925, incorporating: Benjamin Shulman, Maurice Shulman and Samuel Alexander Shulman, all advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of importers and exporters of and to buy, sell and deal in all kinds and descriptions of goods, wares and merchandise, and without limiting the generality of the foregoing, products of agriculture, the forest, quarry, mine and well, the seas, lakes, rivers and air, live stock and dead stock and the products thereof, and all products manufactured from the products aforesaid; woollens, silks, cotton, linen, yarns and materials and fabrics of all kinds and the products and by-products from which the same are manufactured, dyes, soaps, perfumes, grease, tallow, glue, paints and varnishes, machinery, vehicles and motor vehicles for land, water and air, rubber and rubber goods and all things manufactured from rubber or rubber and combination of rubber and other materials or ingredients; farm implements, china, crockery and glassware, jewellery, plated and enamelled wares, musical instruments, paper, books, electrical goods and appliances, groceries and provisions; furs, tobacco and the products thereof, toys, furniture, cameras and photographic supplies, clothing and ladies' and gents' furnishings, beverages and drinks;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for Canadian or foreign commercial houses and for

étrangères et pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Faire tel commerce en gros et en détail, et acquérir, recevoir, détenir, louer, échanger, aliéner toutes propriétés mobilières ou immobilières nécessaires aux fins de la compagnie, et en disposer d'autre manière;

Hypothéquer, gager de toute manière quelconque toutes propriétés immobilières de la compagnie;

Accepter, tirer, endosser et négocier des lettres de change, billets à ordre et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, location ou autrement tout commerce de nature semblable, y compris la machinerie, le fonds de commerce, la clientèle, le mobilier et les autres accessoires, et les payer au comptant ou en actions entièrement acquittées de la compagnie, pour tel prix et pour le nombre d'actions que la compagnie déterminera;

Acquérir, détenir, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions, débentures ou valeurs de toute corporation exerçant une industrie semblable à celle de la présente compagnie;

Faire toutes les choses, exercer tous les pouvoirs et faire tout commerce qui se rattachent à la réalisation des objets pour lesquels cette compagnie est constituée;

Acheter, louer, détenir et acquérir tout commerce de nature semblable à celui exploité par la compagnie, soit en tout ou en partie, et aussi tous permis et franchises, et les payer soit en actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Faire toutes les choses, exercer tous les pouvoirs et faire tout commerce qui se rattachent aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, sous le nom de "M. Hepner & Co., Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau-chef de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de juin 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
3167 C.-J. SIMARD.

"Modern Bakery, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de juin 1925, constituant en corporation: Brace West, comptable, de la cité de Verdun, et Emery Beaudoin, commis, et James Gannon, vendeur, tous deux de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie générale de boulangers et confiseurs dans la cité de Verdun ou ailleurs, dans la province de Québec;

Agir comme agents pour des manufacturiers de toutes les lignes qui peuvent intéresser la compagnie;

Manufacturer et vendre ou troquer tous effets et articles dont la compagnie peut avoir besoin ou dont elle peut faire commerce;

Acquérir et assumer la totalité ou toute partie du commerce et des obligations de toute personne ou de toute compagnie ou compagnies exerçant un commerce de nature semblable, en tout ou en partie à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, et particulièrement acheter et acquérir de Zénon Charland, le commerce

other persons, firms or corporations;

To carry on such business wholesale and retail and to acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate and otherwise dispose of any property, movable or immovable, necessary for the company's purposes;

To hypothecate, pledge, in any manner whatever, the immovable property of the company;

To accept, draw, endorse and negotiate bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind, including machinery, stock in trade, good-will, furniture, and other accessories, and pay for same in cash or fully paid up shares of the company, for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares of stock, or debentures or securities of any corporation carrying on a business similar to that of the present company;

To do all things, exercise all powers and carry on business incidental to the carrying out of the objects for which this company is incorporated;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a similar nature carried on by the company, either in whole or in part, and also any franchise or license, and pay therefore either in shares, debentures or other securities of the company or otherwise;

To do all things, exercise all powers and carry on any business incident to the carrying out of the objects for which this company is incorporated, under the name of "M. Hepner & Co., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of June, 1925.

C. J. SIMARD,
3168 Assistant Provincial Secretary.

"Modern Bakery, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June 1925, incorporating: Brace West, accountant, of the city of Verdun, and Emery Beaudoin, clerk, and James Gannon, salesman, both of the city of Montreal, for the following purposes:

To conduct a general business of bakers and manufacturing confectioners, in the city of Verdun, or elsewhere in the Province of Quebec;

To act as agents of manufacturers of any lines that may be of interest to the company;

To manufacture and sell or trade in any of the lines and articles the company may have use for or trade in;

To acquire and take over the whole or any part of the business and liabilities of any person or company or companies carrying on a business of a nature similar in whole or in part, to that which this company is authorized to carry on, and in particular to purchase and acquire from Zenon Charland the business now carried on by

présentement exercé par lui, en la cité de Verdun, sous les nom et raison sociale de "Boulangier Moderne" et les payer au comptant ou avec des actions de la compagnie ou les deux;

Acquérir par achat ou échange tout terrain ou autres propriétés immobilières dans la province de Québec, et les développer, améliorer, vendre, louer, hypothéquer ou en disposer, ou en trafiquer autrement;

Acheter ou acquérir autrement, obtenir des brevets ou protection provisoire ou autres privilèges se rapportant à toute invention vraie ou supposée pour tous brevets, marques, noms ou dessins de commerce, droits d'auteur, procédés secrets et choses semblables dont la compagnie pourrait tirer avantage;

Vendre ou céder partie ou la totalité ou des entreprises de la compagnie pour les considérations que cette compagnie croira acceptables, et particulièrement pour des actions, privilégiées ou ordinaires, des obligations ou autres actions ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Emettre des obligations ou débetures grevant les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie ou les deux, conformément à l'article 6119g des S. R. de la province de Québec, sous le nom de "Modern Bakery, Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau chef de la compagnie sera en la cité de Verdun, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de juin 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
3169 C.-J. SIMARD.

"Petrie-Morgan Coal Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de juin 1925, constituant en corporation: Francis-George Bush, gérant, George-Robert Drennan, clerc-avocat, et Herbert-William Jackson, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de marchands en gros et en détail, importateurs, exportateurs et commerçants de charbon, coke, tourbe, huile, bois et combustibles de toutes sortes et description quelconque, et rechercher, obtenir, exploiter, miner, extraire, sortir, préparer pour la vente, raffiner et donner une valeur marchande par tout procédé au charbon, huile, coke, schiste, tourbe, bois et autres minéraux et substances semblables, et manufacturer du combustible artificiel et autres substances et des effets, denrées et marchandises;

Faire le transport de personnes, malle, fret, denrées, marchandises, bois, minéral, charbon, grain et autres articles de toute nature quelconque, par terre ou par eau; exercer l'industrie du remorquage, renflouage et sauvetage de vaisseaux dans toutes ses spécialités, et exercer aussi l'industrie d'agents de camionnage, gardiens de quais, entreposeurs, expéditeurs et voituriers par terre et par eau, et acheter, louer, affréter ou acquérir autrement, posséder et détenir des propriétés mobilières ou immobilières pouvant ou susceptibles d'être utilisées directement ou indirectement en rapport avec l'industrie de la compagnie;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer conve-

him, in the city of Verdun, under the firm name and style of "Boulangier Moderne", and to pay for same in cash or shares of the company, or both;

To acquire by purchase or exchange any land or other immovable property in the province of Quebec, and to develop, improve, sell, lease, hypothecate, or otherwise dispose of or deal with the same;

To buy or otherwise acquire and obtain patents, or provisional protection or otherwise, in connection with any invention true or alleged to be true, for any patent trade mark, name or designs, copyrights, secret processes and to the like, which may appear properly advantageous to the company;

To sell or dispose of such of the undertakings or of the whole of the undertakings of the company, for such considerations as the company may see fit, and in particular for shares, preferred or common, bonds or any other security in any other company the objects of which are partly or altogether similar to those of the present company;

To issue bonds and debentures on the movable and immovable property of the company or both, in accordance with article 6119g R. S., Province of Quebec, under the name of "Modern Bakery, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred shares (200) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Verdun, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of June, 1925.

C. J. SIMARD,
3170 Assistant Provincial Secretary.

"Petrie-Morgan Coal Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1925, incorporating: Francis George Bush, Manager, George Robert Drennan, Law clerk, and Herbert William Jackson, accountant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a wholesale and retail merchant, importer, exporter and dealer in coal, coke, peat, oil, wood and fuel of any kind and description whatsoever, and to search for, get, work, mine, quarry, raise, prepare for sale, refine and make merchantable by any process, coal, oil, coke, shale, peat, wood and all other like minerals and substances, and to manufacture patent fuel and other substances, and goods, wares and merchandise;

To carry on the business of transportation of persons, mail, freight, wares, merchandise, timber, ore, coal, grain and other articles of any nature whatsoever, upon land or water; to carry on the business of towing and wrecking and salvage in any of its branches, to carry on the business of cartage agents, wharfingers, warehousemen, forwarders and carriers by land and water, and to purchase, lease, charter or otherwise acquire, have and hold property, real or personal, capable or susceptible of being used directly or indirectly in connection with the business of the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the

nablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des droits, des biens ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourraient être employés pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds à ces personnes, sociétés, associations ou compagnies, garantir leurs contrats ou leur aider autrement et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat, ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir

company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights, property or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant,

d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de parts dans le capital-actions de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et approprier les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou des entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Petrie-Morgan Coal Company", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Petrie-Morgan Coal Company", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The number of the shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire les actions de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de juin 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3171 ALEXANDRE DESMEULES.

No appeal to the public to subscribe to the shares of the company shall be made.

The head office of the company will be at the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of June, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,
3172 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Tater-Flake Company of Montreal, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 19 0, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de juin 1925, constituant en corporation: Louis Margolin, Mitchel-S. Bernstein, marchands, Isidore-J. Charness, Thomas-M. Tansey, avocats, et Nathaniel-L. Rappaport, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, préparer, distribuer, vendre et troquer en gros et en détail de tranches de pommes de terre connues sous le nom de "Tater-Flakes", et manufacturer, préparer, vendre, distribuer, troquer en gros et en détail de toutes autres victuailles ou produits potagers de toutes espèces quelconques;

Exercer tout autre commerce, soit comme manufacturiers, producteurs, commerçants, négociants ou autrement, que cette compagnie croira convenable d'exercer ou croira pouvoir exercer;

Représenter des inventeurs, manufacturiers, distributeurs, négociants, exportateurs et importateurs de tous les produits susmentionnés ou de tout autre produit, à commission ou autrement;

Faire toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts ou autres entreprises conjointes semblables avec toute personne ou personnes, firmes, ou compagnies, que cette compagnie croira convenable;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, et les détenir, les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, des biens et droits de toute personne ou personnes, firme ou corporation exerçant toute industrie que cette compagnie exerce ou qu'elle a le droit d'exercer, et les payer totalement ou partiellement avec des actions acquittées de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété réelle ou personnelle, mobilière et immobilière, et tous droits et privilèges que cette compagnie croira être nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et particulièrement toute machinerie, matériel et fonds de commerce, meubles à demeure fixe, mobilier, baux, contrats, et effets de toutes espèces;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des chèques, billets promissaires, connaissements, lettres de change, mandats et tous autres effets négociables;

Vendre ou aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que cette compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Procéder à l'enregistrement et la reconnaissance de la compagnie dans tout pays étranger, conformément aux lois de tel pays étranger;

Prélever et aider à prélever des deniers pour

"Tater-Flake Company of Montreal, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1925, incorporating: Louis Margolin, Mitchel S. Bernstein, merchants, Isidore J. Charness, Thomas M. Tansey, advocates, and Nathaniel L. Rappaport, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, prepare, distribute, sell and job, wholesale and retail, potato flakes, known as Tater-Flake, and to manufacture, prepare, sell, distribute, job, wholesale and retail, any other eatable or marketable product of any description whatever;

To carry on any other business, whether as manufacturers, producers, dealers, jobbers or otherwise that may seem to the company convenient or capable of being carried on;

To represent inventors, manufacturers, distributors, jobbers, exporters and importers of all of the above products and any other product on commission basis or otherwise;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest or any similar joint venture with any person, persons, firm or company, that this company may think fit;

To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of the above company, to hold, sell or otherwise dispose of the same;

To acquire, to take over the whole or any part of the business, property and rights of any person, persons, firm or corporation carrying on any business which this present company carries on or is entitled to carry on and to pay for the same wholly or in part with paid up shares of the present company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, movable and immovable, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade, fixtures, furniture, leases, contracts and effects of any description;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue cheques, promissory notes, bills of lading, bills of exchange, warrants and any other negotiable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, according to laws of such foreign country;

To raise and assist in raising money for and

toute autre compagnie ou corporation, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie ou corporation ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations commerciales;

Représenter la compagnie, et accepter pour et en son nom assignation de toute procédure dans tout procès ou poursuite;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, échanger, aliéner, faire valoir ou approprier autrement la totalité ou toute partie des propriétés de la compagnie;

Faire toutes les choses susmentionnées comme principaux, agents, sous-agents, entrepreneurs et autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "Tater-Flake Company of Montreal, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingts (1,980) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de juin 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

3173

C.-J. SIMARD.

to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any person or persons with whom the company may have business relations;

To represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property of the company;

To do all of the above things as principals, agents, sub-agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects; under the name of "Tater-Flake Company of Montreal, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nineteen hundred and eighty (1980) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of June, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"The Hull Rouyn Mining Co., Ltd".—(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1925, constituant en corporation: Alphonse-Louis Raymond, épiciier, Hilaire Thérien, pharmacien, John Blackburn, commerçant, Joseph-Hervé Lepage, et Joseph-Arthur Soublière, marchands, tous de la cité de Hull, dans les buts suivants:

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des propriétés mobilières et immobilières, mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils et des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741, inclusivement, des Statuts refondus de Québec, 1909, en la manière y prescrite;

"The Hull Rouyn Mining Co., Ltd".—(No personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the eighteenth day of June, 1925, incorporating: Alphonse Louis Raymond, grocer, Hilaire Thérien, druggist, John Blackburn, trader, Joseph Hervé Lepage, and Joseph Arthur Soublière, merchants, all of the city of Hull, for the following purposes:

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or teated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate movable and immovable properties, mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit, upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 inclusive, R.S., 1909, in the manner therein prescribed;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette section et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes ou charges y afférentes;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Et les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qui aura été payé ou qui aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

Après l'émission des lettres patentes, les affaires de la compagnie seront administrées par cinq directeurs, sous le nom de "The Hull Rouyn Mining Co., Ltd" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Hull, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juin 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

3175

C.-J. SIMARD.

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares, in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the object for which it was incorporated;

And the shareholders shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

After the issue of the Letters Patent, the affairs of the company shall be managed by five directors, under the name of "The Hull Rouyn Mining Co., Ltd" (No personal liability), with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Hull, province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

3176

Assurances

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Lumbermen's Mutual Casualty Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance automobile, a été amendé, permettant l'assurance automobile, à l'exception de l'assurance contre les pertes ou dommages causés par le feu ou le vol, bris de glaces et accident, à l'exception de l'assurance contre les pertes causées par suite de blessures corporelles à la personne, le et après ce vingt-deuxième jour de juin, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce vingt-deuxième jour de juin 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,

Département du trésor,

Québec, P. Q.

3181-27-2

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

Avis est par le présent donné que la formation d'une société de secours mutuels sous le nom de "His Master's Voice Co-operative Beneficial Association" a été approuvée par le Lieutenant-Gouverneur en vertu d'un ordre en Conseil portant le numéro 914, le cinquième jour de juin 1925.

Insurances

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "Lumbermen's Mutual Casualty Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Automobile Insurance, has been changed as to include automobile insurance, excluding insurance against loss or damage by fire and theft, plate glass insurance and accident insurance, excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person, on and after this twenty-second day of June, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-second day of June, 1925.

For the treasurer of the Province of Quebec,

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, P. Q.

3182-27-2

NOTICE OF THE FORMATION OF A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION

Notice is hereby given that the formation of a mutual benefit association, under the name of "His Master's Voice Co-operative Beneficial Association", has been approved by the Lieutenant-Governor, in virtue of an Order in Council bearing the number 914, the fifth day of June, 1925.

Le but de la dite société est déclaré être: D'établir et administrer une caisse conjointe de soutien pour le paiement aux membres de certains montants définis quand, en vertu des règlements de la société, ils y auront droit pour raison d'incapacité par suite de maladie ou accident ou dans le cas de mort, à leurs parents ou autres bénéficiaires régulièrement définis, et sans garantie, de pourvoir au service d'un médecin et de promouvoir autrement les fins de vraie coopération entre l'administration de la Victor Talking Machine Company of Canada, Limited, et ses compagnies subsidiaires et leurs employés, pour l'introduction et le développement de tels autres projets pour le bien mutuel, selon que le bureau des directeurs pourra de temps à autre juger désirable.

Le siège d'affaires de la dite société est fixé dans la cité de Montréal, province de Québec.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour de juin 1925.

Pour le Trésorier de la province de Québec.

Le Surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

3199

The purposes of the said association are stated to be: The establishment and management of a Joint Relief Fund for the payment of definite amounts to members of the Association when, under the regulations thereof, they shall be entitled thereto by reason of disability from accident or sickness and in the event of death, to their relatives or other properly designated beneficiaries, and without warranty, to provide the service of a physician and to otherwise promote the ends of true co-operative effort between the management of Victor Talking Machine Company of Canada, Limited, and of its associated Companies and their employees, by the introduction and development of such other projects for mutual good as, in the wisdom of the Board of Directors, may from time to time be desirable.

The head office of the said association is fixed in the city of Montreal, Province of Quebec.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-sixth day of June, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

3200

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu Beauce & Dorchester" a obtenu un permis et a été enregistrée conformément à la loi des assurances de Québec, pour faire des affaires d'assurance contre le feu, en vertu des dispositions des articles 6840 et suivants des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909.

Le bureau-chef de la compagnie est situé à Saint-Georges-Est, cté Beauce, P.Q.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce dix-neuvième jour de juin, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P.Q.

3059-26-2

NOTICE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu Beauce & Dorchester" has been licensed and registered for the transaction of insurance against fire, pursuant to the provisions of articles 6840 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909.

The head office of the Company is situated at Saint Georges East, Co. Beauce, P.Q.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the R.S.P.Q., 1909, this nineteenth day of June 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department.
Quebec, P.Q.

3060-26-2

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de Saint-Alexandre-de-Kamouraska", comté de Kamouraska, province de Québec, ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI, des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, ladite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des demandes d'assurance qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, formée en vertu desdits articles dudit paragraphe, peut légalement faire, relative au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir: Assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent sur les bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés) dans les limites du comté de Kamouraska, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu de Saint Alexandre de Kamouraska", counté of Kamouraska, in the Province of Quebec, having been established in conformity with articles 6886 and following, paragraph VI, sub-section XXII, chapter III, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with all the requirements of the law, the said Company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies; to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said articles of the said sub-section, may lawfully do, in respect of the kind of business mentioned in the declaration to the Inspector, namely: mutual insurance against fire, lightning and wind, on farm buildings and isolated risks, (such hazards being other than commercial or extra-hazardous) within the limits of the county of Kamouraska, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised

Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, ce dix-septième jour de juin 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P.Q.

3061-26-2

Avis est par le présent donné, de la part de "Missisquoi & Rouville Mutual Fire Insurance Company", compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, qu'elle s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 6860 des Statuts refondus de Québec, 1909, après publication du présent avis dans quatre numéros consécutifs de la Gazette officielle de Québec, dans le but de former un capital-actions de deux cent mille piastres (\$200,000.00).

H. BEATTY,

Président.

P.-M. HAYES,

Gérant.

E.-H. SPENCER,

Secrétaire-trésorier.

2057-25-4

Statutes of Quebec, 1909, this seventeenth day of June, 1925.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department.
Quebec, P.Q.

3062-26-2

Notice is hereby given, on the part of the "Missisquoi & Rouville Mutual Fire Insurance Company", that it will apply to the Lieutenant-Governor in Council, in virtue of article 6860 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, after publication of the present notice in four consecutive numbers of the Official Gazette of Quebec, for the purpose of raising a capital stock of two hundred thousand dollars (\$200,000.00).

H. BEATTY,

President.

P. M. HAYES,

Manager.

E. H. SPENCER,

Secretary-Treasurer.

2958-25-4

Département de l'Instruction Publique

No 783-25

Québec, 30 juin 1925.

ERRATUM

Dans l'avis concernant la municipalité scolaire de "Lac-Frontière", publié dans la Gazette Officielle de Québec, du 27 juin 1925, à la page 2026, à la septième ligne, remplacer "du même canton", par "canton Leverrier"; à la neuvième ligne, remplacer "du même canton" par "canton de Talon".

3217

No 2428-14

Québec, 29 juin 1925.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 26 juin 1925, de détacher de la municipalité scolaire du village de Belœil, comté de Verchères, tous les lots ou parties de lots de la première et de la deuxième concession de la paroisse de Belœil, et faisant actuellement partie de cette dernière, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Mathieu-de-Belœil", même comté.

3219

No 2428-14

Québec, 29 juin 1925.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 26 juin 1925, de détacher de la municipalité scolaire de Belœil village, comté de Verchères, le territoire suivant, borné comme suit, savoir: au Sud-est par la rivière Richelieu; au Nord-ouest, par le terrain ou chemin de fer du Canadien National; du côté Sud-est, par une route située entre la paroisse civile de McMasterville et la ville de Belœil; du côté Sud-ouest, par la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Village de McMasterville", même comté.

3221

Department of Public Instruction

No. 783-25

Quebec, June 30, 1925.

ERRATUM

In the notice respecting the school municipality of "Lac Frontière", published in the Quebec Official Gazette of the 27th of June, 1925, in page 2026, in the seventh line thereof, replace "of the same township" by "township of Leverrier"; in the ninth line, replace "of the same township" by "township of Talon".

3218

No. 2428-14

Quebec, June 29, 1925.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 26th of June, 1925, to detach from the school municipality of the village of Belœil, county of Verchères, all the lots or parts of lots of the first and second concessions of the parish of Belœil, and presently forming part of said parish, and to erect all this territory into a separate school municipality under the name of "Saint Mathieu de Belœil", same county.

3220

No. 2428-14

Quebec, June 29, 1925.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 26th of June, 1925, to detach from the school municipality of the Village of Belœil, county of Verchères, the following territory, bounded as follows, to wit: to the southeast by the Richelieu River; to the northwest by the right of way of the Canadian National Railways; on the southeast side by a by-road situate between the civil parish of McMasterville and the town of Belœil; on the southwest side by the parish of Saint Basile le Grand, and to erect all the above territory into a separate school municipality, for Catholics only, under the name of "Village of McMasterville", same county.

3222

No 998-25

Québec, 3 juillet 1925.

Avis est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'école normale Laval, à Québec, mercredi, le dix-neuvième jour du mois d'août prochain, (1925), à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au dixième jour d'août, à M. J.-N. Miller, secrétaire du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements scolaires.

Le secrétaire,

J.-N. MILLER.

3267-27-2

No. 998-25

Quebec, July 3, 1925.

Notice is hereby given that there will be a sitting of the examiners appointed by the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, for the examination of candidates for the office of School Inspectors, in the Laval Normal School, at Quebec, on Wednesday the nineteenth day of the month of August next, (1925), at nine o'clock in the forenoon. Any candidate for such examination must send, between now and the tenth day of August, to Mr. J. N. Miller, secretary of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, an application to such effect, the sum of six dollars and all the documents required by the school regulations.

J. N. MILLER,

Secretary.

3268-27-2

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à:

Hull, 8 et 9 juillet, 1925;

Chicoutimi, 21 et 22 juillet, 1925;

Ristigouche, 4 et 5 août, 1925;

Grand'Mère, 18 et 19 août, 1925;

Donnacona (près de Québec), 8 et 9 septembre, 1925,

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le Département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter.

Un honoraire de six piastres et la photographie récente du candidat sont exigibles.

Le ministre des Terres et Forêts,

HONORE MERCIER.

Québec, 5 juin, 1925.

2843-24-13

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at:

Hull, 8th and 9th. of July, 1925;

Chicoutimi, 21st. and 22nd., of July, 1925 ;

Ristigouche, 4th and 5th of August, 1925;

Grand'Mère, 18th and 19th. of August, 1925;

Donnacona (near Quebec) 8th. and 9th. of September, 1925,

to examine candidates desiring to qualify as log measurers and cullers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they purpose presenting themselves.

A fee of six dollars and a recent photograph of the candidate are required.

HONORE MERCIER,

Minister of Lands and Forests.

Québec, June 5th., 1925.

2844-24-13

Conformément aux articles 1507 à 1609, 1611, 1623, 1624, 1625, etc. des S. R. P. Q., 1909, des permis de coupe de bois sur les terres ci-dessous désignées seront offerts à l'enchère, à l'hôtel du gouvernement, le vingt-neuvième jour de juillet 1925, à dix heures et demie a.m.

Ces terres, dont la superficie sera déterminée définitivement par l'arpentage qui devra être exécuté dans les douze mois suivant l'adjudication, forment des blocs d'une superficie d'environ 1,500 milles carrés dans le cas de la concession sur la rivière Péribonca. Dans le cas de celle de la rivière Nicauba, affluent de la rivière Chamouchouane, la superficie du bloc affermé (environ 400 milles carrés) sera déterminée par l'aire du bassin de cette rivière.

En sus des conditions ordinaires, ces affermage seront sujets aux conditions suivantes:

1. La prime d'adjudication est fixée à \$400 par mille carré pour les concessions de la rivière Nicauba et à \$600 par mille carré pour celles de la rivière Péribonca. Elle est payable en trois versements égaux: le premier comptant, le deuxième au bout d'un an et le dernier au bout de deux ans, le tout avec intérêt au taux de 6% par an.

2. Tous les frais d'arpentage devront être payés par les acquéreurs, de la même façon et dans les mêmes délais que prévu, par le paiement de la prime d'adjudication.

In conformity with articles 1507 to 1609, 1611, 1623, 1624, 1625, etc., of the R. S. P. Q., 1909, permits to cut timber on the lands hereinafter mentioned will be offered at public auction, at the Parliament Buildings, the twenty-ninth day of July, 1925, at half past ten o'clock A. M.

The lands, the area of which shall be definitively fixed by a survey to be made within twelve months from adjudication, form blocks of an area of about 1,500 square miles, in the case of the limit on the Peribonca river. In the case of that of the Nicauba River, a tributary of the river Chamouchouane, the area of the block to be leased (about 400 square miles) shall be determined by the area of the basin of said river.

In addition to the customary conditions, these leases are subject to the following conditions:

1. The adjudication premium is fixed at \$400.00 per square mile for the limits on the Nicauba river and at \$600.00 per square mile for that on the Péribonca river. It is payable in three equal instalments: the first, cash, the second at the end of one year and the last at the end of two years, the whole with interest at the rate of 6% per annum.

2. All costs of survey must be paid by the purchasers, in the same way and within the same delays as the payment of the adjudication premium.

3. La rente foncière pour l'année 1925-26 est payable comptant.

4. Le gouvernement se réserve le droit de disposer à son gré des forces hydrauliques situées dans les territoires forestiers ainsi affermés. Il se réserve les mêmes droits pour tous les terrains nécessaires à leur exploitation et à leur développement.

5. L'enchère portera sur le montant à payer en plus des droits de coupe ordinaires en vigueur. Chaque mise à prix devra être d'au moins dix centins.

6. Avant l'expiration des cinq années qui suivront la signature du contrat ratifiant l'affermage et qui doit être signé dans les dix jours suivant l'adjudication, on devra fabriquer, dans les limites de la province de Québec, avec les bois provenant des forêts ainsi affermées, de la pâte ou du papier à raison de dix tonnes par jour par cent milles carrés de superficie.

7. L'inventaire des forêts ainsi affermées devra être exécuté, à la satisfaction du Département, dans les vingt-quatre mois qui suivront l'affermage et il sera fait aux frais de l'adjudicataire. Le plan d'aménagement devra être accepté par le Département avant qu'aucune exploitation ne soit faite. Il devra être révisé à tous les dix ans, ou à la suite d'accidents réduisant gravement le stock forestier.

8. Les concessionnaires devront limiter le chiffre de leur coupe annuelle à 80% du montant de bois dont la forêt s'accroît annuellement, afin de se créer ainsi une réserve pour parer aux accidents. Exception pourra cependant être faite dans le cas de forêts caduques, de même que dans les cas de force majeure, (tels que incendies, épidémies d'insectes, etc.).

Au cas où la possibilité serait réduite à un chiffre moindre que la quantité de bois nécessaire pour produire la quantité de pulpe ou de papier mentionnée plus haut, cette obligation se trouvera réduite d'autant.

9. Chaque année, le concessionnaire exploitera tous les bois brûlés, renversés ou endommagés par les insectes ou les champignons, avant tous autres bois verts. Le volume de ces coupes sera déduit du chiffre de la possibilité annuelle qu'elle est autorisée à exploiter.

10. La protection des forêts, de même que le mesurage des bois coupés sur ces concessions, seront faits par les soins du Département des terres et forêts. Le coût de ces deux opérations sera chargé au concessionnaire suivant les montants déterminés de temps à autre, par le gouvernement, pour ces fins.

11. Aucun arbre ne pourra être coupé dans une zone de trois chaînes de largeur de chaque côté des rives et des cours d'eau, ainsi qu'autour des lacs, suivant qu'il aura été désigné par le Ministre des terres et forêts.

12. Toute personne désirant obtenir la mise à l'enchère de l'une de ces concessions forestières devra déposer, entre les mains du Ministre ou du sous-ministre des terres et forêts, une garantie consistant en chèque accepté ou en débiteures de la Province du montant suivant: Pour la concession de la rivière Nicauba: \$30,000.; pour celle de la rivière Péribonca: \$100,000. En même temps, elle devra transmettre sa demande par écrit pour obtenir ladite mise à l'enchère. Toute autre personne ou compagnie désirant se porter acquéreur de l'un de ces permis d'exploiter devra faire, de la même manière, un dépôt du même montant et de même nature, et ce au moins trois jours avant le 29 juillet 1925, date fixée pour l'affermage de ces diverses concessions.

3. The ground rent for the year 1925-26 is payable cash.

4. The government reserves the right to dispose, as it may see fit, of the water-powers situated in the timber territories to be leased. The same rights are also reserved by the government for the lands necessary for their exploitation and development.

5. The bidding shall bear on a sum to be paid in addition to the ordinary cutting dues in force. Each upset price must not be less than ten cents.

6. Before the expiration of five years following the signing of the contract ratifying the leasing and which must be signed within ten days following adjudication, the licensee or licensees must manufacture within the limits of the Province of Quebec, with the timber cut on said limits, pulp or paper at the rate of ten tons per day per one hundred square miles in area.

7. The inventory of the forests thus leased must be made, to the satisfaction of the Department, within twenty-four months following the leasing and the costs thereof shall be paid by the licensee. The plan of operation must be accepted by the Department before any lumbering operations are carried out. Such plan shall be revised every ten years or after accidents reducing considerably the timber stock.

8. The licensees shall limit the figure of their yearly cut to 80% of the annual timber increase of the forest, so as to create a reserve against accidents. Exception may be made in the case of decaying forests as well as in cases of *force majeure* (such as fires, epidemy of insects, etc.).

In case wherein the possibility would be reduced to a figure less than the quantity of timber necessary to produce the quantity of pulp or paper mentioned above, such obligation would be reduced accordingly.

9. Each year the licensee shall exploit all burnt or felled timber or timber damaged by insects or fungi before any other green trees. The amount of such cuts shall be deducted from the figure of the annual possibility he is authorized to exploit.

10. The protection of forests and the measuring of the timber cut on such limits shall be made under the direction of the Department of Lands and Forests. The costs of these two operations shall be charged to the licensee according to the amounts determined from time to time, by the Government, for such purposes.

11. No tree shall be cut within a zone of three chains in width on each side of the river banks and water courses, as well as around the lakes, as may be designated by the Minister of Lands and Forests.

12. Every person desiring to obtain the upset price for any one of such timber limits must deposit, in the hands of the Minister or Deputy-Minister of Lands and Forests, a guarantee consisting in an accepted cheque or in debentures of the Province of Quebec, for the following sums: For the limit of the Nicauba river: \$30,000.00; for that of the Peribonca river: \$100,000.00. At the same time, he must transmit his application in writing to obtain the said upset price. Every other person or company desiring to purchase one of these lumbering permits must make, in the same manner, a deposit of the same amount and of the same nature, and that at least three days before the 29th of July, 1925, date fixed for the leasing of these various timber limits.

Il est bien entendu que chaque dépôt en garantie sera confisqué si, lors de l'affermage, l'applicant ne met pas une enchère au moins égale à la mise à prix ou si, étant l'heureux adjudicataire, il ne signait pas le contrat pour cette concession dans un délai de dix jours à dater de l'adjudication. Une somme égale à 50% du dépôt fait par l'heureux adjudicataire sera conservée par le Département des terres et forêts à titre de garantie, jusqu'au moment où l'adjudicataire aura commencé à faire de la pulpe et du papier avec le bois de ces concessions en quantité au moins égale au minimum prévu, soit dix tonnes par jour pour cent milles carrés de superficie. Toutefois, si, à l'expiration du délai de cinq ans, fixé plus haut, pour l'exécution des conditions du contrat, ou si d'autres conditions du contrat ne sont pas remplies, ce dépôt en garantie sera confisqué de même que toutes les sommes déposées pour rente foncière ou autres fins en rapport avec ces concessions, et le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, après un avis écrit de douze mois, annuler la concession et le contrat et prendre possession et contrôle des concessions forestières ainsi que toutes les améliorations qui auront pu être faites, et ce sans recours par le concessionnaire.

Le Ministre des terres et forêts,
HONORE MERCIER.
Québec, 19 juin 1925. 3083—26-5

It is well understood that each deposit will be forfeited if, at the time of leasing, the applicant does not offer a bid at least equal to the upset price or if, being the successful adjudicataire, he does not sign the contract for the limit within a delay of ten days from the date of adjudication. A sum equal to 50% of the deposit made by the successful bidder shall be kept by the Department of Lands and Forests as security, until such time as the adjudicataire shall have commenced to manufacture pulp and paper with the timber of his limits in a quantity at least equal to the minimum provided for, namely ten tons per day per one hundred square miles in area. However, if, at the expiration of the delay of five years fixed above for the execution of the conditions of the contract, or if other conditions of the contract are not fulfilled, this guarantee shall be forfeited as well as all sums deposited for ground rent or other purposes in respect to such limits, and the Lieutenant-Governor in Council may, after twelve months written notice, cancel the grant and the contract and take possession and control of the timber limits as well as all improvements which may have been made thereto, and that without recourse on the part of the licensee.

HONORE MERCIER,
Minister of Lands and Forests.
Quebec, June 19th, 1925. 3084—26-5

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2747.

Dame Elisa Montpetit, épouse commune en biens de Edmond Charbonneau, journalier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Edmond Charbonneau, journalier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur en cette cause.
Montréal, 26 juin 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
TRUDEAU, GUERIN & GARNEAU.
3183—27-5

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure, No 903. Dame Edmay Sauvé, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Aldéric Groulx, cultivateur, de Sainte-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Aldéric Groulx, cultivateur, de Sainte-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-neuvième jour de juin 1925.

Saint-Jérôme, 29 juin 1925.
Les procureurs de la demanderesse,
KAVANAGH, LAJOIE-LACOSTE.
3197—27-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 4048.—Dame Cornélie Brière, de Montréal, épouse de Joseph Rose, agent d'immeubles, a formé une demande en séparation de biens contre son dit mari.

Montréal, le 5 mai, 1925.
Le procureur de la demanderesse,
2743—23-5 J.-A.-E. DION.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2747.

Dame Elisa Montpetit, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Edmond Charbonneau, labourer, of the same place, the said Elisa Montpetit duly authorized by judgment of this court for these presents, plaintiff; vs Edmond Charbonneau, labourer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day against the defendant.
Montreal, June 26th, 1925.

TRUDEAU, GUERIN & GARNEAU,
3184—27-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 903. Dame Edmay Sauvé, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Aldéric Groulx, farmer, of Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Aldéric Groulx, farmer, of Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the present cause, on the twenty-ninth day of June 1925.

Saint Jérôme, 29th June, 1925.
KAVANAGH, LAJOIE-LACOSTE,
3198—27-5 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 4048, Superior Court — Dame Cornélie Brière, of Montreal, wife of Joseph Rose, real estate agent, of the same place, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, May 5th, 1925.
J. A. E. DION,
2744—23-5 Attorney for plaintiff.

Dans la Cour supérieure, district de Kamouraska, No 9835.

Dame Alida Lespérance, de Sully, épouse de Sévère Thérberge, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Sévère Thérberge, de Sully, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16 juin courant.

Les procureurs de la demanderesse,
NADEAU & PRATTE.

Rivière-du-Loup, ce 22 juin 1925. 3081—26-5

Province de Québec, District de Saint-François. No 328, Cour Supérieure. Dame Léonie Pépin, épouse commune en biens de Georges Lampron, cultivateur, tous deux de la ville de Richmond, district de Saint-François; vs Georges Lampron, cultivateur, de la ville de Richmond, dans le district de Saint-François.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 11^{ème} jour du mois de juin, en l'an de Notre-Seigneur, 1925.

Sherbrooke, 12 juin, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
2969—25-5 J.-JACQUES BROUSSEAU.

Canada, Province de Québec, District de Québec. Cour Supérieure, No 2119. Dame Lydia Delisle, de Giffard, épouse de Ludger Thériault, entrepreneur-menuisier, de Giffard, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Ludger Thériault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16 avril, 1925.

Québec, le 2 juin, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
2847—24-5 ESNOUT & CANTIN.

Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure, No 511. Dame Berthe-Alma Millier, épouse commune en biens de Raoul Jodoin, commis, des cité et district de Montréal; la dite Dame Berthe-Alma Millier dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Raoul Jodoin, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Montréal, 4 juin, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
2849—24-5 TRUDEAU, GUERIN & GARNEAU.

Canada, province de Québec, district de Beauce. Cour Supérieure, No 9775. Dame Marie-Louise Drouin, épouse commune en biens de Josaphat Veilleux, fils de David, Jersey Mills, demanderesse; vs Josaphat Veilleux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce dixième jour de juin 1925.

Le procureur de la demanderesse,
(Signé) ROSAIRE BEAUDOIN.

Saint-Joseph-de-Beauce, ce 10 juin 1925.
2915—24-5

Province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, No 1858. Dame Rosa Saudelli, épouse de Dominico Londei, contremaître, de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Les avocats de la demanderesse,
MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS;
Montréal, 10 juin 1925. 2917—24-5

In the Superior Court, Kamouraska, No. 9835.

Dame Alida Lespérance, of Sully, wife of Sévère Thérberge, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Sévère Thérberge, of Sully, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 16th instant.

Rivière du Loup, this 22nd of June, 1925.

NADEAU & PRATTE,
3082—26-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Saint Francis. No. 328. Superior Court. Dame Léonie Pepin, wife common as to property of Georges Lampron, farmer, both of the town of Richmond, district of Saint Francis; vs Georges Lampron, farmer, of the town of Richmond, district of Saint Francis.

An action as to separation of property was instituted in the present case the 11th of June in the year of Our Lord, 1925.

Sherbrooke, 12th of June, 1925.

J. JACQUES BROUSSEAU,
2970—25-5 Attorney for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. Superior Court. No. 2119. Dame Lydia Delisle, of Giffard, wife of Ludger Thériault, contracting-joiner, of Giffard, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Ludger Thériault, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the sixteenth day of April, 1925.

Quebec, June 2nd., 1925.

ESNOUT & CANTIN,
2848—24-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 511. Dame Berthe Alma Millier, wife common as to property of Raoul Jodoin, clerk, of the city and district of Montreal, the said Berthe Alma Millier, duly authorized to *ester en justice*, of the same place, plaintiff; vs Raoul Jodoin, clerk, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, June 4th., 1925.

TRUDEAU, GUERIN & GARNEAU,
2850—24-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce. Superior Court, No. 9775. Marie Louise Drouin, wife of Josaphat Veilleux, son of David, farmer, of Jersey Mills, plaintiff; vs Josaphat Veilleux, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 10th. of June, 1925.

(Signed) ROSAIRE BEAUDOIN
Attorney for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, June 10th, 1925.
2916—24-5

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 1858. Dame Rosa Saudelli, wife of Dominico Londei, foreman, of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS,
Attorneys of plaintiff.
Montreal, June 10th, 1925. 2918—24-5

No 4264. Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure.—Dame Aldéa Pesant, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Patrick Laniel, épicié-boucher, du même lieu, la dite Dame Aldéa Pesant dûment autorisée à ester en justice par jugement de cette Cour, en date du 12 mai 1925, demanderesse; vs Le dit Patrick Laniel, des cité et district de Montréal, défendeur.

Avis: une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 18 mai, 1925.

Montréal, 29 mai 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
2745—23-5 . BEAUREGARD & LABELLE.

No. 4264. Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court.—Dame Aldea Pesant, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Patrick Laniel, grocer and butcher, of the same place, the said Dame Aldea Pesant duly authorized for the purposes hereof under a judgment of this Court, in date of May 12th., 1925, plaintiff; vs The said Patrick Laniel, of the said city and district of Montreal, defendant.

Notice: an action in separation as to property has been instituted in this case on the 18th day of May, 1925.

Montreal, May 29th., 1925.

BEAUREGARD & LABELLE,
2746—23-5 Attorneys for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure, No. 1702.—Joseph-Aimé-Edgar Dansereau, employé civique, des cité et district de Montréal, demandeur; vs Dame Marie-Augustine-Juliette Lanouette, épouse commune en biens de Joseph-Aimé-Edgar Dansereau, employé civique, des cité et district de Montréal, et ledit Joseph-Aimé-Edgar Dansereau pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Une action de séparation de corps et de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

Montréal, le 12 mai, 1925.

Les procureurs du demandeur,
2763—23-5 PAGER & CLOUTIER.

Action for separation as to bed and board

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 1702.—Joseph Aimé Edgar Dansereau, civic employee, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Dame Marie Augustine Juliette Lanouette, wife common as to property of Joseph Aimé Edgar Dansereau, civic employee, of the city and district of Montreal, and the said Joseph Aimé Edgar Dansereau to authorize his wife to these presents, defendant.

An action in separation as to bed and board has, this day, been instituted in this case.

Montreal, May 12th., 1925.

PAGER & CLOUTIER,
2764—23-5 Attorneys for the plaintiff.

Avis divers

Avis est donné qu'à une assemblée des actionnaires de la compagnie "Phaneuf Manufacturing Company, Inc.", tenue à Saint-Jérôme, le 4 avril 1925, il a été passé un règlement augmentant le nombre de ses directeurs de cinq à sept (5 à 7).

Le secrétaire de la Cie,
3185 J.-E. PARENT.

"WESTMOUNT ARMOUR ASSOCIATION".

Règlement spécial No 1.

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs.

ATTENDU que le nombre des directeurs de l'Association est de trois et qu'il est désirable de l'augmenter à sept, qu'il soit décrété par Règlement de l'Association que le nombre de directeurs de l'Association soit et ce nombre est par les présentes augmenté de trois à sept, dont trois directeurs formeront quorum à toute assemblée.

Nous, les soussignés William-O.-H. Dodds et C.-Basil Price, respectivement président et secrétaire-trésorier de la "Westmount Armour Association", certifions par les présentes, sous nos signatures et le sceau de l'Association, que ce qui précède est une copie exacte du Règlement Spécial No 1 de l'Association.

EN FOI de quoi nous avons signé, en la cité de Montréal, ce dix-septième jour de juin 1925.

Le président, W.-O.-H. DODDS,
Le secrétaire, C.-B. PRICE.

Miscellaneous Notices

Notice is given that at a meeting of the shareholders of the company "Phaneuf Manufacturing Company, Inc.", held at Saint-Jérôme, the 4th of April, 1925, a by-law was adopted to increase the number of its directors from five to seven (5 to 7).

J. E. PARENT,
3186 Secretary of the company.

"WESTMOUNT ARMOUR ASSOCIATION".

Special By-Law No. 1.

A By-Law to increase the number of the Directors.

WHEREAS the number of the Association's Directors is three and it is desirable to increase the same to seven, be it therefore enacted as a By-law of the Association that the number of the Association's Directors be and the same is hereby increased from three to seven, of whom three Directors will form a quorum at any meeting.

We, the undersigned, William O. H. Dodds, and C. Basil Price, respectively President and Secretary-Treasurer of "Westmount Armour Association", do hereby certify, under our hands and the seal of the Association, that the foregoing is a true copy of Special By-law No. 1 of the Association.

IN WITNESS whereof, we have signed at the City of Montreal, this 17th day of June, 1925.

W. O. H. DODDS, President,
C. B. PRICE, Secretary.

AFFIDAVIT

Je, C.-Basil Price, gérant, résidant au No 425 avenue Metcalfe, dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal, étant dûment assermenté, dépose et dit:

1. Que je suis le secrétaire-trésorier de la "Westmount Armour Association";

2. Que le Règlement spécial No 1 susdit de la dite Association a été régulièrement adopté à une assemblée de directeurs de ladite Association dûment convoquée et tenue en la cité de Montréal, le sixième jour de mai 1925, à laquelle assemblée un quorum des directeurs étaient présents, suivant les Règlements de l'Association;

3. Que le dit Règlement spécial No 1 a été approuvé par les membres de l'Association, à une assemblée spéciale générale dûment convoquée pour les fins de considérer le dit Règlement, et tenue en la cité de Westmount, le premier jour de mai 1925.

4. Qu'à telle assemblée spéciale générale furent présents en personne tous les membres de la dite Association, lesquels ont tous voté unanimement en faveur du dit Règlement spécial No 1.

Et j'ai signé,

C.-B. PRICE.

Assermenté devant moi, en les cité et district de Montréal, ce 17ème jour de juin 1925.

WM. MACKLAIER, commissaire de la Cour Supérieure, district de Montréal.

3187

Avis est par les présentes donné que par un arrêté ministériel en date du 20ième jour de juin 1925, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'autoriser la "Walsh-Katrine Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle) de vendre ou aliéner autrement, directement ou indirectement, ses actions, stocks, certificats d'actions, débetures ou autres valeurs en la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 6753 et suivants de la Loi des Compagnies Minières de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,

3253

C.-J. SIMARD.

REGLEMENT No 6 pour augmenter le nombre de directeurs, et pour changer le quorum aux assemblées de bureau des directeurs.

ATTENDU que le nombre de directeurs de cette compagnie a été fixée à sept par les lettres patentes;

ATTENDU qu'il y a lieu que le nombre des dits directeurs soit augmenté à onze;

ATTENDU qu'il y a lieu que le quorum, aux assemblées du bureau de directeurs, soit fixé à cinq au lieu de quatre, tel que décrété par le Règlement Général No 1;

Qu'il soit et il est décrété:

"Que le nombre de directeurs de cette compagnie soit fixé à onze;

"Que le quorum aux assemblées du bureau de directeurs soit fixé à cinq directeurs".

Certifié sous le sceau de la compagnie que ce qui précède est une copie vraie et exacte du Règlement No 6, passé par le bureau de directeurs de "Quebec Apartments, Limited", à une assemblée tenue à Montréal, le 13ème jour de juin 1925.

Le président, J.-E. SAVARD,
Le secrétaire, RAY. GARNEAU.

Je, Raymond Garneau, secrétaire de la "Quebec Apartments, Limited", certifie par les présentes:

AFFIDAVIT

I, C. Basil Price, Manager, residing at No. 425 Metcalfe Avenue, in the City of Westmount, in the District of Montreal, being duly sworn, do depose and say:

1. I am the Secretary-Treasurer of Westmount Armour Association;

2. That the foregoing Special By-law No. 1 of the said Association was regularly adopted at a meeting of the Directors of the said Association duly called and held at the City of Montreal, on the 6th day of May, 1925, at which meeting a quorum of the Directors were present, in accordance with the By-laws of the Association;

3. That the said Special By-law No. 1 was approved by the members of the Association at a Special General Meeting duly called for the purpose of considering the said By-law and held at the City of Westmount on the 21st day of May, 1925;

4. That at such Special General Meeting there were present in person all of the members of the said Association, all of whom voted unanimously in favour of the said Special By-law No. 1.

And I have signed,

C. B. PRICE.

Sworn to before me, at the City and District of Montreal, this 17th day of June, 1925.

WM MACKLAIER, Commissioner of the Superior Court, District of Montreal.

3188

Notice is hereby given that by Order in Council, dated the 20th of June, 1925, His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased to grant authorization to the "Walsh-Katrine Gold Mines, Limited", (No personal liability), to sell or otherwise alienate, directly or indirectly, its shares, stock, stock certificates, debentures or other securities in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of article 6753 and following of the Quebec Mining Companies' Act.

3254

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

3254

By-law No. 6, for the increase of the number of Directors, and for changing the quorum at meetings of the Board of Directors.

WHEREAS the number of Directors of this Company has been fixed at seven by the letters patent;

WHEREAS it is advisable that the number of the said directors be increased to eleven;

WHEREAS it is also advisable that the quorum, at meetings of the Board of Directors, be fixed at five, instead of four as set by General By-law No. 2;

Be it, and it is enacted:

"That the number of directors of this Company be fixed at eleven;

"That the quorum at meetings of the Board of Directors be fixed at five directors".

Certified under the seal of the Company that the foregoing is a true and correct copy of By-law No. 6, passed by the Board of Directors of Quebec Apartments, Limited, at a meeting held at Montreal, on the 13th day of June, 1925.

J. E. SAVARD, President,
RAY. GARNEAU, Secretary.

I, Raymond Garneau, Secretary of the Quebec Apartments, Limited, hereby certify:

1. Que le règlement ci-dessus a été régulièrement adopté par les directeurs, le 13ème jour de juin 1925.

2. Qu'il a été approuvé à l'unanimité à la même date, par les actionnaires, à une assemblée générale tenue à cette fin.

3. Qu'à telle assemblée les actionnaires présents représentaient la totalité des actions alors souscrites, à savoir: sept actions sans valeur au pair du capital-actions de la compagnie.

Et j'ai signé et apposé le sceau de la compagnie, ce 16ème jour de juin 1925.

Le secrétaire,
3259 RAY. GARNEAU.

1. That the above by-law was regularly adopted by the directors on the 13th June, 1925.

2. That it has been approved unanimously on the same date, by the shareholders, at a general meeting held for that purpose.

3. That at such meeting the shareholders present represented the whole amount of shares then subscribed, to wit: seven shares without par value in the capital stock of the Company.

And I have signed and affixed the seal of the Company, this 16th day of June, 1925.

RAY. GARNEAU,
3260 Secretary.

Bureaux-chef

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Arthur E. Moysey & Co., Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 juin 1925, a établi sa principale place d'affaires au No 118 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce dix-neuvième jour de juin mil neuf cent vingt-cinq.

Le secrétaire,
3189 JAS. HEPPLESTON.

"ROUYN CONSOLIDATED MINING COMPANY, LIMITED".

Avis est par les présentes donné que le bureau-chef de cette compagnie est présentement situé au No 90 rue Saint-François-Xavier, en la cité de Montréal.

Montréal, 26 juin 1925.

Le secrétaire-trésorier,
3261 JOHN-P. CALLAGHAN.

"SOUTH ROUYN MINING COMPANY, LIMITED".

Avis est par les présentes donné que le bureau-chef de cette compagnie est présentement situé au No 90 rue Saint-François-Xavier, en la cité de Montréal.

Montréal, 26 juin 1925.

Le secrétaire-trésorier,
3263 JOHN-P. CALLAGHAN.

Canada, province de Québec, district de Québec. Avis est par les Présentes donné que "La Laiterie Frontenac", Limitée, a été incorporée par Lettres Patentes émises sous le Grand Sceau de la Province de Québec, le treizième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-cinq, et que sa principale place d'affaires dans la Province de Québec est au No 142 de la rue de l'Eglise, en la Cité de Québec.

LA LAITERIE FRONTENAC, LIMITEE,
par le président,
FELIX ROCHETTE.

Québec, 18 juin 1925. 3265

Chief Offices

Notice is hereby given that Arthur E. Moysey & Co., Limited, incorporated by letters patent granted on 17th June 1925, has established its chief place of business at No. 118 Saint James Street, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this nineteenth day of June, one thousand nine hundred and twenty five.

JAS. HEPPLESTON,
3190 Secretary.

"ROUYN CONSOLIDATED MINING COMPANY, LIMITED".

Notice is hereby given that the Head Office of this Company is presently situated at No. 90 Saint François Xavier Street, in the city of Montreal.

Montreal, June 26, 1925.

JOHN P. CALLAGHAN,
3262 Secretary-Treasurer.

"SOUTH ROUYN MINING COMPANY, LIMITED".

Notice is hereby given that the Head Office of this Company is presently situated at No. 90 Saint François Xavier Street, in the City of Montreal.

Montreal, June 26, 1925.

JOHN P. CALLAGHAN,
3264 Secretary-Treasurer.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. Notice is hereby given that "La Laiterie Frontenac, Limitée", was incorporated by Letters Patent issued under the Great Seal of the Province of Quebec, the thirteenth day of the month of January, one thousand nine hundred and twenty five, and that its principal place of business in the Province of Quebec is at No. 142 Church Street, in the City of Quebec.

LA LAITERIE FRONTENAC, LIMITEE,
Per FELIX ROCHETTE,
President.

Québec, June 18, 1925. 3266

Charte :—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte

Charter.—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973a, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept

de la compagnie "Selective Treatment, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du trentième jour d'avril 1923.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-septième jour de juin 1925, la compagnie "Selective Treatment, Limited" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juin 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

3191

C.-J. SIMARD.

the surrender of the charter of the company "Selective Treatment, Limited", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of April 1923.

Notice is further given that from the twenty seventh day of June, 1925, the company "Selective Treatment, Limited" is dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of June, 1925.

C. J. SIMARD,

3192

Assistant Provincial Secretary.

Compagnies autorisées à faire des affaires

La compagnie "Anglo-French Exploration Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Québec, au numéro 70 rue Saint-Paul.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Paul Taschereau, de Québec.

Québec, 11 juin 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

3177

C.-J. SIMARD.

Companies authorized to do business

The Company "Anglo-French Exploration Company, Limited", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at No. 70 Saint Paul Street, Quebec.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is M. Paul Taschereau, of Quebec.

Quebec, June 11, 1925.

C. J. SIMARD,

3178

Assistant Provincial Secretary.

La compagnie "General Exchange Corporation, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, "McLaughlin Building", 30 Overdale Avenue.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Lucien Hamel, de Montréal.

Québec, 13 juin 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

3179

ALEXANDRE DESMEULES.

The Company "General Exchange Corporation, Limited", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal, McLaughlin Building, 30 Overdale Avenue.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Lucien Hamel, of Montreal.

Quebec, June 13, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,

3180

Acting Assistant Provincial Secretary.

La compagnie "C. L. Hawthaway & Sons, Incorporated", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Arlon-D. Albee, de Montréal, No 323 rue Craig.

Québec, 26 juin, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

3211

C.-J. SIMARD.

The Company "C. L. Hawthaway & Sons, Incorporated", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Arlon S. Albee, of Montreal, No. 323 Craig Street.

Quebec, June 26, 1925.

C. J. SIMARD,

3212

Assistant Provincial Secretary.

La Compagnie "Champlain Milk Products Company, Inc.", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, chambre 63, 160 rue Saint-Jacques.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Walter-A. Merrill, de Montréal, chambre 63, 160 rue Saint-Jacques.

Québec, 26 juin, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
3209 C.-J. SIMARD.

The Company "Champlain Milk Products Company, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal, Room 63, 160 Saint James Street.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr Walter A. Merrill, of Montreal, Room 63, 160 Saint James Street.

Quebec, June 26, 1925.

C. J. SIMARD,
3210 Assistant Provincial Secretary.

La compagnie "Sampson, Matthews, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, "401 Keefer Bldg".

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John-Victor Coleman, de Montréal.

Québec, 20 juin 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
3213 C.-J. SIMARD.

The Company "Sampson, Matthews, Limited", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal 401 Keefer bldg.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John Victor Coleman, of Montreal.

Quebec, June 20, 1925.

C. J. SIMARD,
3214 Assistant Provincial Secretary.

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DU DISTRICT DES TROIS-RIVIERES—BAR OF THE DISTRICT OF THREE RIVERS.

TABEAU DES ASPIRANTS A L'ÉTUDE DE LA PROFESSION D'AVOCAT—LIST OF CANDIDATES TO THE STUDY OF LAW.

Noms — Names	Age	Résidence — Residence	Séminaire — Seminary
Bourbeau, Maurice.....	23	Trois-Rivières—Three Rivers.	Trois-Rivières—Three Rivers.
Gariépy, Hormidas.....	20	" " "	" "
Gélinas, Charles-J.....	21	Montréal.....	" "
Girard, Léon.....	22	Trois-Rivières—Three Rivers.	" "
Provencher, Jules.....	21	" " "	" "

Les Trois-Rivières, le 6 juin 1925—Three Rivers, June 6, 1925.

3215-16—27-2

Le secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
JEAN-MARIE BUREAU,
Secretary of the Bar of Three Rivers.

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS—BAR OF SAINT FRANCIS.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.

CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens du 7 juillet, 1925.—Examinations of July 7th., 1925.

NOMS — NAMES	PRENOMS — SURNAME	Age	RESIDENCE
O'Bready,	Hertel	23	Sherbrooke.

Sherbrooke, 22 juin 1925.—Sherbrooke, June 22nd., 1925.

Le secrétaire du Barreau de Saint-François,

K.-A. WILSON,

3091—26-2—3092—26-2

Secretary of the Bar of Saint Francis.

BARREAU DU DISTRICT DES TROIS-RIVIERES.

BAR OF THE DISTRICT OF THREE RIVERS.

LISTE DES ASPIRANTS A LA PRATIQUE DU DROIT

LIST OF CANDIDATES TO THE PRACTICE OF LAW.

NOMS — NAMES	PRENOMS — SURNAME	Age	RESIDENCE
Ducket,	Ernest	30	Trois-Riv.—Three Rivers.
Laurin,	Maurice	25	" " " "
Pinsonneault,	Léopold	25	" " " "
Trudel,	Robert	21	Ste-Geneviève-de-Batiscan

Trois-Rivières, le 17 juin 1925.—Three Rivers, June 17, 1925.

Le secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,

JEAN-MARIE BUREAU,

3093—26-2—3094—26-2

Secretary of the Bar of Three Rivers.

BARREAU DE QUÉBEC—BAR OF QUEBEC.

LISTE DES CANDIDATS POUR EXAMENS DE JUILLET 1925 A LA PRATIQUE DU DROIT—LIST OF CANDIDATES FOR EXAMINATION TO THE PRACTICE OF THE LAW OF JULY, 1925.

Noms — Names	Résidence — Residence	Age
Belleau, Robert.....	238, Saint-Cyrille, Québec.....	33 ans
Bilodeau, Joseph.....	Saint-Pamphile, (L'Islet).....	24 "
Côté, Robert.....	Saint-Augustin, (Portneuf).....	25 "
Dussault, Adjutor.....	81, D'Auteuil, Québec.....	23 "
Gingras, Damien.....	Saint-Ubalde, (Portneuf).....	25 "
Grandbois, Alain.....	11 Place Georges V, Québec.....	25 "
Laforest, J.-Alfred.....	26, Sainte-Anne, Chicoutimi.....	26 "
Larouche, Georges.....	386, Saint-Jean, Québec.....	30 "
Lefebvre, Jules.....	Itoberval.....	25 "
Morin, Joseph-William.....	Sainte-Petronille, L.O.....	30 "
Philippon, Joseph-Horace.....	115, des Franciscains, Québec.....	25 "
Rioux, Louis-Philippe.....	Sayabec, Co. Matane.....	23 "

Québec, juin—June 1925.

Le secrétaire du Barreau de Québec,

LOUIS-A. POULIOT

Secretary of the Bar of Quebec.

3117—18-26-2

LE BARREAU DE QUEBEC — THE BAR OF QUEBEC.

Liste des aspirants à l'étude du droit.—List of Candidates to the study of Law

Examens de juillet, 1925. — Examination of July, 1925.

Noms—Names	Résidence	Age	Collèges.
Gobeil, François-Xavier ...	Rivière du Moulin, Chicoutimi...	22 ans—years...	Séminaire de Chicoutimi.—Chicoutimi Seminary.
Pelletier, Albert.....	St-Roch-des-Aulnaies.....	22 ans—years...	Collège Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
Riverin, J.-A.....	Chicoutimi.....	23 ans—years....	Séminaire de Chicoutimi—Chicoutimi Seminary.

Québec, juin 1925.—Quebec, June 1925.

Le secrétaire du Barreau de Québec,
LOUIS-A. POULIOT,
Secretary of the Bar of Quebec.

2971-2—25-2

BARREAU DE MONTRÉAL—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens du 7 juillet 1925—Examinations, July 7th 1925.

Noms — Name	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
1.—Baillargeon.....	Paul-F.....	23	Montréal.
2.—Baker.....	Hyman.....	24	"
3.—Beliveau.....	Lucien.....	23	"
4.—Boyer.....	Alfred.....	27	"
5.—Cossette.....	Jean-Paul.....	23	Valleyfield.
6.—Coveler.....	David.....	24	Montréal.
7.—Demers.....	Maurice-Joseph.....	24	Saint-Jean.
8.—Dupras.....	Alcide.....	27	Montréal.
9.—Echenberg.....	Henry-L.....	25	"
10.—Fauteux.....	Gérald.....	24	"
11.—Fels.....	Sol.....	21	"
12.—Fortier.....	Paul.....	22	"
13.—Gaboury.....	Marcel.....	25	"
14.—Gameroff.....	Myer.....	23	Lachine, P. Q.
15.—Gauthier.....	Paul.....	21	Montréal.
16.—Gélinas.....	Marcel.....		"
17.—Genest.....	Frank-Devlin.....	31	Westmount.
18.—Joanette.....	Honoré.....	27	Ville Saint-Laurent.
19.—Julien.....	Maurice.....	24	Montréal.
20.—Lalonde.....	Hector.....	24	Verdun.
21.—Lambert.....	Maurice.....	22	Outremont.
22.—Langlois.....	Hector.....	25	Montréal.
22.—Laurendeau.....	Godfroy.....	22	"
24.—Patenaude.....	Alphonse de L.....	22	"
25.—Provost.....	Paul.....	21	Pointe-aux-Trembles.
26.—Prieur.....	Henri.....	35	Outremont.
27.—Rohrlick.....	Louis-Henry.....	24	Montréal.
28.—Sylvestre.....	Charles-Auguste.....	22	"
29.—Villeneuve.....	Oscar.....	27	"

Montréal, 23 juin—23rd June 1925.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
ANTOINE CHAUVIN,
Secretary of the Bar of Montreal.

3115-16-26-2

BARREAU DE MONTRÉAL—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens du 7 juillet 1925—Examinations, July 7th., 1925.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
1.—Fournier.....	Jacques.....	21	Montréal.....	Collège Sainte-Marie.
2.—Pagé.....	Armand.....	20	".....	Collège de Montréal et Collège Ste-Marie.
3.—Tarte.....	Jean.....	20	".....	Collège de Montréal et Collège Saint-Laurent.

Montréal, 7 juin—7th June 1925.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
ANTOINE CHAUVIN,
Secretary Bar of Montreal.

2911-12-24-2

Minutes de notaire

Québec, 27 juin 1925.

Avis est par les présentes donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-gouverneur en Conseil, par Monsieur J.-A.-A. Lavallée, Notaire public, résidant et pratiquant dans la Ville de Berthier, district de Joliette, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Octave Lavallée, en son vivant, Notaire public, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
3193—27-5 C.-J. SIMARD.

Notarial minutes

Quebec, June 27, 1925.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the Notarial Code, application has been made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. J. A. A. Lavallée, public notary, residing and practising in the Town of Berthier, district of Joliette, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Octave Lavallée, in his lifetime, public notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
3194—27-5 Assistant Provincial Secretary.

Ventes—Loi de faillite

La Loi de Faillite.

Dans l'affaire de: Philias Brodeur, d'Albanel, Lac Saint-Jean, Qué., marchand, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1925, à DEUX heures p.m., sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse d'Albanel, Lac Saint-Jean, l'immeuble de cette faillite décrit comme suit, savoir:

(a) Un terrain ou emplacement de quatre-vingts pieds de front par trois quarts d'arpents de profondeur, mesure précise, connu et désigné sous le numéro trente-D (30-D), septième rang, cadastre officiel du canton Albanel; borné comme suit: en front au nord-est, au chemin de front dudit rang, en arrière aux représentants de B. Tremblay; tenant du côté sud-est à Johnny Simard et de l'autre côté à la ligne de séparation entre la demie sud-est et la demie nord-ouest du lot primitif No 30 (aujourd'hui les Nos 30-A et 30-B du cadastre)—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cet immeuble sera vendu au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés aux bureaux du soussigné, 147 Côte de la Montagne, Québec.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C.P.C. et aussi à l'article 20, paragraphe 4, A.B.C. de la loi de faillite, et cette vente équivaut à la vente au shérif.

Cet immeuble peut être visité en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de paiement: Comptant.

Le syndic autorisé,

R.-ERNEST LEFAIVRE.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé),
Québec, Qué.

3073—26-2

Dans l'affaire de Robert-A. Stewart, de Low, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de JUILLET, 1925, à UNE heure (heure solaire) de l'après-midi, sera vendu au bureau d'enregistrement du comté de Hull, l'immeuble en cette affaire, comme suit:

Toute cette propriété connue et désignée comme étant partie du lot trente-huit-c du deuxième rang du canton de Low—avec toutes les bâtisses

Seles—Bankruptcy Act

Bankruptcy Act.

In the matter of: Philias Brodeur, of Albanel, Lake Saint John, Que., merchant, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1925, at TWO o'clock, P.M., there will be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Albanel, Lake Saint John, the immovable in this estate described as follows:

(a) A land or emplacement of eighty feet in front by three-fourths of one arpent in depth, precise measure, known and designated under number thirty-D (30-D) of the seventh range, of the official cadastre of the township of Albanel; bounded as follows: in front to the northeast, by the front road of the said range, in rear by representatives of B. Tremblay; on the southeast side by Johnny Simard and on the other side by the line of division between the southeast half and the northwest half of the original lot No. 30 (Now the Nos. 30-A and 30-B of the cadastre)—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

This immovable will be sold to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at the office of the undersigned, 147 Mountain Hill Street, Quebec.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P., and also to article 20, paragraph 4 A. B. C., of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

The above immovable can be inspected at any time on applying to the undersigned.

Terms of payment: Cash.

R. ERNEST LEFAIVRE,

Trustee.

Successor of Lefavre & Gagnon,
147 Mountain Hill Street,
Bossé Building,
Quebec, Que.

3074—26-2

In the matter of Robert A. Stewart, of Low, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the THIRTY-FIRST day of JULY, 1925, at ONE o'clock (Standard time) in the afternoon, there will be sold at the Registry office, of the County of Hull, the immovable forming part of the estate, to wit:

That piece of land being part of lot number thirty-eight C of the second range of the township of Low—with the buildings thereon erected,

dessus érigées, excepté la partie du dit lot vendu à Adélarde Monette; la dite propriété bornée comme suit: au sud et à l'est, par partie du même lot appartenant à S. Francis ou représentants, au sud-ouest par le chemin de fer et à l'ouest par la ligne de concession entre les deuxième et troisième rangs.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 20, paragraphe 4, a, b, c, de la loi de faillite, qui équivaut à la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic.

J.-E. COUTURE.

Bureau: 193, rue Principale,

Hull, ce 22 juin, 1925.

3101-26-2

Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure (En faillite). No. 63, *In re: Greco Canadian Cheese Manufacturing Company*, de la Paroisse de Saint-Hermas, district de Terrebonne, faillis, et J.-Paul Vermette, des cité et district de Montréal, syndic.

Avis est par les présentes donné que le sousigné vendra les biens ci-dessous mentionnés, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Hermas, dans le district de Terrebonne, le VINGT-HUITIEME jour du mois de JUILLET, 1925, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), au plus haut et dernier enchérisseur, savoir:

"Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-Hermas, dans le rang Saint-Hyacinthe, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse comme faisant partie du lot No cent quatre-vingt-trois (P. 183) et avec les bâtisses dessus érigées, ainsi que la machinerie et le roulant faisant partie d'une fromagerie qui était exploitée par les faillis."

Cette vente est faite en vertu de l'article 20 de la Loi de Faillite et en vertu d'un jugement de cette Cour en date du dix-septième jour de juin, 1925; cette vente aura l'effet du décret.

Daté à Montréal, ce 20ième jour de juin, 1925.

Le syndic.

J.-PAUL VERMETTE.

Chambre 520, Immeuble "Power",

83 Craig Ouest,

Montréal, Qué.

3111-26-2

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska. Cour Supérieure, district de Montréal, en faillite, No 1. Dans l'affaire de Albert Clair, failli, marchand, Saint-Cyrille-de-Wendover, ayant son domicile à Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un terrain ou emplacement sis et situé au Village de Saint-Cyrille-de-Wendover, mesurant soixante-dix pieds de largeur sur cent quarante-huit pieds de profondeur, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du Comté de Drummond, pour le Canton de Simpson, comme étant la partie Nord-Ouest du lot numéro un-cinq et le coin Nord-Est de la partie Nord-Ouest du lot numéro un-quatre (Pties 1-5 et 1-4) du cinquième Rang—avec bâtisses y érigées, lequel terrain est compris dans les limites suivantes: en front la route entre Wendover et Simpson, en arrière le

except the part of that lot sold to Adélarde Monette; said property bounded as follows: to the north and east by part of same lot belonging to S. Francis or representatives, to the southwest by the railroad and to the west by the concession line between the second and third ranges.

This item to be sold to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P. and also to article 20, paragraph 4, a, b, c, of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. E. COUTURE,

Trustee.

Office: 193 Main Street.

Hull, this 22nd of June, 1925. 3102-26-2

Province of Quebec, District of Montreal. No. 63, Superior Court (Sitting in Bankruptcy.) *In re: Greco Canadian Cheese Manufacturing Company*, of the parish of Saint Hermas, district of Terrebonne, bankrupt, and J. Paul Vermette, of the city and district of Montreal, trustee.

Notice is hereby given that the undersigned will sell the immovables hereunder mentioned, at the door of the parochial church of the parish of Saint Hermas, in the district of Terrebonne, the TWENTY-EIGHTH day of the month of JULY, 1925, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time), to the highest and last bidder, to wit:

An emplacement situate in the parish of Saint Hermas, in the Range of Saint Hyacinthe, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish as being part of lot No one hundred and eighty-three (Pt. No. 183)—and with the buildings thereon erected and machinery and rolling stock being part of a cheese factory worked by the bankrupt.

This sale is made pursuant to article 20 of the Bankruptcy Act, and in virtue of a judgment of this Court, dated the seventeenth day of June, 1925; this sale will have the effect of a sheriff's sale.

Dated at Montreal, this twentieth day of June, 1925.

J. PAUL VERMETTE,

Trustee.

Room 520, Power Building,

83 Craig West,

Montreal, Quebec.

3112-26-2

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska. Superior Court, District of Montreal, in Bankruptcy, No. 1. In the matter of Albert Clair, Bankrupt, merchant, of Saint Cyrille de Wendover, and domiciled at Montreal. Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

A lot of land or emplacement lying and situate in the village of Saint Cyrille de Wendover, measuring seventy feet in width by one hundred and forty-eight feet in depth, more or less, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the county of Drummond, for the township of Simpson, as being the northwest part of lot number one-five and the northeast corner of the northwest part of lot number one-four (Pts. 1-5 and 1-4) of the fifth Range—with the buildings thereon erected, which lot of land is contained within the following limits: in front, the by-road between Wendover and Simp-

terrain de Alphonse Saint-Onge, d'un côté au Nord-Est, la rue Saint-David et de l'autre côté au Sud-Ouest le terrain de Albert Allard, avec en outre un chemin mitoyen suivant acte enregistré à Drummond, sous le No 57,815.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, district de Montréal, en matière de faillite, portant le No 1 des dossiers de la dite Cour, suivant les dispositions de la loi de faillite, article 20, par. 4., et seq., ayant effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille-de-Wendover, Comté de Drummond, district d'Arthabaska, MERCREDI, le VINGT-NEUVIEME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent vingt-cinq, à DEUX heures de l'après-midi, (heure solaire).

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
VINCENT LAMARRE.

83 rue Craig Ouest, Montréal.
Montréal, 23 juin 1925.

3121-26-2

son, in rear, the land of Alphonse Saint-Onge, on one side to the northeast Saint David Street, and on the other side to the southwest, the land of Albert Allard, together with a common road, as per deed registered at Drummond, under No. 57815.

Will be sold under a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, bearing No. 1 of the Records of said Court, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4 & Seq., having the effect of a sheriff's sale, at the door of the parish church of Saint Cyrille de Wendover, county of Drummond, district of Arthabaska, on WEDNESDAY, the TWENTY NINTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and twenty five, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

Terms of payment: 20% cash, the balance within three days.

For particulars and lists of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,
Trustee.

Office: 83 Craig West, Montreal.
Montreal, June 23, 1925.

3122-26-2

Vente par licitation

Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 494.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Sweetsburg, dans le district de Bedford, le 15 juin 1925, dans une cause dans laquelle Carl-H. Welch, bourgeois, de la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, et Alberta Welch, du même lieu, épouse séparée de biens de Walter-E. Colburn, pharmacien, de la dite ville de Waterloo, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, sont demandeurs; et Nora-Jennie Welch, du canton de Brome, dit district, est défenderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: Certains terrains sis et situés dans ledit canton de Brome, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre dudit canton de Brome, comme étant les lots de terre numéros neuf cent vingt-deux (922), neuf cent vingt-trois (923), mille quatre-vingt-neuf (1089) et mille quatre-vingt-dix (1090), contenant environ trois cent trente-neuf acres de terre en superficie, plus ou moins, (sauf et excepté cette partie du lot en premier lieu mentionné servant de chemin)—avec les bâtisses dessus construites.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, en bloc, comme formant une seule ferme, le ONZE SEPTEMBRE 1925, à DIX heures de l'avant-midi, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Sweetsburg, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut

Sale by licitation

Province of Quebec, District of Bedford, In the Superior Court, No. 494.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sweetsburg, in the district of Bedford, the 15th of June 1925, in a cause wherein Carl H. Welch, of the town of Waterloo, in the District of Bedford, yeoman, and Alberta Welch, of the same place, wife separate as to property of Walter E. Colburn, of the said town of Waterloo, druggist, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein, are plaintiffs; and Nora Jennie Welch, of the township of Brome, in said district, is defendant, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit: Certain pieces of land lying in the said township of Brome, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said township of Brome as being lots numbers nine hundred and twenty-two (922), nine hundred and twenty-three (923), ten hundred and eighty-nine (1089) and ten hundred and ninety (1090), containing about three hundred and thirty-nine acres of land in superficies, more or less (save and except that part from said first mentioned lot used as a road)—with the buildings thereon erected and made;

The immovable above described will be put up to auction and adjudged to highest and last bidder, *en bloc*, as forming one farm only, on the ELEVENTH SEPTEMBER, 1925, at TEN of the clock in the forenoon, sitting the Court, in the Court room at the Court House, at Sweetsburg, in the District of Bedford, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of said Court, and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the said sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after

par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Sweetsburg, ce 26 juin, 1925.

Le procureur des demandeurs,
3201-27-2 ROMULUS CLOUTIER.

the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Sweetsburg, June 26th, 1925.

ROMULUS CLOUTIER,
3202-27-2 Attorney for plaintiffs.

Ventes pour taxes municipales

CITE DE SAINT-LAMBERT

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues par encan public, dans la chambre du Conseil, à l'Hôtel de Ville, Saint-Lambert, JEUDI, le VINGT ET UNIEME jour de JUILLET 1925, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes mentionnées, savoir: Taxes municipales, taxes spéciales, cotisations spéciales, taxes scolaires et intérêts, avec frais, à moins qu'ils ne soient payés avant la vente.

Sales for municipal taxes

CITY OF SAINT LAMBERT

Public notice is hereby given that the properties hereunder described will be sold by public auction, in the Council Room of the City Hall, Saint Lambert, on THURSDAY, the TWENTY-FIRST day of JULY 1925, at TEN o'clock in the forenoon, in default of the payment of the Taxes as mentioned, viz: Municipal Tax, Special Tax, Special Assessment, School Tax and Interest with costs, unless paid before the sale.

Noms Name	No du cadastre Cadastral No.	Taxes municipales Municipal tax	Taxes spéciales Special tax	Cotisations spéciales Special assessment	Taxes scolaires School tax	Intérêt Interest
Georges Beaudoin.....	161-1337.....	\$23.70	\$19.12		\$13.34	\$11.17
E. Brossard.....	162-1811 1812 1813.....	61.96	48.95	99.79	91.48	31.74
H.-T. Bishop.....	161-1224.....	29.23	29.76	61.73	13.71	6.47
George Bennett.....	162-1555 1556 1557 1558 1559.....	115.56	93.44	87.15	164.13	36.82
W.-M. Couper.....	162-1020 1021.....	38.15	35.47	96.50	13.39	8.48
C.-H. Darley.....	259-268.....	27.37	25.03	123.08	36.19	13.09
D. Fraser.....	263-320 264-586 264-587.....	43.00	36.06		35.62	37.49
A. Gohier.....	259-41.....	54.67	50.05	87.55	63.91	26.01
C.-A. Jacques.....	259-20 24.....			385.20		97.96
G.-A. Lafontaine.....	162-1741 1742 1743 1744 1745 1083 1084 1085 1086 1087.....	26.16	23.93		81.37	10.04
C.-W. Lindberg.....	162-960.....	24.68	17.65		14.46	9.78
J.-H. Mercile.....	162-1 2 3 4 1/2-104 109 110.....	552.84	542.76	662.71	513.66	191.40
Mde-Mrs L. White.....	161-1421.....	7.11	3.68	10.36	17.89	2.92

Donné à Saint-Lambert, ce neuvième jour de juin, 1925.

2877-27-2

Le secrétaire-trésorier,

JAMES-R. BEATTY. 2878-27-2

Given at Saint Lambert, this ninth day of June, 1925.

JAMES R. BEATTY,

Secretary-Treasurer.

PROVINCE DE QUÉBEC.

CITE DE LONGUEUIL.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, J.-Arthur L'Heureux, secrétaire-trésorier de la cité de Longueuil, que les immeubles ci-après désignés, situés dans la cité de Longueuil, seront, par ordre de la commission scolaire catholique, vendus à l'enchère publique, dans la chambre du conseil, à l'hôtel de ville de la cité de Longueuil, JEUDI, le TRENTIEME jour du mois de JUILLET prochain, (1925), à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes dues sur iceux à la commission scolaire catholique susdite, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

CITY OF LONGUEUIL.

Public notice is hereby given by the undersigned, J. Arthur L'Heureux, secretary-treasurer of the city of Longueuil, that by order of the Catholic School Commission, the following immovable properties, situated in the city of Longueuil, will be sold by public auction, in the Council Chamber, at the City Hall of Longueuil, on THURSDAY, the THIRTIETH day of JULY, (1925), at TEN o'clock in the forenoon, for the taxes due to the said city of Longueuil, Catholic School Commission, unless the same are paid to me, with costs, before the day of sale.

Noms des propriétaires — Names of Owners	No du cadastre — Cadastral No.	Taxes scolaires — School taxes
Adrien Messier, Chs-Ed. Messier, Aline Messier, épouse de—wife of G. Gendron, Marguerite Messier.....	1-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.....	\$ 770.00
Les mêmes — The same	1-206.....	5.65
	Un emplacement contenant cinquante pieds de largeur par 200 de profondeur, mesure anglaise, et composé de la partie sud-est, non subdivisée, de chacun des quatre lots numéros 9, 10, 11 et 12 de la subdivision officielle du lot originaire un: borné en front, au sud-ouest, par l'avenue Prince de Galles, numéro officiel 1-59-A; en arrière, au nord-est, par la ligne limitative de la paroisse de Longueuil; du côté nord-ouest par les lots de resubdivision des parties resubdivisées des lots Nos 1-9, 10, 11, 12 et du côté sud-est par le lot No officiel 1-13.—An emplacement containing fifty feet in width by 200 in depth, English measure, and composed of the undivided southeast part of each of the four lots numbers 9, 10, 11 and 12 of the official subdivision of original lot one: bounded in front, to the southwest, by Prince of Wales Avenue, official No. 1-59-A; in rear, to the northeast, by the boundary line of the parish of Longueuil; on the northwest side by the resubdivision lots of the resubdivided parts of lots Nos. 1-9, 10, 11, 12 and on the southeast by the official lot No. 1-13.	15.00
" " " "	1-13.....	24.40
" " " "	1-14.....	24.40
" " " "	1-15.....	24.40
" " " "	1-16.....	24.40
" " " "	1-17.....	24.40
" " " "	1-18.....	24.40
" " " "	1-19.....	24.40
" " " "	1-20.....	24.40
" " " "	1-21.....	24.40
" " " "	1-22.....	24.40
" " " "	1-23.....	24.40
" " " "	1-24.....	24.40
" " " "	1-25.....	24.40
" " " "	1-26.....	24.40
" " " "	1-27.....	22.40
" " " "	1-28.....	21.80
Parent, G.-W.....	199-128.....	45.00
" " " "	199-129.....	9.40
" " " "	199-130.....	9.40
" " " "	198-9.....	40.90
" " " "	198-10.....	40.90
" " " "	198-11.....	44.50
" " " "	198-12.....	44.50
" " " "	198-13.....	52.25
Donnelly, Rudolph-Patrick.....	1-82.....	12.70
" " " "	1-83.....	12.70
" " " "	1-84.....	12.70
" " " "	1-85.....	12.70
" " " "	1-86.....	12.70
" " " "	1-87.....	12.70
Babinsky Georges.....	348-216-2.....	6.70
" " " "	348-216-1.....	6.70
" " " "	348-215-2.....	6.70
" " " "	348-215-1.....	6.70
Sullivan, James.....	348-517.....	35.80
" " " "	348-516.....	35.80
" " " "	348-515.....	35.80
Adrien, Armand & Aldina Gagnon.....	343-3.....	15.30
" " " "	343-4.....	15.30
" " " "	343-5.....	15.30
Dufresne, Edgard.....	343-13.....	14.50
Hanley, Thomas.....	1-187.....	38.60
" " " "	1-188.....	38.60
Crane, Limited.....	348-658-2.....	4.20

cadastre officiel du village d'Arthabaskaville, maintenant la ville d'Arthabaska.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Arthabaska, le CINQUIÈME jour d'AOUT prochain, (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 27 juin 1925.

[Première publication, 4 juillet 1925]
3237—27-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } EUSEBE CROTEAU,
No 114. } demandeur; vs
EDOUARD CLERC, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les trois arpents sud-ouest du lot No 825 du cadastre officiel du canton de Warwick, sur la profondeur du lot; bornés des deux bouts aux cordons des rangs, du côté nord-est par Joseph Rondeau et du côté sud-ouest, par Nestor Raiche—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Séraphine, le CINQUIÈME jour d'AOUT prochain (1925), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 29 juin 1925.

[Première publication, 4 juillet 1925]
3239—27-2

being a part of lot No. 256 of the official plan and book of reference for the village of Arthabaskaville, now the town of Arthabaska.

To be sold at my office, in the Court House, at Arthabaska, on the FIFTH day of AUGUST next, (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office.

Arthabaska, 27th June, 1925.

[First publication, 4th July, 1925]
3238—27-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } EUSEBE CROTEAU,
No. 114. } plaintiff; vs
EDOUARD CLERC, defendant.

As belonging to said defendant:

The southwest three arpents of the lot No. 825 of the official plan and book of reference for the township of Warwick, upon the depth of the lot; bounded at both ends by the concessions lines, on the northeast side by Joseph Rondeau, and on the southwest side by Nestor Raiche—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Séraphine, on the FIFTH day of AUGUST next, (1925), at ONE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office.

Arthabaska, 29th June, 1925.

[First publication, 4th July, 1925]
3240—27-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } HENRI RENAULT, de-
No 8666. } mandeur; contre EXE-
MIRE DAIGLE ET AL, défendeurs.

Comme appartenant à J.-B. Cadrin, in trust.

Un terrain situé à Beauceville, étant partie du lot No cent soixante-cinq (165), du cadastre de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce, contenant un arpent et quart de profondeur, du sud-ouest au nord-ouest sur la largeur du lot cent soixante-cinq (165), soit trois (3) arpents, plus ou moins, de front du sud-est au nord-ouest; tenant en front au sud-ouest au terrain du Québec Central, et en profondeur au nord-est, à Philias Veilleux, d'un côté au nord-ouest, partie au Québec Central, et partie aux représentants de la succession A.-R.-C. de Léry, et l'autre côté au sud-est aux Dames Religieuses de Jésus-Marie, représentant Fortunat Fortin; avec en plus, un droit de passage de trente-six pieds (36) de largeur, sur le dit lot cent soixante-cinq (165), pour aller et revenir du détournement de la route provinciale Lévis-Jackman—avec hangar et dépendances, servitudes actives et passives, et droits d'aqueduc, suivant les titres de J.-B. Cadrin, in trust, sous réserve à distraire la manufacture, la bâtisse et les machineries appartenant au représentant de Jos. Tanguay, construites sur le dit immeuble, et qui y sont placées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François, le QUATRIÈME jour

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } HENRI RENAULT, plaint-
No. 8666. } iff; against EXEMIRE
DAIGLE ET AL, defendants.

As belonging to J. B. Cadrin, in trust.

A lot of land situate at Beauceville, being part of lot number one hundred and sixty-five (165) of the cadastre of the parish of Saint François, county of Beauce, containing one arpent and a quarter in depth, from the southwest to the northwest, by the width of lot one hundred and sixty-five (165), namely: three (3) arpents, more or less, in front, from the southeast to the northwest; bounded in front to the southwest by the land of the Quebec Central, in rear to the northeast by Philias Veilleux, on one side to the northwest partly by the Quebec Central and partly by the representatives of the Estate A. R. C. de Léry, and on the other side to the southeast by the Dames Religieuses de Jésus Marie, representing Fortunat Fortin, together with a right of passage of thirty-six (36) feet in width, on said lot one hundred and sixty-five (165) to go to and from the deviation of the Lévis Jackman Provincial highway—with a shed and dependencies thereon, the active and passive servitudes and rights to the water-works, according to the titles of J. B. Cadrin in trust, with the reservation and to be deducted, the factory, the building and machinery belonging to the representatives of Jos. Tanguay, erected upon the said immovables and placed therein.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint-François, the FOURTH day

d'AOUT prochain, 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT,
Saint-Joseph-de-Beauce, 29 juin, 1925.
[Première publication, le 4 juillet, 1925]
3223—27-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir: } JOSEPH GILBERT, de-
No 8704. } mandeur; contre SI-
MEON ROY, fils Joseph, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-François, comté de Beauce, de trois arpents de large sur la profondeur du rang; bornée d'un côté à Romain Daigle, et de l'autre à Herménégilde Morin, étant le lot numéro 905 et partie numéro 906 du cadastre de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT,
Saint-Joseph, Beauce, 8 juin 1925. 2887—24-2
[Première publication, le 13 juin 1925]

of AUGUST next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, June 29, 1925.
[First publication, July 4, 1925]
3224—27-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit: } JOSEPH GILBERT, plain-
No. 7804. } tiff; against SIMEON
ROY, son of Joseph, defendant.

A farm situate in the parish of Saint François, county of Beauce, of three arpents in width by the depth of range; bounded on one side by Romain Daigle, and on the other by Hermenegilde Morin, being the lot number 905 and part of number 906 of the cadastre of the parish of Saint François, county of Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint François, the FOURTEENTH day of JULY (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, June 8, 1925. 2888—24-2
[First publication, June 13, 1925]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.
Canada, }
Province de Québec, } GEORGE-A. MOR-
No 413. } RISON, commer-
cant, du village de
Sutton, district de Bedford, demandeur; vs
JAMES-A. GARLAND, du canton de Dunham,
en le dit district, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les lots numéros cent quatre-vingt-six (186) et cent quatre-vingt-dix-neuf (199) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Dunham, dans le comté de Missisquoi, et décrits comme suit:

Premièrement:—Le lot 186, de forme irrégulière, formant partie du lot numéro trois, du second rang de l'arpentage primitif dudit canton; borné au nord par le numéro 179, à l'est par le numéro 182, au sud par un chemin public, et à l'ouest par la ligne de division entre le second et le troisième rang, contenant quatre-vingt-dix-sept acres, et soixante-sept centièmes (97.67);

Secondement:—Le lot 199, de forme irrégulière, formant partie de la moitié est du lot numéro trois, dans le troisième rang de l'arpentage primitif dudit canton; borné au nord par le numéro 202, à l'est par la ligne de division entre le second et le troisième rang, au sud par un chemin public et à l'ouest par le numéro 200, contenant trente-cinq acres et quatre-vingt-cinq centièmes (35.85).

Pour être vendus en bloc comme une seule ferme, avec toutes les bâtisses sus-érigées, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Croix-de-Dunham, dans le village de Dunham, dit district, le QUINZIEME jour de JUILLET 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-B. JAMESON,
Sweetsburg, Qué., 6 juin 1925. 2889—24-2
[Première publication, le 13 juin 1925]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.
Canada, }
Province of Québec, } GEORGE A. MOR-
No. 413. } RISON, trader, of
the Village of Sutton,
district of Bedford, plaintiff; vs JAMES A.
GARLAND, of the Township of Dunham, in
said District, defendant.

As belonging to defendant:

Lots numbers one hundred and eighty six (186) and one hundred and ninety nine (199), of the official plan and book of reference of the Township of Dunham, in the county of Missisquoi, and described as follows:

1st:—Lot 186, of irregular figure, forming part of lot number three, of the second range of the primitive survey of the said Township; bounded on the north by number 179, on the east by number 182, on the south by a public road, and on the west by the line of division between the 2nd and 3rd ranges, containing ninety seven acres and sixty seven hundredths, (97.67);

2nd:—Lot 199, of irregular figure, forming part of the east half of lot number three, in the 3rd range of the primitive survey of the said Township; bounded on the north by number 202, on the east by the line of division between the 2nd and 3rd ranges, on the south by a public road, and on the west by number 200, containing thirty five acres and eighty five hundredths, (35.85).

To be sold *en bloc* as one farm, with all the buildings thereon erected, at the parochial church door of the Parish of Sainte Croix de Dunham, in the Village of Dunham, said District, on the FIFTEENTH day of JULY 1925, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., June 6, 1925. 2890—24-2
[First publication, June 13, 1925]

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 7931. } **PERCY BORBRIDGE**, de la
 cité d'Ottawa, province d'Ontario, marchand, faisant affaires seul, sous les nom et raison sociale de S. & H. Borbridge, demandeur; vs **ALEXANDRE LAURIAULT**, et **JOSEPH LAURIAULT**, tous deux du village de Gracefield, district de Hull, défendeurs.

Tout ce lot de terre connu au livre de renvoi et au plan officiels du Canton de Northfield comme le numéro 26 du Rang B — avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de Gracefield, le SEPT d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Le Shérif,
 Bureau du Shérif, I. SAINT-PIERRE.
 Hull, 25 juin, 1925.
 [Première publication, le 4 juillet, 1925]
 3225—27-2

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 7097. } **ARTHUR LAJOIE**, machiniste, de la ville d'Aylmer, dans le district de Hull, demandeur; vs **DAME JEAN-BAPTISTE ROQUEBRUNE**, du même lieu, défenderesse.

Ce lot de terre connu et désigné dans le plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Aylmer comme partie Est du lot numéro 1779—avec en outre un droit de passage sur le terrain situé entre la partie Est du lot et la partie Ouest du lot occupé par Monsieur Moïse Roquebrune, suivant un acte passé le dix-sept août 1914, devant le notaire G.-L. Dumouchel, et les bâtisses construites sur la partie est du dit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église Saint-Paul-d'Aylmer, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,
 Bureau du shérif, I. SAINT-PIERRE.
 Hull, 25 juin 1925. 3227—27-2
 [Première publication, le 4 juillet 1925]

HULL

Superior Court.—District of Hull.

No. 7931. } **PERCY BORBRIDGE**, of the
 City of Ottawa, province of Ontario, merchant, carrying on business alone, under the firm name and style of S. & H. Borbridge, plaintiff; vs **ALEXANDRE LAURIAULT**, and **JOSEPH LAURIAULT**, both of the village of Gracefield, district of Hull, defendants.

All that certain lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Northfield, as being number 28 of Range B—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of Gracefield, the SEVENTH of AUGUST next, at ONE o'clock in the afternoon. (Standard Time).

I. SAINT-PIERRE,
 Sheriff's office, Sheriff.
 Hull, June 25, 1925.
 [First publication, July 4, 1925]
 3226—27-2

Superior Court.—District of Hull.

No. 7097. } **ARTHUR LAJOIE**, machinist, of the town of Aylmer, in the district of Hull, plaintiff; vs **DAME JEAN BAPTISTE ROQUEBRUNE**, of the same place, defendant.

That certain lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the town of Aylmer, as being the east part of lot number 1779—together with a right of passage on the lot of land situate between the east and west part of the lot occupied by Mr. Moïse Roquebrune, according to a deed passed the seventeenth of August, 1924, before G. L. Dumouchel, notary, and the buildings erected on the east part of said lot.

To be sold at the door of the church of Saint Paul d'Aylmer, the TENTH day of AUGUST next, at ONE o'clock in the forenoon. (Standard Time).

I. SAINT-PIERRE,
 Sheriff's office, Sheriff.
 Hull, June 25, 1925. 3228—27-2
 [First publication, July 4, 1925]

MONTMAGNY

Cour Supérieure de Beauce.

Montmagny, à savoir: } **PHILIPPE GRON-**
 No 8696. } **DIN**, rentier, du village de Saint-Joseph-de-Beauce, demandeur; contre **DAME ARTHEMISE ROBERT**, **CARON**, épouse de Pacifique Breault, tous deux de Barnston, et ce dernier mis en cause pour assister son épouse, défenderesse.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro seize (16) au cadastre officiel pour le quatrième (4) rang du canton Bellechasse—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Saint-Camille-de-Bellechasse, MERCREDI, le

MONTMAGNY

Superior Court of Beauce.

Montmagny, to wit: } **PHILIPPE GRON-**
 No. 8696. } **DIN**, annuitant, of the village of Saint Joseph de Beauce, plaintiff; against **DAME ARTHEMISE ROBERT**, **CARON**, wife of Pacifique Breault, both of Barnston, and the latter a party hereto to authorize his wife, defendant.

A lot of land known and designated under number sixteen (16) of the official cadastre for the fourth range (4) of the township of Bellechasse—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Camille de Bellechasse, on WED-

CINQUIEME jour du mois d'AOUT prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Montmagny, 29 juin 1925.
[Première publication, le 4 juillet 1925]

Le shérif,
J.-C. LISLOIS,
3229-27-2

NESDAY, the FIFTH day of the month of AUGUST next, (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Montmagny, June 29, 1925.
[First publication, July 4, 1925]

J. C. LISLOIS,

Sheriff.

3230-27-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) CYRILLE LORTIE ET
No 5064.) AL, demandeurs; contre JOSEPH LATOUR ET AL, défendeurs; et STANDARD BRICK CO., LTD., corps politique et incorporé de Montréal, dit district, mis-en-cause.

Comme appartenant à ladite Standard Brick Co., Ltd.

Un lot de terre situé en la ville Mont-Royal, en dessous le numéro six cent vingt-trois, subdivision numéro 2334, de la paroisse de Saint-Laurent; borné au sud-est par le lot numéro 623, subdivision 2335, un chemin; vers le nord-ouest par le lot 623-2274, une ruelle; vers l'est par la paroisse de Montréal; vers le sud-ouest par le lot 623-2333, une ruelle; mesurant quatre-vingt-dix-neuf pieds et deux dixièmes dans la ligne sud-est; trois cent quatorze pieds et cinq dixièmes dans la ligne nord-ouest; deux cent quarante pieds dans la ligne est et contenant en superficie vingt et un mille sept cent dix-neuf pieds, mesure anglaise—avec bâtisse sus-érigée.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 30 juin 1925.
[Première publication, 4 juillet 1925]

3245-27-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) DAME YVONNE
No 159.) SAINT-CHARLES, épouse contractuellement séparée de biens de Almanzor Bisson, barbier, tous deux des cité et district de Montréal, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, demanderesse; contre BENEDETTA DIMICA, épouse séparée de biens de Giovanni Iavendetti, ce dernier de lieux inconnus, ladite BENEDETTA DIMICA étant actuellement domiciliée en les cité et district de Montréal, duement autorisée à ester en justice par jugement de cette cour, défenderesse.

Un certain emplacement ayant front sur la rue Chambord, en la cité de Montréal, connu et désigné sous les numéros trois cent quarante-cinq, trois cent quarante-six, trois cent quarante-sept et trois cent quarante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-cinq (No 485-345, 346, 347 et 348) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) CYRILLE LORTIE ET AL,
No. 5064.) plaintiffs; against JOSEPH LATOUR ET AL, defendants; and STANDARD BRICK CO., LTD., a body politic and corporate of Montreal, said district, mis-en-cause.

As belonging to the said Standard Brick Co., Ltd.

A lot of land situate in the town of Mount Royal, known under number six hundred and twenty three, subdivision number 2334, of the parish of Saint Laurent; bounded to the southeast by lot number 623, subdivision 2335, a road; to the northwest by lot 623-2274, a lane; to the east by the parish of Montreal; to the southwest by lot 623-2333, a lane; measuring ninety nine feet and two tenths of a foot in the southeast line, three hundred and fourteen feet and five tenths of a foot, in the northwest line; two hundred and forty feet in the east line and containing in superficies twenty one thousand seven hundred and nineteen feet, English measure—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, June 30, 1925.
[First publication, 4th July, 1925]

3246-27-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) DAME YVONNE
No. 159.) SAINT CHARLES, wife contractually separated as to property of Almanzor Bisson, barber, both of the city and district of Montreal, and the latter a party hereto to authorize his said wife for the purposes hereof, plaintiff; against BENEDETTA DIMICA, wife separated as to property of Giovanni Iavendetti, the latter of parts unknown, the said Benedetta Dimica being actually domiciled in the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice by judgment of this Court, defendant.

That certain emplacement fronting on Chambord Street, in the city of Montreal, known and designated under numbers three hundred and forty five, three hundred and forty six, three hundred and forty seven and three hundred and forty eight of the official subdivision of original lot number four hundred and eighty five (No. 485-345, 346, 347 and 348) of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 30 juin 1925.
[Première publication, 4 juillet, 1925]
3247—27-2

the SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, June 30, 1925.
[First publication, July 4, 1925]
3248—27-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } **Ex Parte: LA COMMU-**
No 451. } **NAUTE des SOEURS**
de la CHARITE de l'HOPITAL GENERAL de
Montréal, communément appelée SOEURS GRI-
SES, corporation légalement constituée ayant son
principal établissement en les cité et district de
Montréal, requérante.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Grosvenor, dans la cité de Westmount, étant la moitié nord-ouest de la subdivision No 105 du lot portant le numéro 219 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal (N. O. $\frac{1}{2}$ du lot 219-105), contenant 25 pieds de largeur par 111 pieds de profondeur et une superficie de 2775 pieds, mesure anglaise, et borné en front au nord-est par l'avenue Grosvenor, en arrière, par les subdivisions Nos 112 et 113 du dit lot No 219 (219-112 et 113); du côté sud-est par le résidu de la dite subdivision No 105 du dit lot No 219 (219-105), et du côté nord-ouest par la subdivision 106 du dit lot No 219 (219-106)—avec bâtisses en pierres et briques dessus érigées et portant le No civique 534 de l'avenue Grosvenor, dans la cité de Westmount.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le 30ième jour de mai, 1925.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 9 juin, 1925.
[Première publication, le 13 juin, 1925]
2891—24-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL**
No 609. } **LIGHT, HEAT &**
POWER CONSOLIDATED, corps politique et
constitué en corporation, ayant son principal
bureau et sa principale place d'affaires dans les
cité et district de Montréal, demandeur; vs
DOMINION PROPERTIES, LTD., corps poli-
tique et constitué en corporation, des cité et
district de Montréal, défendeur.

Les lots de terre situés à la ville de Saint-Michel ayant front sur le Boulevard Pie IX, portant les numéros trois cent cinquante-cinq, trois cent cinquante-six, trois cent cinquante-sept, trois cent cinquante-huit et trois cent cinquante-neuf (355, 356, 357, 358 et 359) de la subdivision du lot originaire numéro trois cent soixante-six (366), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif
Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, le 9 juin, 1925. 2893—24-2
[Première publication, le 13 juin, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } **Ex Parte: La COMMU-**
No. 451. } **NAUTE des SOEURS**
de la CHARITE de l'HOPITAL GENERAL de
Montréal, commonly called: "SOEURS GRI-
SES", a body politic and corporate having its
chief place of business in the city and district of
Montréal, petitioner.

An emplacement fronting on Grosvenor Avenue, in the city of Westmount, being the north-west half of the subdivision No. 105 of the lot bearing the number 219 of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, (N. W. $\frac{1}{2}$ of lot 219-105), containing 25 feet in width by 111 in depth and a superficies of 2775 feet, English measure, and bounded in front to the northeast by Grosvenor Avenue, in rear by the subdivisions Nos. 112 and 113 of said lot No. 219 (219-112 and 113); on the southeast side by the residue of the said subdivision No. 105 of said lot No. 219 (219-105), and on the northwest side by the subdivision 106 of said lot No. 219 (219-106)—with the stone and brick buildings thereon erected and bearing civic No. 534 of Grosvenor Avenue, in the city of Westmount.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,000.00 will be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, under a judgment of the Honourable Justice Coderre, dated the 30th. day of May, 1925.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, June 9, 1925.
[First publication, June 13, 1925]
2892—24-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LIGHT**
No. 609. } **HEAT & POWER CON-**
SOLIDATED, a body politic and corporate
having its head office and its chief place of
business in city and district of Montreal, plaintiff; vs **DOMINION PROPERTIES, LTD.**, a
body politic and corporate, of the city and district of Montreal, defendant.

The lots of land situated in the town of Saint Michel, fronting on Pie IX Boulevard, bearing numbers three hundred and fifty five, three hundred and fifty six, three hundred and fifty seven, three hundred and fifty eight and three hundred and fifty nine (355, 356, 357, 358 and 359), of the subdivision of original lot number three hundred and sixty six (366), on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, June, 9, 1925. 2894—24-2
[First publication, June 13, 1925]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } NOEL BROSSEAU,
District de Nicolet, } demandeur; vs
No 245. } HENRI LAMPRON,
défendeur.

Une terre située à Saint-Samuel-de-Horton, sur le quinzième rang de l'augmentation d'Acton, de la contenance de quatre arpents de largeur sur une profondeur moyenne de quinze arpents; tenant à un bout à la rivière Nicolet, de l'autre bout à Jules Beaudoin, du côté nord-est à Calixte Champagne, et du côté sud-ouest à Henri Lacharité, et faisant partie du lot numéro cent neuf (ptie 109) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de Saint-Léonard-d'Acton—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Samuel-de-Horton, comté de Nicolet, le CINQUIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent vingt-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. L.-P.-H. BOURK.
Nicolet, le 30 juin 1925.
[Première publication, 4 juillet 1925]
3269—27-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } NOEL BROSSEAU,
District of Nicolet, } plaintiff; vs HEN-
No. 245. } RI LAMPRON, de-
fendant.

A farm situate at Saint Samuel de Horton, in the fifteenth range of the Gore of Acton, containing four arpents in width by a mean depth of fifteen arpents bounded at one end by the Nicolet river, at the other end by Jules Beaudoin, on the northeast side by Calixte Champagne, and the southwest side by Henri Lacharité, and forming part of lot number one hundred and nine (Pt. 109) of the official cadastre of the county of Nicolet for the parish of Saint Léonard d'Acton—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of Saint Samuel de Horton, county of Nicolet, the FIFTH day of the month of AUGUST, one thousand and nine hundred and twenty five, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. P. H. BOURK,
Nicolet, June 30, 1925. Sheriff.
[First publication, July 4, 1925]
3270—27-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LA CIE JOS. LEFRAN-
No 2415. } COIS, Limitée, corps po-
litique et incorporé ayant son bureau-chef et sa
principale place d'affaires à Québec; contre les
HERITIERS DE FEU CASIMIR SIMARD,
en son vivant, de Québec, machiniste-forgeron, à
savoir:

Les subdivisions Nos 183 et 184 (cent quatre vingt-trois et cent quatre-vingt-quatre) du lot No 508 (cinq cent huit) du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant des lots de terrain situés au coin de la 3ième Avenue et de la 9ième Rue—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 30 juin, 1925.
[Première publication, le 4 juillet, 1925]
3241—27-2

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC;
No 1374. } contre JOSEPH-BER-
NARD PETERS et ALBERT-TH. PETERS,
tous deux de la cité de Québec, dans notre dis-
trict de Québec, et DAME CLARA-ELIZABETH
PETERS, veuve de Henry-J. Jeffrey, de la
cité de Montréal, dans le district de Montréal, et
DAME CHARLOTTE PETERS, épouse dū-
ment séparée de biens de Martial Chevalier, et
le dit MARTIAL CHEVALIER, mis en cause
pour autoriser sa dite épouse, et DAME ADE-

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } LA CIE JOS. LEFRAN-
No. 2415. } COIS, LIMITEE, a body
politic and corporate having its head-office and
chief place of business at Quebec; against THE
HEIRS OF THE LATE CASIMIR SIMARD,
in his lifetime of Quebec, machinist and black-
smith, to wit:

The subdivisions Nos. 183 and 184 (one hundred and eighty three and one hundred and eighty four) of lot No. 508 (five hundred and eight) of the official cadastre for Saint Roch North, now Jacques Cartier Ward, of the city of Quebec, being the lots of land situated at the corner of 3rd Avenue and of the 9th Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, June 30, 1925.
[First publication, July 4, 1925]
3242—27-2

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 1374. } against JOSEPH-BER-
NARD PETERS and ALBERT TH. PETERS,
both of the city of Quebec, in our district of
Quebec, and DAME CLARA ELIZABETH
PETERS, widow of Henry Jeffrey, of the city of
Montreal, in the district of Montreal, and DAME
CHARLOTTE PETERS, wife duly separate as
to property of Martial Chevalier, and the said
MARTIAL CHEVALIER, a party hereto to
authorize his said wife, and DAME ADELAIDE

LAIDE PETERS, épouse de John-M. Russell, et le dit JOHN-M. RUSSELL, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous de lieux inconnus.

1. Le lot No 733 (sept cent trente-trois) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Grant—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No 802 (huit cent deux) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue de la Reine; borné à l'est par la rue Grant et mesurant 17 pieds de largeur sur la dite rue, au sud-est, à l'ouest par la balance du dit lot No 802 et au nord par le No 733 sur une longueur de soixante-sept pieds—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 17 juin 1925. 2989—25-2
[Première publication, le 20 juin 1925]
[Deuxième publication, le 4 juillet 1925]

PETERS, wife of John M. Russell, and the said JOHN M. RUSSELL, both personally and to authorize his said wife, all of parts unknown.

1. The lot No. 733 (seven hundred and thirty three) of the official cadastre for Saint Roch Ward of the city of Quebec, being a lot of land situate on Grant Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of lot No. 802 (eight hundred and two) of the official cadastre for Saint Roch Ward of the city of Quebec, being a piece of land situate on Queen Street; bounded to the east by Grant Street and measuring 17 feet in width on said street to the southwest, to the west by the residue of said lot No. 802 and to the north by No. 733 for a length of sixty seven feet—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc*.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY-FOURTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Quebec, June 17, 1925. 2990—25-2
[First publication, June 20, 1925]
[Second publication, July 4, 1925]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } LUC BOILY, rentier,
District de Roberval, } UC de Chambord, de-
No 4684. } mandeur; vs MICHEL
FORTIN et CHARLES FORTIN, fils de Joseph,
de Saint-Cœur-de-Marie, défendeur, à savoir:

Les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros quarante et quarante et un (Nos 40 et 41), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Delisle—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cœur-de-Marie, (Delisle), MARDI, le QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, 1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. GEO. LEVESQUE.
Roberval, 30 juin 1925.
[Première publication, 4 juillet 1925]
3271—27-2

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Roberval.

Province de Québec, } ARTHUR GAU-
No 4285. } THIER, journalier,
de Val-Jalbert, demandeur; vs PHYDIME
MALTAIS, de Honfleur, défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro trente et un-B, (No 31-B), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du Canton Taillon, d'une superficie d'environ cinquante acres—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Monique (Honfleur), MARDI,

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, } LUC BOILY, annuit-
District of Roberval, } ant, of Chambord,
No. 4684. } plaintiff; vs MICHEL
FORTIN, AND CHARLES FORTIN, son of
Joseph, of Saint Cœur de Marie, defendants,
to wit:

The lots of land now known and designated under numbers forty and forty one (Nos. 40 and 41), on the official cadastral plan and book of reference for the fifth range of the township of Delisle—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Cœur de Marie, (Delisle), TUESDAY, the FOURTH day of AUGUST next, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE, Sheriff.
Roberval, June 30, 1925.
[First publication, July 4, 1925]
3272—27-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Roberval.

Province of Quebec, } ARTHUR GAU-
No. 4285. } THIER, laborer, of
Val Jalbert, plaintiff; vs PHYDIME MALTAIS,
of Honfleur, defendant, to wit:

The lot of land now known and designated under number thirty-one-B (No. 31-B), on the official cadastral plan and book of reference for the fifth range of the Township of Taillon, of a superficies of about fifty acres—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Monique (Honfleur), on TUES-

le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain (1925), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 4 juin 1925. 2895—24-2
[Première publication, le 13 juin 1925]

DAY, the FOURTEENTH day of JULY next (1925), at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, GEO. LEVESQUE, Sheriff.
Roberval, June 4, 1925. 2896—24-2
[First publication, June 13, 1925]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
No 223. } J. S. MITCHELL AND COM-

PANY, LIMITED, corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François; vs DENIS-STANISLAS CARON, de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

1. Le lot numéro quarante-huit, aux plan et livre de renvoi du cadastre de la ville de Coaticook.

Une partie du lot numéro quarante-neuf, aux plan et livre de renvoi du cadastre de la dite ville de Coaticook, étant une lisière de terre de quinze pieds de largeur le long du côté est du dit lot numéro quarante-neuf et sur toute sa longueur, sujet à un droit de passage à pied et en voiture, sur les dix pieds est de la dite lisière de quinze pieds du dit lot quarante-neuf, en faveur de la partie restante du dit lot numéro quarante-neuf et cette partie du lot numéro quarante-six aux plan et livre de renvoi dudit cadastre en arrière située et bornée à l'est par l'emplacement de la beurrerie de D.-S. Bachand, et le terrain de Léonide Lemieux, au sud par la résidence dudit Bachand, à l'ouest par le terrain de la succession E.-C. Drolet et du Dr Comptois et F.-E. Lovell (The Coaticook House Property), et au nord par le terrain de Félix Taupier, et les lots cadastraux quarante-huit et quarante-neuf susmentionnés;

2. Le lot numéro quarante-neuf, aux plan et livre de renvoi du cadastre de la dite ville de Coaticook; sauf et à distraire d'icelui une lisière de quinze pieds de largeur le long du côté est dudit lot numéro quarante-neuf et pour toute la longueur dudit lot, avec droit de passage à pied et en voiture sur les dix pieds est de la dite lisière de quinze pieds dudit lot quarante-neuf, en faveur de la partie restante dudit lot numéro quarante-neuf et du lot numéro quarante-huit aux dits plan et livre de renvoi, et de cette partie du lot numéro quarante-six, aux dits plan et livre de renvoi du même cadastre, qui se trouve à l'arrière et bornée à l'est par l'emplacement de la beurrerie de D.-S. Bachand et le terrain de Léonide Lemieux, au sud par l'emplacement de maison dudit Bachand, à l'ouest par le terrain de la succession et E.-C. Drolet et du Dr. A. Comptois et F.-E. Lovell (The Coaticook House Property), et au nord par le terrain de Félix Taupier et les lots cadastraux quarante-huit et quarante-neuf susmentionnés, et aussi sujet au droit de passage en commun qui peut exister sur le côté ouest du dit lot cadastral numéro quarante-neuf, lequel droit de passage est supposé être le lot du cadastre numéro cinquante.

3. La partie du lot numéro quarante-six desdits plan et livre de renvoi du cadastre de ladite ville de Coaticook, située en arrière des lots sus-décrits et bornée comme suit: à l'est par l'emplacement de la beurrerie de D.-S. Bachand et le terrain de

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 223 } J. S. MITCHELL AND COM-

PANY, LIMITED, a body corporate and politic, having its head office and principal place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis; against DENIS STANISLAS CARON, of the Town of Coaticook, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

1. Lot number forty eight, on the cadastral plan and book of reference of the Town of Coaticook.

Part of lot number forty nine, on the cadastral plan and book of reference of the said Town of Coaticook, being a strip fifteen feet wide along the Easterly side of said lot number forty nine and along the whole length thereof, subject to a right of way for men and teams over the Easterly ten feet of the said strip of fifteen feet of said lot forty nine, in favor of the remainder of said lot number forty-nine and that part of lot number forty six on said cadastral plan and book of reference in rear thereof and bounded on the East by the creamery lot of D. S. Bachand and land of Léonide Lemieux, on the South by the residence of said Bachand, on the West by land of the estate of E. C. Drolet and of Dr. A. Comptois and of F. E. Lovell (The Coaticook House Property), and on the North by land of Félix Taupier and the cadastral lots forty eight and forty-nine above mentioned.

2. Lot number forty nine, on the cadastral plan and book of reference of the said Town of Coaticook; save and except therefrom a strip fifteen feet wide along the Easterly side of said lot number forty nine and along the whole length thereof, with the right of way for men and teams over the Easterly ten feet of the said strip of fifteen feet of said lot number forty nine and of lot number forty eight on said cadastral plan and book of reference and of that part of lot number forty six, on said cadastral plan and book of reference, in rear thereof and bounded on the East by the creamery lot of D. S. Bachand and land of Léonide Lemieux, on the South by the residence lot of said Bachand, on the West by land of the Estate of E. C. Drolet and of Dr. A. Comptois and of F. E. Lovell (The Coaticook House Property), and on the North by land of Felix Taupier and the cadastral lots forty eight and forty nine above mentioned, and also subject to a right of way in common which may exist in the West side of the said cadastral lot number forty nine, which right of way is supposed to be cadastral lot number fifty.

3. Part of lot number forty six, on the said cadastral plan and book of reference of the said Town of Coaticook, lying in rear of the lots above described and bounded as follows: on the East by the creamery lot of D. S. Bachand and land of

Léonide Lemieux, au sud par l'emplacement de maison dudit Bachand, à l'ouest par le terrain de la succession E.-C. Drolet et du Dr. A. Comptois et de F.-E. Lovell (The Coaticook House Property), et au nord par le terrain de Félix Taupier et les lots cadastraux quarante-huit et quarante-neuf sus mentionnés, avec droit de passage à pied et en voiture en leur faveur sur une partie du lot numéro quarante-neuf desdits plan et livre de renvoi du même cadastre, savoir: une lisière de dix pieds de largeur sur le dit côté est dudit lot sur toute la longueur du lot—avec toutes les bâtisses et améliorations qui se trouvent sur les trois morceaux de terre sus-décrits.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond-de-Coaticook, MARDI le QUATRIÈME jour d'AOUT 1925, à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
Sherbrooke, le 30 juin 1925. C.-E. THERRIEN.
3249—27-2
[Première publication, le 4 juillet 1925]

FIERI FACIAS SUR DELAISSEMENT.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
No 19. } GEORGE-W. BOWEN, du village d'Ayer's Cliff, dans le district de Saint-François, bourgeois, demandeur; vs LUTHER-A. BROWN, du village d'Ayer's Cliff, dans le district de Saint-François, et DONAT HAINS, de la cité de Sherbrooke, dans le dit district, comptable, en sa qualité de syndic de la propriété dudit Luther-A. Brown, cédant autorisé, défendeurs; et HERBERT BROWN, dudit village d'Ayer's Cliff, et JOHN-C. STEWART, du village de Lennoxville, en sa qualité de syndic de la propriété dudit Herbert Brown, cédant autorisé, mis-en-cause,

Saisie comme appartenant auxdits défendeurs sur la curatrice, demoiselle Eva McConnell, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, curatrice au délaissement.

La partie du lot mille vingt-quatre (1024), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Hatley, dans ledit district, décrite comme suit: Commencant à huit pieds et huit pouces au sud-ouest de la rue Main dudit village d'Ayer's Cliff, à un point vingt-cinq pieds au sud-est du coin nord-est du magasin en brique possédé par Aaron-G. Clough; de là, vers le sud, en droite ligne, soixante-quinze pieds à un poteau; de là, faisant angle et vers le sud-est en droite ligne, cinquante-deux pieds jusqu'à un autre poteau; de là, faisant angle et vers le nord-est en droite ligne, soixante-quinze pieds jusqu'à un autre poteau; à un point cinquante-deux pieds à l'est du point de départ et quatre pieds en arrière et au sud dudit point de départ, et de là faisant angle vers le nord-ouest en droite ligne, ladite distance de cinquante-deux pieds jusqu'au point de départ, de la contenance qu'elle peut avoir, avec le droit de bâtir et d'ériger et maintenir, sur le terrain susmentionné, un escalier pour entrer dans l'édifice érigé sur le dit terrain jusqu'à une distance de quatre pieds vers le nord, dans la direction de la rue principale de Ayer's Cliff, avec la réserve en faveur dudit Aaron-G. Clough de l'aqueduc qui se trouve sur le dit terrain, avec le privilège de le laisser tel que posé actuellement et avec droit de passage en commun avec d'autres, à pied ou en voiture, sur une lisière de dix pieds de largeur pour communiquer de la propriété sus-décrite avec la rue Pleasant de Ayer's Cliff, la dite lisière de terrain devant être immédiatement au sud du terrain sus-décrit et y

Léonide Lemieux, on the South by the residence lot of said Bachand, on the West by land of the estate of E. C. Drolet and of Dr. A. Comptois and of F. E. Lovell (The Coaticook House Property), and on the North by land of Félix Taupier and the cadastral lots forty eight and forty nine above mentioned, with a right of way for men and teams in favor of the same over part of lot number forty nine on the said cadastral plan and book of reference, namely, a strip ten feet wide along the Easterly side of said lot and along the whole length thereof—together with all the buildings and improvements erected on the three pieces of land above described.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Edmond de Coaticook, TUESDAY, the FOURTH day of AUGUST (1925), at ONE o'clock in the afternoon (Standard Time).

C. E. THERRIEN, Sheriff.
Sheriff's office, Sherbrooke, June 30th, 1925. 3250—27-2
[First publication, July 4, 1925]

FIERI FACIAS SUR DELAISSEMENT.

Superior Court.—District of Saint Francis.
No. 19. } GEORGE W. BOWEN, of the Village of Ayer's Cliff, in the district of Saint Francis, gentleman, plaintiff; against LUTHER A. BROWN, of the village of Ayer's Cliff, in the district of Saint Francis, and DONAT HAINS, of the city of Sherbrooke, in said district, accountant, in his quality of Trustee of the property of the said Luther A. Brown, authorized assignor, defendants; and HERBERT BROWN, of said village of Ayer's Cliff, and JOHN C. STEWART, of the Village of Lennoxville, in his quality of Trustee of the property of the said Herbert Brown, authorized assignor, mis-en-cause.

Seized as belonging to the said defendants, on the curatrix Miss Eva McConnell, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, curatrix au délaissement.

Part of lot ten hundred and twenty-four (1024) upon the official cadastral plan and book of reference of the township of Hatley, in said district, described as follows: Beginning eight feet and eight inches southwesterly of the Main Street of said Village of Ayer's Cliff, at a point twenty-five feet southeasterly of the north-easterly corner of the brick store building owned by Aaron G. Clough; thence running southerly in a straight line, seventy-five feet to a stake; thence turning at an angle and running southeasterly in a straight line, fifty two feet to another stake; thence turning at an angle and running northeasterly in a straight line seventy-five feet to another stake; at a point fifty-two feet easterly of the place of beginning, and four feet back and southerly from said point of beginning, and thence turning at an angle and running northwesterly on a straight line, the said distance of fifty-two feet to the place of beginning, as the same extends, with the right of building and extending and maintaining, upon the above land, a flight of steps with which to enter a building erected upon said land, to the distance of four feet northerly towards said Main Street of said Ayer's Cliff, with the reserve in favor of the said Aaron G. Clough of the water pipes running through said land, with the privilege of leaving the same as at present, with the right of way in common with others, for teams and persons on foot, of ten feet in width to communicate from the above property with Pleasant Street of said Ayer's Cliff, said right of way to be directly

adjacente, et de l'extrémité sud-est du terrain sus-décrit jusqu'à la rue Pleasant, à un point de la dite rue qui sera désigné par le dit Aaron-G. Clough dans un délai raisonnable — avec tous les édifices et améliorations qui se trouvent sur le morceau de terre sus-décrit.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Stanstead, à Stanstead, JEUDI, le SEIZIEME jour de JUILLET (1925), à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 9 juin, 1925.
[Première publication, le 13 juin, 1925]
2897—24-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

No 330. } JOSAPHAT CANTIN, journalier, de Black Lake, demandeur; contre MICHAEL BYRNES, journalier, de Thetford Mines, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Le lot 11-A, Rang 1, Canton de Wolfestown, à Saint-Julien—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Julien-de-Wolfestown, MARDI, le QUATORZIEME jour de JUILLET (1925), à UNE heure de l'après-midi. (Heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 9 juin 1925.
[Première publication, le 13 juin 1925]
2899—24-2

southerly of and adjoining the above land, and from the southeasterly end of the above land to said Pleasant Street, at a point on said street to be designated by said Aaron G. Clough, within a reasonable delay—with all the buildings and improvements on the above described piece of land.

To be sold at the Registration Office, for the county of Stanstead, at Stanstead, THURSDAY, the SIXTEENTH day of JULY, (1925), at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

C. E. THERRIEN,
Sheriff's office,
Sherbrooke, June 9, 1925.
[First publication, June 13, 1925]
2898—24-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

No. 330. } JOSEPHAT CANTIN, laborer, of Black Lake, plaintiff; against MICHAEL BYRNES, laborer, of Thetford Mines, Defendant.

Seized as belonging to said defendant:

The lot 11-A, Range 1, township of Wolfestown, at Saint Julien—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Julien de Wolfestown, TUESDAY, the FOURTEENTH day of JULY (1925), at ONE o'clock in the afternoon. (Standard Time).

C. E. THERRIEN,
Sheriff.
Sherbrooke, June 9, 1925.
[First publication, June 13, 1925]
2900—24-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, Province of Québec, District of Terrebonne.

Cour Supérieure.

No 843. } NAPOLEON BRAZEAU, demandeur; vs DAME LILLIE-SYLVIA ROBERTS, défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, les immeubles suivants:

1. Deux emplacements situés en la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, contenant chacun soixante pieds de front par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connus et désignés au plan de subdivision du lot numéro Douze-A des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, dans le quatrième rang du Canton de Beresford, sous les lots numéros deux cent onze et deux cent douze (No. 12-A-211 & 212)—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

2. La part indivise, étant la moitié appartenant à la dite défenderesse, d'un emplacement dans la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, contenant cent cinquante pieds de front, sur cent soixante-quatre pieds de profondeur, le tout à la mesure anglaise et plus ou moins, et connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, comme faisant partie du lot numéro treize-A (Ptie No 13-A), du quatrième rang du canton Beresford, et borné en front par la rue Saint-Paul, en arrière et du côté ouest par la propriété de "Laurentide Inn", étant aussi une partie du No 13-A, et de l'autre côté par la propriété de Edward Lenihan, étant une autre partie du lot No. 13-A—avec maison et autres édifices sus-érigés.

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, Province of Québec, District of Terrebonne.

Superior Court.

No. 843. } NAPOLEON BRAZEAU, plaintiff; vs DAME LILLIE SYLVIA ROBERTS, defendant.

As belonging to said defendant, the following immovables:

1. Two emplacements situate in the town of Sainte Agathe des Monts, each containing sixty feet in front by one hundred feet in depth, English measure, more or less, known and designated on the subdivision plan of lot number twelve-A of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts, in the fourth Range of the township of Beresford, under lots numbers two hundred and eleven and two hundred and twelve (Nos. 12-A-211 & 212)—with a house and other buildings thereon erected.

2. The undivided part, being the half belonging to said defendant, of an emplacement in the town of Sainte Agathe des Monts, containing one hundred and fifty feet in front by one hundred and sixty-four feet in depth, the whole English measure and more or less, and known on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts as forming part of the lot number thirteen-A (Pt. No. 13-A), in the fourth range of the township of Beresford, and bounded in front by Saint Paul Street, in rear and to the west side by the property of Laurentide Inn, being also part of lot No 13-A, and on the other side by the property of Edward Lenihan, forming another part of said lot No. 13-A—with a house and other buildings thereon erected.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, le CINQUIEME jour d'AOUT mil neuf cent vingt-cinq, à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Saint-Jérôme, 29 juin, 1925. J.-W. CYR.
[Première publication, le 4 juillet, 1925]
3231—27-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure.

No 846. } O VILA GAREAU ET AL, de-
mandeurs; vs HYMAN
SCHWARTZ, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de New Glasgow, comté de Terrebonne, sous le numéro trente-deux (No 32)—avec maison et autres bâtisses y érigées, contre le défendeur Hyman Schwartz.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique, dans le village de Sainte-Sophie, district de Terrebonne, le QUATRIEME jour d'AOUT mil neuf cent vingt-cinq, à DEUX heures de l'après-midi, (heure solaire).

Bureau du Shérif, Le shérif,
Saint-Jérôme, 29 juin, 1925. J.-W. CYR.
[Première publication, le 4 juillet, 1925]
3233—27-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, Cour Supérieure.

No 429. } WILLIAM WILSON, deman-
deur; vs MANOIR SAINTE-
MARGUERITE, LIMITEE, défenderesse.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, le 11 juin, 1924, et qui devait avoir lieu à une heure de l'après-midi, le vingt-neuvième jour de juillet mil neuf cent vingt-quatre, et aussi annoncée et publiée pour avoir lieu à une heure de l'après-midi, le 12^e jour de novembre 1924, et aussi annoncée et publiée pour être vendus le 30 décembre 1924, à la porte de l'église paroissiale catholique de la paroisse de Sainte-Marguerite du Lac-Masson, dit district—La dite vente aura lieu à la porte de la dite église de la dite paroisse dans le dit district, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET, 1925, à UNE heure de l'après-midi, (heure solaire).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Saint-Jérôme, le 29 juin, 1925. J.-W. CYR.
[Publication, le 4 juillet, 1925]
3235

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 796. } E MILIEN BIGRAS, ès-qualité, demandeur; vs LAZARE LEBEL, défendeur, et J.-J. GRIGNON, curateur au délaissement.

Les immeubles suivants, savoir:

Les lots de terre numéros sept cent quatre-

To be sold at the door of the catholic parochial church of the town of Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne, the FIFTH day of AUGUST one thousand nine hundred and twenty five, at ONE o'clock in the afternoon. (Standard Time).

Sheriff's office, J. W. CYR,
Saint Jérôme, June 29, 1927. Sheriff.
[First publication, July 4, 1925]
3232—27-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court.

No 846. } O VILA GAREAU ET AL, plaintiffs;
vs HYMAN SCHWARTZ,
defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

The lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the village of New Glasgow, county of Terrebonne, under number thirty two (No. 32)—with a house and other buildings thereon erected, against the defendant, Hyman Schwartz.

To be sold at the door of the Catholic Church of the parish, in the village of Sainte Sophie, district of Terrebonne, the FOURTH day of AUGUST, one thousand nine hundred and twenty-five, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

Sheriff's office, J. W. CYR,
Saint Jérôme, June 29, 19 5. Sheriff.
[First publication, July 4, 1925]
3234—27-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court.

No. 429. } WILLIAM WILSON, plaintiff;
vs MANOIR SAINTE
MARGUERITE, LIMITEE, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause the 11th. of June, 1924, formerly announced to take place at one o'clock in the afternoon, the twenty-ninth day of July, one thousand nine hundred and twenty-four, and also announced and published to take place at one o'clock in the afternoon the 12th day of November, 1924, and also announced and published to be sold the 30th of December, 1924, at the door of the catholic parochial church of the parish of Sainte Marguerite du Lac Masson, said district—the said sale will take place at the door of the said church of the said parish, in the said district, the TWENTY-NINTH day of JULY, 1925, at ONE o'clock in the afternoon. (Standard Time).

Sheriff's office, J. W. CYR,
Saint Jérôme, June 29, 1925. Sheriff.
[Publication, July 4, 1925]
3236

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 796. } E MILIEN BIGRAS, ès-qualité, plaintiff; vs LAZARE LEBEL, defendant, and J.-J. GRIGNON, curator to the surrender of property made herein.

The following immovables, to wit:

The lots of land numbers seven hundred and

vingt-dix-neuf, huit cent, huit cent un, huit cent deux et huit cent trois (799-800-801-802 et 803) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse, dans le comté de Terrebonne—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique de la ville de Sainte-Thérèse-de-Blainville, dit district, le QUATORZIEME jour de JUILLET mil neuf cent vingt-cinq, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
Saint-Jérôme, 9 juin 1925. J.-W. CYR.
[Première publication, le 13 juin 1925] 2901—24-2

ninety-nine, eight hundred, eight hundred and one, eight hundred and two, and eight hundred and three (799-800-801-802 and 803) of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Thérèse, in the county of Terrebonne—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic parochial church of the town of Sainte Therese de Blainville, said district, the FOURTEENTH day of JULY, one thousand nine hundred and twenty-five, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Sheriff's office, J. W. CYR.
Saint-Jérôme, June 9, 1925. Sheriff
[First publication, June 13, 1925] 2902—24-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } A DOLPHE RI-
No 791. } VARD, de-
mandeur; vs ALFRED VALLIERES, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le huitième rang du canton d'Aston, de deux arpents et quart de front sur la profondeur dudit rang, et connue et désignée sous le numéro cent quarante-six (No 146), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Wenceslas. A distraire de ladite terre un emplacement de cent dix pieds de front sur cent trente pieds de profondeur, appartenant actuellement à Omer Lefebvre, à prendre au coin nord-est dudit No 146—avec les bâtisses dessus;

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le huitième rang du canton d'Aston, de la contenance d'un arpent et trois quarts de front sur la profondeur dudit huitième rang d'Aston, et connue et désignée comme étant la partie nord-est du numéro cent quarante-sept (Pt. N.-E. No 147) du susdit cadastre—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, entre le susdit No 146, au nord-est, et le résidu sud-ouest du susdit No 147, au sud-ouest, appartenant actuellement à Henri Béland ou représentants.

Pour être vendus en bloc, comme un seul et même établissement, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le comté de Nicolet, le QUATRIEME jour d'AOUT prochain 1925, à DIX heures du matin (heure solaire), suivant l'ordonnance de l'honorable Ernest Roy, juge de la Cour Supérieure, en date du 26 juin 1925.

Bureau du shérif, Le shérif,
Trois-Rivières, 30 juin 1925. PHI.-L. LASSONDE,
[Première publication, 4 juillet 1925] 3251—27-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } PAUL - ALFRED-
No 311. } DE GROSEIL-
LIERS, demandeur; vs MOISE BOISVERT ET
AL, défendeurs.

Comme appartenant à la dite défenderesse, Delle Zarilla Hains, savoir:

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } A DOLPHE RI-
No. 791. } VARD, Plaintiff;
vs ALFRED VALLIERES, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

1. A land situate in the parish of Saint Wenceslas, in the eighth range of the township of Aston, of two arpents and one quarter in front by the depth of the said range and known and designated under number one hundred and forty six (No. 146), on the official cadastral plan and book of reference of the county of Nicolet, for the parish of Saint Wenceslas. To be deducted from the said land an emplacement of one hundred and ten feet in front by one hundred and thirty feet in depth, presently belonging to Omer Lefebvre, to be taken out of the northeast corner of the said No. 146—with the buildings thereon;

2. A land situate in the parish of Saint Wenceslas, in the eighth range of the township of Aston, containing one arpent and three quarters in front by the depth of the said eighth range of Aston, and known and designated as being the north-east part of the number one hundred and forty seven (N.-E. Pt. No. 147) of the aforesaid cadastre—with a house and other buildings thereon erected, being between the aforesaid No. 146, to the northeast, and the southwest residue of the aforesaid No. 147, to the southwest, actually belonging to Henri Béland or representatives.

To be sold *en bloc*, as one single plot of land, at the door of the church of the parish of Saint Wenceslas, in the county of Nicolet, the FOURTH day of AUGUST next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time), pursuant to an Order of the Honourable Ernest Roy, Judge of the Superior Court, dated the 26th of June, 1925.

Sheriff's office, PHI. L. LASSONDE,
Three Rivers, June 30, 1925. Sheriff.
[First publication, July 4th, 1925] 3252—27-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } PAUL ALFRED DE-
No 311. } GROSEILLIERS,
plaintiff; vs MOISE BOISVERT ET AL, defend-
ants.

As belonging to the said defendant, Miss Zarilla Hains, to wit:

1. Une certaine étendue de terre située en la paroisse de Saint-Etienne-des-Grès, à l'endroit appelé "La Gabelle", formant partie des lots numéros soixante-quatorze, soixante-quinze et soixante-seize (Ptie. Nos 74, 75 et 76) du cadastre officiel du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Saint-Etienne-des-Grès, à prendre sur toute leur largeur, depuis la distance de vingt-cinq arpents et demi à partir du cordon sud-ouest du premier rang, où ils se trouvent, en allant depuis cette distance jusqu'à la ligne du chemin de fer de la Vallée du Saint-Maurice, et bornée comme suit: du côté nord-est par le dit chemin de fer de la Vallée du Saint-Maurice, du côté sud-ouest par partie des susdits lots numéros soixante-quatorze, soixante-quinze et soixante-seize, appartenant à Jean-Baptiste Bastien, du côté nord-ouest par le lot numéro soixante-dix-sept du dit cadastre et du côté sud-est par le lot numéro soixante-douze du même cadastre—avec les bâtisses dessus construites.

2. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Etienne-des-Grès, à l'endroit appelé "La Gabelle"; borné en front par le chemin de fer de la Vallée du Saint-Maurice, du côté nord-ouest et du côté sud-est par la Compagnie Shawinigan Water Power Company, et en profondeur, vers le sud-ouest, par Hercule Rivard; connu et désigné, le dit terrain, comme faisant partie du lot numéro soixante-dix-neuf (Ptie No 79) du cadastre officiel du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Saint-Etienne-des-Grès—avec une bâtisse servant d'hôtel dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, 1925, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 9 juin, 1925.
[Première publication, le 13 juin, 1925]
2919—24-2

1. A certain tract of land situate in the parish of Saint Etienne des Grès, at the place called "La Gabelle", forming part of lots numbers seventy-four, seventy-five and seventy-six (Pts. Nos. 74, 75 and 76) of the official cadastre of the county of Saint Maurice for the parish of Saint Etienne des Grès, to be taken on the whole width thereof, from the distance of twenty five arpents and a half from the southwest rear line (*cordon*) of the first Range, where they are situated, and running from this distance to the line of the Saint Maurice Valley Railway, and bounded as follows: on the northeast side by the said Saint Maurice Valley Railway, on the southwest side by part of said lots numbers seventy-four, seventy-five and seventy-six belonging to Jean-Baptiste Bastien, on the northwest side by lot number seventy-seven of said cadastre, and on the southeast side by lot number seventy-two of same cadastre—with the buildings thereon erected;

2. A lot of land situate in the parish of Saint Etienne des Grès, at the place called "La Gabelle"; bounded in front by the Saint Maurice Valley Railway, on the northwest side and on the southeast side by the Shawinigan Water Power Company, and in depth, towards the southwest, by Hercule Rivard, the said lot of land being known and designated as forming part of lot number seventy-nine (Pt. No. 79) of the official cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Saint Etienne des Grès—with the hotel building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Etienne des Grès, in the county of Saint Maurice, the FIFTEENTH day of JULY next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon, (standard time).

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, June 9, 1925.
[First publication, June 13, 1925]
2920—24-2

Arrêté en Conseil

Copie d'un rapport du comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 12 juin, 1924, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 13 juin, 1924.

O. C. 1094.

CONCERNANT L'USAGE DE CONVOIS AUTOMOBILES.

L'honorable Trésorier de la Province, dans un mémoire en date du 11 juin, (1924), expose: qu'en vertu de l'article 68, paragraphe 1, sous-paragraphe d, de la loi concernant les véhicules-automobiles, 14 Geo. V, chapitre 24, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut permettre et réglementer l'usage de convois automobiles sur tous les chemins publics ou sur certains d'entre eux, et dans toutes les localités ou dans certaines d'entre elles, et établir soit la longueur totale de ces convois, soit le nombre de véhicules qui les composent, et les honoraires à payer pour cet usage;

ATTENDU que plusieurs demandes pour ces genres de permis sont actuellement faites;

C'EST POURQUOI l'Honorable Trésorier de la Province recommande ce qui suit:

Order-in-Council

Copy of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated the 12th. of June 1924, approved by the Lieutenant Governor the 13th. of June 1924.

O. C. 1914.

RESPECTING THE USE OF MOTOR TRAINS.

The Honourable the Treasurer of the Province, in a memorandum dated the 11th. of June (1924) sets forth: that under article 68, paragraph 1, sub-paragraphe d of the Act respecting Motor Vehicles, 14 Geo. V, chapter 24, the Lieutenant-Governor in Council may allow and regulate the use of motor trains on all or certain public highways, and in all or certain localities, and determine either the total length of such trains or the number of vehicles of which they may be composed and the fees to be paid for such use;

WHEREAS several applications for such permits are being presently made;

THEREFORE the Honourable the Treasurer of the Province recommends the following:

1. Un convoi automobile ne peut être composé de plus de deux unités dans les cités et villes, ni de plus de trois unités ailleurs.

2. Chaque véhicule, qu'il remorque ou qu'il soit remorqué, forme une unité.

3. Les dispositions de l'article 40 de la loi concernant les véhicules automobiles s'appliquent à chaque unité composant le convoi automobile, sauf et excepté que le poids total de chaque unité, y compris celui de sa charge, ne peut excéder dix mille livres.

4. Les roues d'une remorque ou semi-remorque doivent, comme celles du remorqueur, être munies de bandages en caoutchouc ou en une autre matière ayant autant d'élasticité.

5. Si les bandages de toutes les roues des unités composant un convoi automobile sont pneumatiques, la vitesse de ce convoi automobile ne peut excéder douze milles à l'heure, que ces unités, en tout ou en partie, soient chargées ou non.

Si ces bandages sont entièrement ou partiellement non pneumatiques, la vitesse de ce convoi automobile ne peut excéder huit milles à l'heure, que ces unités, en tout ou en partie, soient chargées ou non.

Si la remorque ou semi-remorque sert au transport de personnes, les bandages de ses roues doivent être pneumatiques.

6. Le permis doit indiquer les chemins publics ou les localités dans lesquels le convoi automobile peut être mis en circulation.

7. L'honoraire payable pour l'enregistrement de chaque remorque ou chaque semi-remorque possédée dans la province, et formant partie d'un convoi automobile, est basé sur le poids de cette remorque ou semi-remorque et est au même taux par cent livres que le remorqueur. En sus de cet honoraire basé sur le poids, un honoraire fixe de \$5.00 par convoi automobile est payable à la province.

8. Chaque remorque ou semi-remorque sujette à l'enregistrement doit porter une plaque (marker) attachée à l'extérieur en arrière.

9. Pendant qu'un véhicule automobile sert de remorqueur, sa plaque (marker) portée en arrière, doit alors être placée en arrière de la dernière remorque ou semi-remorque composant le convoi automobile.

10. Durant les heures indiquées au paragraphe 2 de l'article 27, un convoi automobile doit porter une lanterne à feu rouge, à l'arrière de la dernière unité le composant.

11. Un véhicule automobile ou un véhicule à traction animale, traînant à sa remorque un véhicule automobile qui, accidentellement, ne peut fonctionner, ne forme pas un convoi automobile.

12. Sujet aux prohibitions et restrictions imposées par la loi concernant les véhicules automobiles, et sujet aux modifications apportées à cette loi par le présent arrêté en conseil, la loi concernant les véhicules automobiles s'applique aux convois automobiles.

Certifié:

Le greffier du conseil exécutif,
A. MORISSET.

Vraie Copie :

Le contrôleur du revenu de la province,
J.-A. BEGIN.
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

3255

1. A motor train shall not be composed of more than two units in the cities and towns or of more than three units elsewhere.

2. Each vehicle, whether towing or towed, counts as one unit.

3. The provisions of article 40 of the Act respecting motor vehicles shall apply to each unit composing the motor train, save and except that the total weight of each unit, including its load, shall not exceed ten thousand pounds.

4. The wheels of a trailer or semi-trailer, as well as those of the tractor, must be equipped with rubber tires or with tires made of other materials having the same elasticity.

5. If the tires on all the wheels of the units composing a motor train are pneumatic, the speed of such motor trains shall not exceed twelve miles per hour, whether all or any of such units are loaded or not.

If such tires are entirely or partly non-pneumatic, the speed of such motor-train shall not exceed eight miles per hour, whether all or any of such units are loaded or not.

If the trailer or semi-trailer is used for the transportation of passengers, all its wheels must be equipped with pneumatic tires.

6. The public highways on which or the localities in which the motor trains may circulate must be indicated on the permit.

7. The fee payable for the registration of each trailer or each semi-trailer owned in the province and forming part of a motor train, is based on the weight of such trailer or semi-trailer and is at the same rate per 100 pounds as the tractor. In addition to such fees based on the weight, a fixed fee of \$5.00 per motor train is payable to the Province.

8. Each trailer or semi-trailer subject to registration shall carry a marker fixed outside on its rear.

9. When a motor vehicle is used as a tractor, its rear marker shall then be placed at the rear of the last trailer or semi-trailer composing the motor train.

10. During the hours mentioned in paragraph 2 of article 27, a motor train must carry a red light at the rear of the last unit constituting such motor train.

11. A motor vehicle or a vehicle drawn by animal power towing a motor vehicle which, by accident, is out of running order, does not constitute a motor train.

12. Subject to the prohibitions and restrictions imposed by the act respecting motor vehicles and subject to the modifications made to such act by the present Order in Council, the act respecting motor vehicles shall apply to motor train.

Certified:

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

A true copy:

J. A. BEGIN,
Comptroller of the Provincial Revenue,
Parliament Building,
Quebec.

3256

*Copie du rapport d'un comité de l'Honorable
Conseil Exécutif, en date du 18 juin, 1925,
approuvé par le Lieutenant-gou-
verneur le 20 juin, 1925.*

*Copy of the report of a Committee of the Honourable
Executive Council, dated the 18th of
June, 1925, approved by the Lieu-
tenant-Governor in Council,
the 20th. of June, 1925.*

CONCERNANT LA "LOI DES VEHICULES-AUTOMO-
BILES".

RESPECTING THE "MOTOR VEHICLE ACT".

1047

L'honorable Trésorier de la Province, dans un mémoire en date du 18 juin, (1925), recommande, sous l'autorité de l'article 68 de la loi concernant les véhicules automobiles:

1. Que le maximum de largeur, de hauteur et de longueur des véhicules automobiles en usage sur tous les chemins publics de cette Province, y compris leur charge, soit de quatre-vingt-seize pouces (96") en largeur, de douze pieds et six pouces (12'6") en hauteur et de vingt-huit pieds (28') en longueur;

2. Que le maximum de largeur, de hauteur et de longueur des convois automobiles en usage sur tous les chemins publics de cette Province, y compris leur charge, soit de quatre-vingt-seize pouces (96") en largeur, de douze pieds et six pouces (12'6") en hauteur et de quatre-vingt-cinq pieds (85') en longueur.

Pourvu toujours que le chemin public ou pont soit de dimensions suffisantes pour y admettre des véhicules automobiles ou des convois automobiles ayant ces dimensions.

Certifié:

Le Greffier du Conseil Exécutif,
A. MORISSET.

Vraie Copie:

Le contrôleur du Revenu de la Province,
J.-A. BEGIN,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

3257

1047

The Honourable the Treasurer of the Province, in a memorandum dated the 18th. of June (1925), recommends, under authority of article 68 of the "Motor Vehicle Act":

1. That the maximum width, height and length of motor vehicles used on all the public highways of this Province, including their load, be ninety-six inches (96") in width, twelve feet and six inches (12'6") in height and twenty-eight feet (28') in length;

2. That the maximum width, height and length of motor trains used on all public highways of this Province, including their load, be ninety-six inches (96") in width, twelve feet and six inches (12'6") in height and eighty-five feet (85') in length.

Provided, however, that the public highways or bridges be of sufficient dimensions to admit motor vehicles or motor trains of such dimensions.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

A true copy,

J. A. BEGIN,
Comptroller of the Provincial Revenue,
Parliament Building,
Quebec.

3258

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

J.-A. HUDON,
Assistant-Procureur-
Général Suppléant.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions des articles 3308 et suivants des Statuts Refondus de Québec, 1909, tels qu'édictees par la section I de la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir dans les parties à l'est des Iles Jérémie, inclusivement, autant de cours de magistrat additionnelles qu'il le juge convenable;

ATTENDU que, en vertu des dits articles, ces cours additionnelles sont tenues aux endroits et ont la juridiction territoriale que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice dans le comté de

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

N. PERODEAU

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

J. A. HUDON,
Acting Deputy-Attor-
ney General.

WHEREAS under the provisions of article 3308 and following of the Quebec Revised Statutes 1909, as enacted by section 1 of the Act 12, George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may establish in the parts situated to the east of Jeremy Islands inclusively, as many additional Magistrates' Courts as he may deem expedient;

WHEREAS under and by virtue of said article, these additional courts shall be held at such places and shall have such territorial jurisdictions as the Lieutenant-Governor in Council shall determine;

WHEREAS it is in the interest of the proper administration of justice in the county of Sague-

Saguenay, à l'est des Iles Jérémie, inclusivement, que les cours de magistrat y établies soient réorganisées et que des cours additionnelles, désignées conformément aux dispositions de l'article 3312, S. R. Q., 1909, soient établies aux endroits suivants, savoir: Sept-Iles, Pointe-aux-Esquimaux, Natashquan et Baie Ellis, pour remplacer les cours de magistrat établies jusqu'ici dans cette partie du comté de Saguenay;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions des articles 3308 et suivants, des Statuts Refondus de Québec, 1909, tels qu'édictees par la section I de la loi 12 George V, chapitre 64, nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons, à compter de la date des présentes:

a) l'abolition des cours de magistrat établies jusqu'ici dans cette partie du comté de Saguenay située à l'est des Iles Jérémie, inclusivement, et particulièrement les cours locales de magistrat dans et pour le comté de Saguenay à Betsiamites, à Pentecôte, à Clark City, à Sept-Iles, à la Rivière-au-Tonnerre, à Saint-Pierre de la Pointe-aux-Esquimaux, à Baie Ellis, à Natashquan, à Harrington, à Bonne-Espérance;

b) l'établissement de quatre cours de magistrat additionnelles à Sept-Iles, à Pointe-aux-Esquimaux, à Natashquan et Baie Ellis, ayant chacune juridiction territoriale sur toute cette partie du comté de Saguenay située à l'est des Iles Jérémie, inclusivement, et désignées comme suit: "La Cour locale de magistrat pour Sept-Iles dans le comté de Saguenay", "La Cour locale de magistrat pour Pointe-aux-Esquimaux dans le comté de Saguenay", "La Cour locale de magistrat pour Natashquan dans le comté de Saguenay" et "La Cour locale de magistrat pour Baie Ellis dans le comté de Saguenay".

De tout ce que dessus tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de QUEBEC, ce VINGT-SIXIEME jour de JUIN, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre règne la seizième année.

Par ordre,
3205 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

may to the east of Jeremy Islands inclusively, that the Magistrate's Courts therein established be reorganized and that additional courts designated pursuant to the provisions of article 3312 Q. R. S. 1909, be established at the following places, to wit: Seven Islands, Esquimaux Point, Natashquan and Ellis Bay, to replace the Magistrates Courts formerly established in that part of the county of Saguenay;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council and in accordance with the provisions of article 3308 and following of the Quebec Revised Statutes, 1909, as enacted by section 1 of the Act 12, George V, chapter 64, We have proclaimed and directed, and by these presents, proclaim and direct, that from the date of these presents:

a) the abolition of the Magistrates' Courts formerly established in that part of the county of Saguenay, situated to the east of Jeremy Islands inclusively, and in particular the local Magistrates' Courts in and for the county of Saguenay at Betsiamites, at Pentecote, at Clark City, at Seven Islands, at Rivière au Tonnerre, at Saint Pierre de la Pointe aux Esquimaux, at Ellis Bay, at Natashquan, at Harrington, at Bonne Espérance;

b) The establishment of four additional Magistrates' Courts at Seven Islands, at Esquimaux Point, at Natashquan and Ellis Bay, each having a territorial jurisdiction over all that part of county of Saguenay, situated to the east of Jeremy Islands inclusively and designated as follows: "The local Magistrate's Court for Seven Islands in the county of Saguenay", "The local Magistrate's Court for Esquimaux Point, in the County of Saguenay", "The Local Magistrate's Court for Natashquan in the county of Saguenay", and "The local Magistrate's Court for Ellis Bay in the county of Saguenay".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. Witness: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, this TWENTY-SIXTH day of JUNE, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty five and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,
3206 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

J.-A. HUDON,
Assistant-Procureur-
Général-Suppléant.

ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommé pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits Statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province le décret de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse, en date du 14 février 1925, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, dans les districts électoraux de Missisquoi et de Brome, sous le nom de la paroisse de Sainte-Marie-de-Brigham;

ATTENDU que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits Statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance dudit décret canonique pour les fins civiles;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 24 avril 1925, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignés par le dit décret canonique à la paroisse de Sainte-Marie-de-Brigham, comme suit, savoir:

Le territoire renfermant collectivement, dans ses limites et bornes, les lots numéros 628, 633 à 638 du canton de Dunham, dans son septième rang et ceux de 639 à 656 dans son huitième rang, pour le cadastre officiel dans la division d'enregistrement de Missisquoi, tous inclusivement et détachés de la paroisse de Sainte-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg; les lots numéros 657, 658, 659, 660 du même canton de Dunham dans son huitième rang, les lots numéros 792, 793, 798 à 823 dans son neuvième rang et ceux de 824 à 842 dans son dixième rang, pour le susdit cadastre officiel, tous inclusivement et détachés de la paroisse de Sainte-Croix; les lots numéros 3081 à 3115 du canton de Stanbridge dans son premier rang, 2694 à 2703 dans son deuxième rang et 2687, 2688, 2693 dans son troisième rang, pour le cadastre officiel dans la même division d'enregistrement de Missisquoi, tous inclusivement et détachés de la paroisse de Saint-Ignace; les lots désignés au plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham—pour le cadastre de Missisquoi—par les numéros 1 à 8 et 12, 13 dans le premier rang du canton de Farnham, 137 à 142 et 144 à 151 dans le deuxième rang, 143 et 152 à 162 dans le troisième rang et 258, 259 dans le quatrième rang, tous inclusivement et détachés de ladite paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham; enfin, les lots numéros 76 à 133 des plan et livre de renvoi officiels de Farnham-Est, dans le premier rang du canton de Farnham, 134 à 197 et $\frac{1}{2}$ sud de 198 dans le deuxième rang et 353 à 377 dans le troisième rang du même canton, pour le cadastre d'enregistrement dans le comté de Brome, tous inclusivement et détachés de la paroisse de Saint-Vincent, ledit territoire, renfermant ainsi collectivement les terrains ci-dessus énumérés et désignés—ensemble y afférents les voies ferrées, les chemins publics, les rivières, les lacs et autres étendues d'eau.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes, ordonnons et déclarons, que la paroisse

PROCLAMATION

J.-A. HUDON,
Acting Deputy-
Attorney-General.

WHEREAS the secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Quebec, as canonically recognized and erected by the Ecclesiastical Authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province, the decree of the Ecclesiastical Authority of said Diocese, dated the 14th of February, 1925, erecting into a canonical parish the territory hereafter described, in the electoral districts of Missisquoi and Brome, under the name of "The parish of Sainte Marie de Brigham";

WHEREAS the secretary of said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of said decree and required notices, in accordance with the provisions of said Statutes, there has been deposited at his office, within the delay fixed by law, no opposition to the recognition of said canonical decree for civil purposes;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council dated the 24th of April, 1925, We have confirmed, established and recognized and by these presents, confirm, establish and recognize the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Sainte Marie de Brigham to be as follows, to wit:

The territory containing collectively within its limits and boundaries, the lots numbers 628, 633 to 638 of the township of Dunham, in its seventh range, and those of 639 to 656 in its eighth range, for the official cadastre of the Registration division of Missisquoi, all inclusively and detached from the parish of Sainte Rose de Lima de Sweetsburg; the lots numbers 657, 658, 659, 660 of the same township of Dunham, in its eighth range, the lots numbers 792, 793, 798 to 823 in its ninth range and those of 824 to 842 in its tenth range, for the aforesaid official cadastre, all inclusively and detached from the parish of Sainte Croix; the lots numbers 3081 to 3115 of the township of Stanbridge, in its first range, 2694 to 2703 in its second range and 2687, 2688, 2693 in its third range, for the official cadastre in the same registration division of Missisquoi, all inclusively and detached from the parish of Saint Ignace; the lots designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Romuald de Farnham—for the cadastre of Missisquoi—under numbers 1 to 8 and 12, 13 in the first range of the township of Farnham, 137 to 142 and 144 to 151 in the second range, 143 and 152 to 162 in the third range and 258, 259 in the fourth range, all inclusively and detached from the said parish of said Saint Romuald de Farnham; finally the lots numbers 76 to 133 on the official plan and book of reference of Farnham-Est, in the first range of the township of Farnham, 134 to 197 and the south $\frac{1}{2}$ of 198 in the second range and 353 to 377 in the third range of the same township, of the official cadastre in the county of Brome, all inclusively and detached from the parish of Saint Vincent, the said territory containing thus collectively the lots of land hereabove enumerated and designated—together with the railways, public roads, rivers, lakes and other waters belonging thereto;

And We have proclaimed and directed and, by these presents, proclaim and direct that the

de Sainte-Marie-de-Brigham, dans les districts électoraux de Missisquoi et de Brome, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions desdits Statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, de Notre province de Québec, ce VINGTIÈME jour de JUIN, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre règne la seizième année.

3207 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

parish of Sainte Marie de Brigham, in the electoral districts of Missisquoi and Brome, described as aforesaid, shall be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of said Statutes.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this TWENTIETH day of JUNE, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty five and in the sixteenth year of Our Reign.

3208 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 27

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Brière vs Rose.....	2096
" Delisle vs Thériault.....	2097
" Drouin vs Veilleux.....	2097
" Lespérance vs Thérberge.....	2097
" Millier vs Jodoin.....	2097
" Montpetit vs Charbonneau.....	2096
" Pépin vs Lampron.....	2097
" Pesant vs Laniel.....	2098
" Saudelli vs Londei.....	2097
" Sauvé vs Groulx.....	2096

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Dansereau vs Lanouette.....	2098
-----------------------------	------

ANNONCEURS:—Avis aux:—..... 2065

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

Concernant l'usage de convois automobiles.....	2123
Loi des véhicules-automobiles.....	2125

ASSURANCES:—

His Master's Voice Co-operative Beneficial Ass.....	2091
La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu Beauce & Dorchester.....	2092
La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Saint-Alexandre de Kamouraska....	2092
Lumbermens Mutual Casualty Co.....	2091
Missisquoi & Rouville Mutual Fire Ins. Co.....	2093

AVIS DIVERS:—

Phaneuf Manufacturing Co. Inc.....	2098
Quebec Apartments Limited.....	2099
Walsh-Katrine Gold Mines, Ltd.....	2099
Westmount Armour Association.....	2098

Index of the Quebec Official Gazette, No 27

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Brière vs Rose.....	2096
" Delisle vs Thériault.....	2097
" Drouin vs Veilleux.....	2097
" Lespérance vs Thérberge.....	2097
" Millier vs Jodoin.....	2097
" Montpetit vs Charbonneau.....	2096
" Pépin vs Lampron.....	2097
" Pesant vs Laniel.....	2098
" Saudelli vs Londei.....	2097
" Sauvé vs Groulx.....	2096

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Dansereau vs Lanouette.....	2098
-----------------------------	------

ADVERTISERS:—Notice to:—..... 2065

ORDER IN COUNCIL:—

Respecting the use of motor trains.....	2123
Motor Vehicle Act.....	2125

INSURANCES:—

His Master' Voice Co operative Beneficial Ass.....	2091
La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu Beauce & Dorchester.....	2092
La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Saint-Alexandre de Kamouraska....	2092
Lumbermens Mutual Casualty Co.....	2091
Missisquoi & Rouville Mutual Fire Ins. Co.....	2093

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Phaneuf Manufacturing Co. Inc.....	2098
Quebec Apartments Limited.....	2099
Walsh Katrine Gold Mines, Ltd.....	2099
Westmount Armour Association.....	2098

BUREAU-CHEF:—

Arthur E. Moysey & Co. Ltd.	2100
La Laiterie Frontenac, Ltée.	2100
Rouyn Consolidated Mining Co., Ltd.	2100
South Rouyn Mining Co., Ltd.	2100

CHIEF OFFICE:—

Arthur E. Moysey & Co. Ltd.	2100
La Laiterie Frontenac, Ltée.	2100
Rouyn Consolidated Mining Co., Ltd.	2100
South Rouyn Mining Co., Ltd.	2120

CHARTRE—ABANDON DE:—

Selective Treatment Limited	2101
-----------------------------	------

CHARTER—SURRENDER OF:—

Selective Treatment Limited	2101
-----------------------------	------

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:—

Anglo-French Exploration Co., Ltd.	2101
Champlain Milk Products Co., Inc.	2102
C. L. Hawthaway & Sons, Inc.	2101
General Exchange Corporation, Ltd.	2101
Sampson, Matthews Limited.	2102

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—

Anglo French Exploration Co., Ltd.	2101
Champlain Milk Products Co., Inc.	2102
C. L. Hawthaway & Sons, Inc.	2101
General Exchange Corporation, Ltd.	2101
Sampson, Matthews Limited.	2102

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Erratum: Municipalité scolaire Lac-Frontière.	2093
Examen d'inspecteurs d'écoles.	2094
Municipalité scolaire Saint-Mathieu-de-Belœil.	2093
Municipalité scolaire village de McMasterville.	2093

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Erratum: School Municipality Lac Frontière.	2093
Examination School Inspectors.	2094
School Municipality Saint Mathieu de-Belœil.	2093
School municipality village of McMasterville.	2093

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—

Examens des mesureurs de bois.	2094
Vente de limites de coupes de bois.	2094

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Examination of log measurers and cullers.	2094
Sale of permits to cut timber.	2094

EXAMENS DU BARREAU:—

Montréal: étude du droit.	2104
Montréal: pratique du droit.	2104
Québec: étude du droit.	2104
Québec: pratique du droit.	2103
Saint-François: pratique du droit.	2103
Trois-Rivières: étude du droit.	2102
Trois-Rivières: pratique du droit.	2103

BAR EXAMINATIONS:—

Montreal: study of the law.	2104
Montreal: practice of law.	2104
Quebec: study of the law.	2104
Quebec: practice of law.	2103
Saint Francis: practice of law.	2103
Three Rivers: study of the law.	2102
Three Rivers: practice of law.	2103

LÉTTRES PATENTES:—

Appartements Champlain de Québec, Ltée.	2069
Arthur E. Moysey & Co., Ltd.	2071
Art Stones & Marble Co., Ltd—La Cie de Marbre et de Pierre Art. Ltée.	2074
Canadian Ad-Relator Limited.	2075
Diane Club Incorporée.	2077
Gerald Walker Birk's Foundation Inc.	2081
Imperial Jobbing Limited.	2081
Les Guides Bériau Inc.—The Bériau Guides, Inc.	2082
L'Union Canadienne Compagnie d'Assurance—The Canadian Union Insurance Company.	2083
M. Hepner & Co. Limited.	2084
Modern Bakery Limited.	2085
Petrie-Morgan Coal Company.	2086
Tater-Flake Company of Montreal, Ltd.	2089
The Hull Rouyn Mining Co., Ltd.	2090

LETTERS PATENT:—

Champlain Apartments of Quebec, Ltd.	2069
Arthur E. Moysey & Co., Ltd.	2071
Art Stones & Marble Co., Ltd—La Cie de Marbre et de Pierre Art. Ltée.	2074
Canadian Ad-Relator Limited.	2075
Diane Club Incorporée.	2077
Gerald Walker Birk's Foundation Inc.	2081
Imperial Jobbing Limited.	2081
Les Guides Bériau Inc.—The Bériau Guides, Inc.	2082
L'Union Canadienne Compagnie d'Assurance—The Canadian Union Insurance Company.	2083
M. Hepner & Co. Limited.	2084
Modern Bakery Limited.	2085
Petrie-Morgan Coal Company.	2086
Tater-Flake Company of Montreal, Ltd.	2089
The Hull Rouyn Mining Co., Ltd.	2090

MINUTES DE NOTAIRE:—

Lavallée, J.-A.-A.	2105
--------------------	------

NOTARIAL MINUTES:—

Lavallée, J.-A.-A.	2105
--------------------	------

PROCLAMATIONS:—

Cours de magistrat, comté de Saguenay.	2125
Division d'enregistrement de Gaspé.	2066
Paroisse de Saint-Marie-de-Brigham.	2126

PROCLAMATIONS:—

Magistrates' Courts county of Saguenay.	2125
Registration division of Gaspé.	2066
Parish of Sainte Marie de Brigham.	2126

VENTES, LOI DE FAILLITES:—

Brodeur, Philias.....	2105
Clair, Albert.....	2106
Greco Canadian Cheese Manufacturing Co.....	2106
Stewart, R.-A.....	2105

VENTE PAR LICITATION:—

Welch <i>et al</i> vs Welch.....	2107
----------------------------------	------

VENTES POUR TAXES:—

Cité de Longueuil.....	2109
Cité de Saint-Lambert.....	2108

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Larouche vs Ouellet.....	2110
--------------------------	------

ARTHABASKA:—

Bélanger <i>et vir</i> vs Blanchette.....	2110
Croteau vs Clerc.....	2111

BEAUCÉ:—

Gilbert vs Roy.....	2112
Renault vs Daigle <i>et al</i>	2111

BEDFORD:—

Morrison vs Garland.....	2112
--------------------------	------

HULL:—

Borbridge vs Lauriault <i>et al</i>	2113
Lajoie vs Roquebrune.....	2113

MONTMAGNY:—

Grondin vs Caron.....	2113
-----------------------	------

MONTREAL:—

La Compagnie des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal.....	2115
Lortie <i>et al</i> vs Latour <i>et al</i>	2114
Montreal Light Heat & Power Consolidated vs Dominion Properties, Lt'd.....	2115
Saint Charles vs Dimica.....	2114

NICOLET:—

Brosseau vs Lampron.....	2116
--------------------------	------

QUÉBEC:—

Cité de Québec vs Peter <i>et al</i>	2116
La Cie Jos. Lefrançois, ltée vs Héritiers feu Casimir Simard.....	2116

ROBERVAL:—

Boily vs Fortin <i>et al</i>	2117
Gauthier vs Maltais.....	2117

SAINT-FRANÇOIS:—

Bowen vs Brown <i>et al</i>	2119
Cantin vs Brynes.....	2120
J. S. Mitchell and Co., Ltd vs Caron.....	2118

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Brodeur, Philias.....	2105
Clair, Albert.....	2106
Greco Canadian Cheese Manufacturing Co.....	2106
Stewart, R.-A.....	2105

SALE BY LICITATION:—

Welch <i>et al</i> vs Welch.....	2107
----------------------------------	------

SALE FOR TAXES:—

City of Longueuil.....	2109
City of Saint Lambert.....	2108

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Larouche vs Ouellet.....	2110
--------------------------	------

ARTHABASKA:—

Bélanger <i>et vir</i> vs Blanchette.....	2110
Croteau vs Clerc.....	2111

BEAUCÉ:—

Gilbert vs Roy.....	2112
Renault vs Daigle <i>et al</i>	2111

BEDFORD:—

Morrison vs Garland.....	2112
--------------------------	------

HULL:—

Borbridge vs Lauriault <i>et al</i>	2113
Lajoie vs Roquebrune.....	2113

MONTMAGNY:—

Grondin vs Caron.....	2113
-----------------------	------

MONTREAL:—

La Compagnie des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal.....	2115
Lortie <i>et al</i> vs Latour <i>et al</i>	2114
Montreal Light Heat & Power Consolidated vs Dominion Properties, Lt'd.....	2115
Saint Charles vs Dimica.....	2114

NICOLET:—

Brosseau vs Lampron.....	2116
--------------------------	------

QUÉBEC:—

City of Quebec vs Peter <i>et al</i>	2116
La Cie Jos. Lefrançois, ltée vs heirs late Casimir Simard.....	2116

ROBERVAL:—

Boily vs Fortin <i>et al</i>	2117
Gauthier vs Maltais.....	2117

SAINT-FRANCIS:—

Bowen vs Brown <i>et al</i>	2119
Cantin vs Brynes.....	2120
J. S. Mitchell and Co., Ltd vs Caron.....	2118

ERREBONNE:—

Bigras vs Lebel.....	2121
Brazeau vs Roberts.....	2120
Gareau <i>et al</i> vs Schwartz.....	2121
Wilson vs Manoir Ste-Marguerite, Ltée..	2121

TERREBONNE:—

Bigras vs Lebel.....	2121
Brazeau vs Roberts.....	2120
Gareau <i>et al</i> vs Schwartz.....	2121
Wilson vs Manoir Ste-Marguerite, Ltée..	2121

TROIS-RIVIÈRES:—

Degroseilliers vs Boisvert <i>et al</i>	2122
Rivard vs Vallières.....	2122

THREE RIVERS:—

Degroseilliers vs Boisvert <i>et al</i>	2122
Rivard vs Vallières.....	2122

